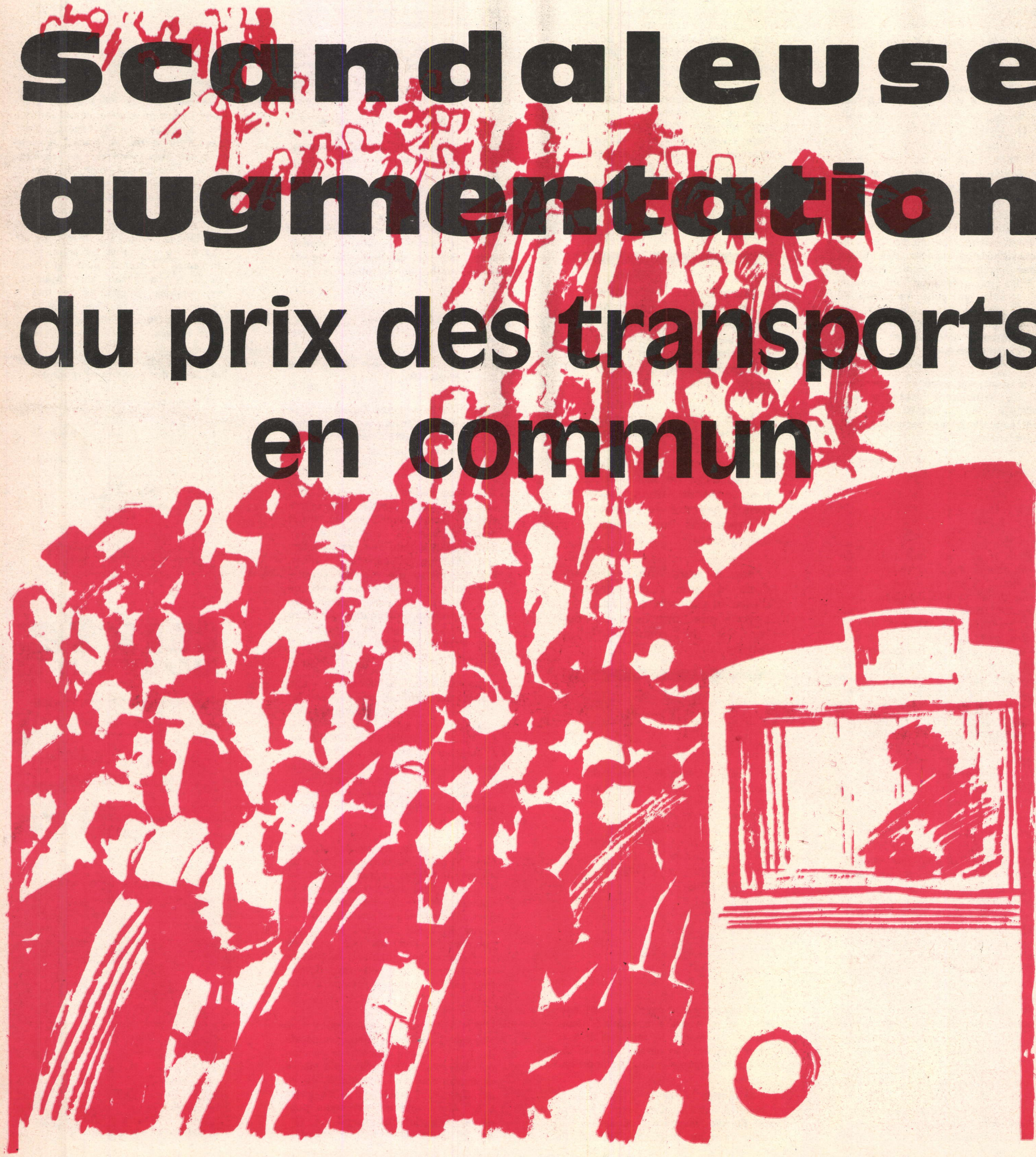
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 75 - SEMAINE DU 3 au 9 FÉVRIER

Scandaleuse augmentation du prix des transports en commun



courrier des lecteurs

Cher camarade,

Voilà bientôt six mois que je lis « Lutte Ouvrière », et je dois t'avouer que ton journal me plaît beaucoup. (...) J'en viendrai au but principal de ma lettre, c'est-à-dire savoir :

1° S'il y a des militants « L.O. » catholiques ?

2° Quels sont vos rapports et votre attitude vis-à-vis du P.S.U. qui, à mon humble avis, est moins réformiste que le P. « C.» F. ?

3° Enfin, dernière question, car je ne veux pas abuser de ta patience, camarade : avez-vous déjà eu des tribunes ou tenu des meetings avec d'autres formations que la Ligue Communiste ? Peut-on qualifier de révolutionnaires et même de militants d'extrême-gauche des camarades maoïstes (« Huma Rouge », « Front Uni », etc.) qui ont, comme tu le sais, un culte fanatique de Staline et de Mao, qui, eux, ont montré qu'ils se moquaient pas mal des militants bolcheviques (procès de Moscou, Staline).

En ayant fini avec des questions qui te sembleront peut-être inopportunes, je t'adresse, camarade, mes salutations communistes et révolutionnaires.

A.F., Poitiers.

1° Il n'est pas impossible que parmi nos lecteurs, même parmi ceux qui nous aident de façon plus ou moins occasionnelle, il puisse y avoir des catholiques ou plus généralement des croyants. Ce qui est sûr par contre, c'est que ceux qui sont dans ce cas ne sont guère conséquents, tant il est vrai que les idées et les principes qui sont les nôtres sont profondément étrangers à toute croyance religieuse. Nous avons une conception du monde qui exclut toute intervention surnaturelle et nous pensons que l'esprit de résignation que prêche la religion catholique est un des principaux piliers de toute société basée sur l'oppression de l'homme par l'homme.

2° Nous avons eu l'occasion à maintes reprises de donner notre opinion sur le P.S.U. dans nos colonnes. Disons seulement qu'au sein de ce parti coexistent à la fois des militants « gauchistes » sincèrement convaincus que la transformation de la société passe par la voie révolutionnaire, et des réformistes que rien ne distingue de ceux de leurs semblables qui se trouvent au Parti socialiste ou autres Conventions. Le P.S.U. ne peut pas se maintenir éternellement dans une attitude ambigüe, et mener une politique conciliant les deux tendances dont les perspectives sont en fait inconciliables.

En tout état de cause, les « gauchistes » du P.S.U. ont un rôle à jouer dans le regroupement des révolutionnaires pour lequel nous militons. Et dans cette perspective, nous sommes prêts à engager avec le P.S.U. toute action qu'il nous est possible de mener en commun. Notre campagne sur les transports publics en témoigne.

3° En se battant contre la bourgeoisie et son Etat, en dénonçant la politique de trahison menée par les organisations traditionnelles qui se réclament de la classe ouvrière, les militants « maoistes » se trouvent incontestablement du même côté de la barricade que nous. Cela dit, il est non moins incontestable, qu'il est impossible de construire le parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin, en se réclamant de Staline, celui qui avait détruit le parti bolchévique, liquidé l'Internationale Communiste, décimé ses militants, celui qui porte la responsabilité des plus lourdes défaites du prolétariat.

Et si nous sommes prêts à engager des actions en commun avec les militants maoistes partout où c'est possible, nous menons et mènerons une lutte vigoureuse contre les idées dont ils se réclament.

Malgré nos recommandations, nous recevons beaucoup de courrier non signé, sans adresse et ne comportant que des initiales, courrier que nous ne pouvons que mettre au rebut.

Nous rappelons à nos lecteurs que nous ne pouvons faire état dans cette rubrique que des lettres portant le nom et l'adresse de leurs auteurs. Bien entendu, nous respecterons la volonté de ceux qui ne désirent pas voir publier ces indications.

Par ailleurs, nous demandons à nos correspondants d'être brefs, afin que nous ne soyons pas contraints d'amputer ou de résumer leurs lettres.

Depuis le début de notre campagne sur les transports en commun, un certain nombre de nos lecteurs nous ont écrit pour illustrer, au travers leurs propres exemples, les scandaleuses conditions des transports, en particulier en banlieue. Ces exemples ne nécessitent nul commentaire ; ils sont éloquents.

J'habite Igny, dans la banlieue sud, et je travaille à Issy-les-Moulineaux. Le matin, je me lève à 5 h pour préparer les enfants. A 6 h 15, je les accompagne chez la nourrice.

Je prends le car de 6 h 30 à Igny, quand il est à l'heure, jusqu'à Massy où j'arrive vingt minutes après. Ensuite, par la ligne de Sceaux, je gagne Denfert-Rochereau. J'y arrive à 7 h 10. De là, premier changement jusqu'à Montparnasse. A Montparnasse, deuxième changement, direction Issy. C'est la course contre la montre pour pointer à l'heure à l'usine, soit entre 7 h 35 et 7 h 39.

Le matin, il y a des cars tous les quarts d'heure. Pour ne pas avoir à courir, il me faudrait prendre le car à 6 h 15 !

Ce système de cars n'est d'ailleurs pas au point. Tout d'abord ils n'assurent pas toujours la correspondance avec les trains à Massy. De plus, il faut s'y entasser à soixante, alors qu'ils sont prévus pour quarante-cinq personnes.

Dernièrement, la R.A.T.P. avait envisagé d'acheter la ligne d'autocars pour installer à la place une ligne d'autobus, avec abris.

Après beaucoup de négociations, la R.A.T.P. a finement refusé, trouvant le coût de cette opération (80 millions d'anciens francs) trop élevé.

Alors, quoi qu'en dise le gouvernement, je préférerais avoir une voiture pour me rendre à mon travail. Car même si cela me revenait aussi cher, je gagnerais du temps et je serais moins fatiguée.

,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

Chers camarades,

Lectrice de « Lutte Ouvrière », je me permets d'attirer votre attention sur la « commodité » des transports en commun pour les habitants de Créteil.

Si vous voulez aller à Paris, tout va bien... 204 jusqu'à Charenton-Ecoles : une demi-heure de trajet dans la journée, une heure aux heures de pointe en raison des embouteillages au carrefour d'Alfort. Ensuite, métro. En résumé, Créteil-Concorde, une heure un quart ou une heure trois quarts... Bien sûr, on construit la prolongation du métro Charenton - Château de Créteil, ce qui évitera l'attente au carrefour d'Alfort.

Mais si vous voulez aller à Saint-Maur pour profiter du nouveau et sensationnel métro Nation - Boissy, vous prenez le 204 jusqu'à l'église. Là, vous avez le choix entre 1,5 km à pied ou le 317 qui passe toutes les heures... Puis, du pont à la gare, le 111. Durée : une heure. Inutile de préciser à quel point ce nouveau métro est utile pour les habitants de Créteil.

Mais là où le problème est insoluble si vous ne disposez pas d'un moyen de transport autonome, c'est si vous voulez circuler à travers le nouveau 94, préfecture Créteil, inspection académique Créteil, etc. Essayez de venir chercher un renseignement à l'un de ces services centraux si vous habitez Villeneuve-Saint-Georges, Ivry, Vitry, etc. Il vous faut aller à Paris et revenir à Créteil !

Des enfants de Créteil sont pensionnaires à l'école départementale de Vitry. Chaque samedi, la maman qui travaille doit perdre une heure de travail pour être à temps à l'école, car il lui faut deux heures de trajet aller. Alors, elle qui est seule pour élever ses enfants, prend un taxi qui lui coûte 40 F chaque semaine.

On pourrait citer des cas pendant des pages.

Mais bien sûr, dira-t-on, chaque foyer français possède à présent une voiture, alors... Mon voisin prend sa voiture pour aller à l'usine de Maisons-Alfort ; son fils, lui, va à Boulogne chez Renault ; son autre fils à Vitry. Combien de foyers d'ouvriers français peuvent avoir trois voitures ? Combien de travailleurs de retraités, de vieux ne peuvent pas avoir ou conduire de voiture ? Et où les parquer, ces voitures ? Et les embouteillages ? Mais c'est un autre problème...

Créteil.

,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,

Je me permets d'écrire ces quelques lignes pour dénoncer la lenteur des services des transports ainsi que leurs tarifs. A cause de cela il m'est impossible de me reposer après une longue nuit de travail pénible. Je dois me réveiller à 15 h 30 pour prendre le 204 à République, faire une correspondance à Créteil pour le 392 qui, lui, m'amène à Rungis : il faut compter une heure et demie de trajet, plus le temps d'attente dans une rue où il n'y a aucun abri. Mais si par malheur je prends le bus à 19 heures, avec la circulation entre Créteil et Rungis, il faut compter deux heures.

Alors, c'est impossible de travailler dans des conditions pareilles.

Prix du transport : 5 F.

S., Bonneuil.

lutte ouvrière

Hebdomadaire - Paraît le mardi
Prix : 2 F

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon
Imprimé par : Roto technic Offset
Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	30 F
	1 an :	50 F
sous pli fermé :	6 mois :	70 F
	1 an :	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

contre la hausse des tarifs des transports parisiens

PROTESTONS, DÉNONÇONS, ACCUSONS PARTOUT !

C'EST plus qu'un scandale, c'est une provocation. Le gouvernement vient de décider la hausse des tarifs de la RATP et des trains de banlieue. Une hausse qui n'est qu'une première étape dans le plan d'augmentation des tarifs prévu pour juillet.

Le gouvernement prend ainsi la responsabilité d'une nouvelle détérioration de la situation à Paris dans le domaine des transports publics.

Cette décision à la fois arbitraire et arrogante ne peut être ni comprise ni acceptée par l'usager.

Elle est en fait une mesure de classe, prise délibérément au détriment de la population.

Oui les transports en commun de la région parisienne doivent être améliorés, doublés sinon triplés et de toute urgence pour faire face aux besoins croissants de la monstrueuse agglomération parisienne. Oui des travaux doivent être entrepris pour relier par métro les points les plus reculés de la grande banlieue. Oui, le nombre des autobus devrait être décuplé afin non seulement de charrier à une fréquence normale les milliers de travailleurs qui gagnent chaque matin la capitale, mais afin de relier chaque banlieue les unes aux autres et de sillonner en tous sens le gigantesque « complexe » parisien.

C'est une question de bon sens. En dépit de toutes les décentralisations annoncées, les rares fois qu'une entreprise se décide à se transplanter hors des murs de la capitale, c'est neuf fois sur dix pour s'installer en grande banlieue. Les cités-dortoirs poussent comme des champignons là où le terrain est « rentable ». Et les travailleurs se logent en fonction de leurs modestes possibilités, de plus en plus loin de Paris.

C'est irrationnel, anarchique. Cela entraîne un monstrueux gaspillage de temps et de forces. Cela constitue une dépense supplémentaire de fatigue et de tension nerveuse pour des millions de travailleurs qui voient leur journée de travail s'allonger ainsi de deux ou trois heures épuisantes passées debout dans un wagon ou sur un quai glacial.

Le réseau des transports parisiens créé au début du siècle et à peine amélioré par la suite est, depuis plus de trente ans, notoirement insuffisant et incapable de répondre à la demande.

Le développement du transport individuel ne suffit pas à compenser cette carence des transports publics. Pire même, aujourd'hui, on en est arrivé au point où le trafic des voitures individuelles ralentit et complique jusqu'à la paralysie celui des autobus de la RATP.

800 000 banlieusards prennent leur voiture chaque matin pour venir à Paris ! c'est aberrant. Tout le monde avance au pas, les accidents se multiplient, le temps perdu augmente quotidiennement. La pollution de l'air dans la capitale est telle qu'elle réclame des solutions urgentes : dans dix ans la toxicité sera mortelle, ce sont les experts qui le disent.

Et quelles sont les solutions d'envergure trouvées par le gouvernement ?

Instaurer le stationnement payant et augmenter les tarifs des transports publics.

Ce n'est pas de la politique, c'est du rackett !

C'est même du rackett minable car il ne ménage pas l'avenir. Les princes qui nous gouvernent sont des incapables, ils ne peuvent ni ne veulent appliquer les solutions qui s'imposent, ils se contentent de tirer profit de la situation actuelle. Après nous le déluge !.. C'est une vieille politique. On sait où elle a mené.

Les solutions, elles sont pourtant simples. L'agrandissement et l'amélioration du réseau des transports publics est un problème technique enfantin pour une société du XX^e^ siècle qui réalise des miracles et se hisse jusqu'à la lune.

Le problème c'est un problème politique puisqu'il s'agit de prendre l'argent là où il se trouve.

Et il ne se trouve pas dans la poche de l'usager. Ça c'est de la politique à la petite semaine. Il se trouve dans la poche de tous les banquiers, industriels, promoteurs immobiliers, spéculateurs et autres groupes d'entreprises dont la voracité est justement responsable de la croissance anormale de la région parisienne.

Si les patrons trouvent du profit et des avantages à s'établir et à se développer à Paris, c'est à eux qu'il revient de financer le coût de la rénovation des transports parisiens. Ne serait-ce que pour accueillir leur contingent de main-d'œuvre, de jour comme de nuit et... à l'heure.

Seulement, le gouvernement a justement partie liée avec cette maffia de la finance et de l'industrie. Il fait partie de la bande. Il en est le représentant officiel et zélé.

C'est pourquoi, il ose, aujourd'hui, à froid, imposer à des millions d'usagers, une augmentation inacceptable. Il compte sur notre passivité, notre résignation, notre fatigue.

Mais c'est là qu'il peut se tromper. C'est là qu'il prend des risques, que dans son mépris de la « chienlit », il est incapable d'évaluer. La colère du public peut éclater brusquement, elle peut aussi couver pendant des mois avant de s'embraser et devenir irrésistible. On ne se moque pas impunément de la population. De Gaulle l'a appris en mai 68, au terme de dix années de règne « provocant ». Pompidou-Chaban risquent de l'apprendre beaucoup plus vite encore.

Ami lecteur, si tu veux te joindre à la grande campagne de protestation organisée par notre journal en collaboration avec les Fédérations parisiennes du PSU, adresse-toi à nos vendeurs, écris-nous, soumets-nous tes projets d'affiches, de tracts, d'interventions, envoie-nous ton soutien financier ou politique et appelle autour de toi, tous ceux que la politique gouvernementale en matière de transports en commun écœure ou désespère, à venir nombreux au meeting du 20 février à la Mutualité.

Plus nous serons nombreux à protester, plus nous serons entendus.

Sommaire

EN FRANCE

● **Transports en commun**
Page 3
La hausse des tarifs des transports parisiens.
Pages 4 et 5
— La scandale des transports en commun de la région parisienne.
Page 4
— La supression des accès « secondaires » du métro.
— A la gare Saint-Lazare.
— Les banlieusards de Juvisy perdent patience.
Page 5
— Les transports à Flins.
— Dans la région de Mantes.
— Le bilan de Grimaud.
Page 6
— Les transports publics gratuits, seule solution rentable.
— Meeting commun P.S.U.-Lutte Ouvrière dans les Yvelines.
Page 14
— Le ramassage scolaire.

● **Politique intérieure**
Page 7
— L'interview de Chaban-Delmas.
— Les incidents à l'Université et la presse.

● **Pour la libération immédiate des soldats emprisonnés**

● **Michel Bozon victime du sport ?**

● **Leur nouvelle société**
Page 14
— Le scandale des crèches.
— Les paris légaux sur les matches de sport.
Page 15
— Augmentation des loyers dans un foyer de jeunes travailleurs à Cachan.
— Dans les hôpitaux.

● **Questions syndicales**
Page 16
— Les syndicats et la participation à Intertechnique.
Page 19
— Dans l'enseignement technique.

● **Les accidents du travail**
Page 17
— A l'usine à gaz de Vierzon.
— A la polymécanique, chez Renault, à l'Assistance publique, dans le Bâtiment.
Page 24
— Sur le port de Marseille.

● **Dans les entreprises**
Page 16
— La suppression du pointage à Carbone-Lorraine, et à l'U.A.P.
Page 18
— La grève de la faim : une arme inefficace.
— Des promesses à Nord-Aviation.
— Les travailleurs immigrés à la S.E.V.
Page 19
— Les taux horaires chez Peugeot.
— Pagaïlle chez Renault.
— Brimade à la S.N.C.F.

DANS LE MONDE

● **Pays sous-développés : dictatures et luttes**
Page 8
— Le problème kurde en Irak.
— Attentats à Djibouti.
— Hugo Blanco en prison au Pérou.
Page 9
— La guerre du Viet-Nam.
Pages 12 et 13
— La situation au Pérou.
— Les groupes révolutionnaires péruviens.

● **Les travailleurs en lutte dans les pays impérialistes**
Page 9
— En Italie, chez Fiat.
Page 10
— Aux U.S.A.
— Dans les mines de fer de Suède.

● **Europe de l'Est**
Page 9
— La répression en Tchécoslovaquie.

DIVERS

● **Revue de la presse d'extrême gauche**
Page 11.

● **Feuilleton**
Pages 20 et 21
— Les Bouts de Bois de Dieu.

● **Critiques**
Page 22
— Livre : Israël sans sionisme.
— Télé : face à face sur les problèmes des émigrés.

● **Pour sourire un peu**
Page 23

LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Et la province ?

Quelques lecteurs de province se sont étonnés de la place que nous avons consacrée, ces dernières semaines, aux problèmes des transports en commun de la région parisienne.

Qu'ils se rassurent. Nous ne méconnaissons nullement les problèmes qui se posent hors de la capitale, et nous espérons bien que la campagne de protestation que nous avons entreprise avec les camarades du P.S.U. ne se limitera pas à celle-ci.

C'est dans la région parisienne, qui est de loin la première agglomération du pays, que les problèmes se posent de la manière la plus manifeste et la plus aiguë, et cela justifie l'importance que nous lui avons accordée.

Mais les mêmes problèmes se posent ailleurs. Nous nous en sommes déjà fait l'écho dans ces colonnes, notamment en ce qui concerne Toulouse et Saint-Etienne, et la même lutte y est à mener.

Amis lecteurs de province, faites entendre votre voix. Organisez la protestation contre les conditions scandaleuses de transport en commun. Nos colonnes vous sont ouvertes.

LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN COMMUN

LES TRANSPORTS EN COMMUN : UN SCANDALE PERMANENT !

L'ETAT NOUS ROULE !

La situation des transports en commun ne cesse de s'aggraver

Pourtant, encore une fois, l'État augmente les tarifs

CONTRE CETTE MESURE SCANDALEUSE

POUR UNE POLITIQUE DES TRANSPORTS AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

grand meeting de protestation

vendredi 20 Février

grande salle de la **mutualité** 20 h 30

24, rue Saint-Victor, Paris-V (Métro Maubert-Mutualité)

LUTTE OUVRIERE — Les Fédérations de la Région Parisienne du **P.S.U.**

L'affiche commune P.S.U.-Lutte Ouvrière appelant au meeting du 20 février

supprimer est facile bien faire est plus difficile

Le ministre des Transports a annoncé d'ici à 1972, entre autres aménagements, l'automatisation de la vente et du contrôle des tickets de métro dans une station sur quatre, et l'installation de péages automatiques, fonctionnant déjà sur le tronçon Nation-Boissy-Saint-Léger, dans toutes les gares du R.E.R.

Mais en attendant cette époque, où l'automation devra régner dans le sous-sol parisien, une nouvelle mesure restrictive à l'encontre d'un service dit public vient d'être prise : quinze accès au métro sont désormais fermés le samedi. Et s'il s'agit d'accès secondaires, il ne s'agit pas de stations secondaires, puisque parmi d'autres sont touchées : Nation, Réaumur-Sébastopol, République, Oberkampf, Richelieu-Drouot, Châtelet, etc. Voilà une nouvelle mesure prise aux dépens de l'usager et cela tandis que les prix augmentent avec une régularité inexorable.

Le samedi, désormais, en plus d'attendre un quart d'heure une rame de métro, nous devrons effectuer une saine marche à pied pour atteindre, en plein cœur de Paris, les bétaillères souterraines. Il reste à savoir si une telle mesure est classée par le ministère des Transports dans la rubrique « modernisation », « économie » ou « nouvelle mise à l'épreuve de la patience des usagers »...

trains longs, trains courts trains toujours bondés

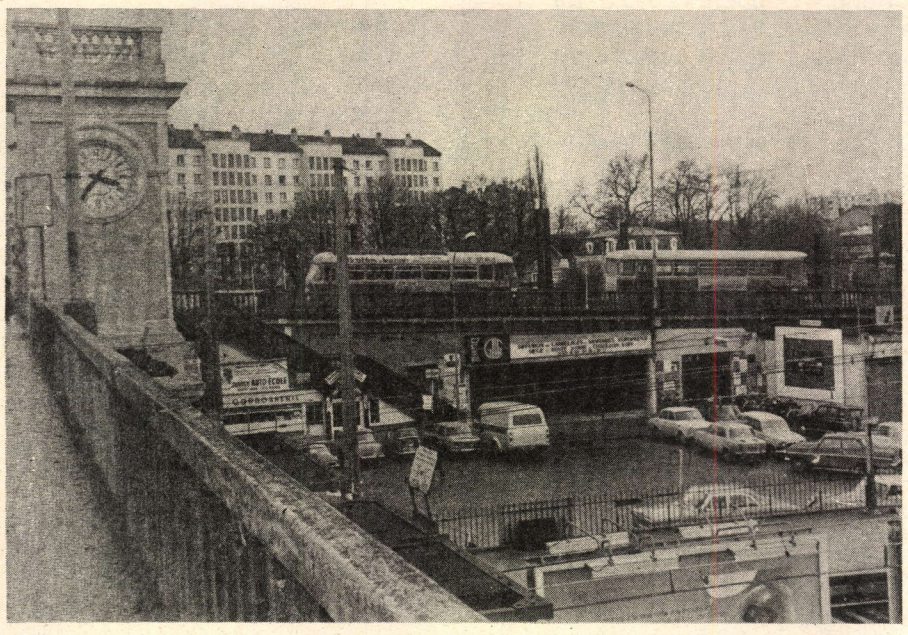
A la gare Saint-Lazare la plupart des trains de banlieue comportent un nombre variable de voitures, suivant le moment de la journée et l'affluence. Ce nombre est de deux aux heures creuses et de huit aux heures de pointe. Aux heures d'affluence les trains sont tous bondés, et il est peut-être difficile de les allonger.

Par contre, le soir après 21 heures, les trains, qui sont déjà moins nombreux que pendant la journée, n'ont la plupart du temps que deux voitures. Or ce n'est pas vraiment une heure creuse, et ces trains sont notamment utilisés par les ouvriers qui travaillent en équipe du soir. Ce qui fait que vers 22 heures, on est souvent aussi serré qu'aux heures d'affluence.

Il ne serait pourtant pas difficile d'ajouter quelques wagons supplémentaires à chaque train. Ainsi tout le monde pourrait avoir une place assise.

C'est probablement pour économiser de l'électricité que la S.N.C.F. réduit ses trains de nuit au minimum. Mais avec de telles économies de bouts de chandelle, ce « service public » montre une fois de plus son mépris total des usagers.

A JUVISY : les banlieusards perdent patience



On veut leur faire payer 4 F par jour le stationnement aux alentours de la gare.

A en croire préfet et ministre, pour régler la question des transports dans la région parisienne, c'est très simple : il suffit de dissuader les automobilistes d'entrer à Paris avec leur voiture en construisant de vastes « parkings de dissuasion » à la périphérie de l'agglomération et de les encourager à prendre plutôt les transports en commun.

Le seul défaut de cette politique c'est qu'elle n'est que du bluff pur et simple.

Les associations familiales de quatorze communes des environs de Juvisy (Essonne), à 17 kilomètres au sud de Paris, viennent en effet de publier une enquête parfaitement édifiante.

Le mécontentement des voyageurs a éclaté quand la municipalité de Juvisy a décidé de rendre payant le stationnement dans les rues proches de la gare où les habitants des communes environnantes pouvaient laisser leur voiture pour prendre le train ; et cher : 4 F par jour, de quoi vous « dissuader » de suivre les conseils du préfet.

Bien entendu, la municipalité a d'excellentes raisons de prendre une telle mesure : elle se trouve envahie par quantité de voitures « étrangères » et ne voit pas pourquoi ce serait à elle de faire les frais de la politique des transports actuelle.

Mais si les banlieusards des communes environnantes embouteillent les rues de Juvisy, c'est qu'ils n'ont pas le choix. Aucun parking n'a été prévu pour eux. Ils ne tiennent même pas à prendre leur voiture : s'il y avait des cars, l'enquête a montré que la plupart les utiliseraient pour aller de chez eux à la gare : mais 22 % des banlieusards n'ont aucun moyen de transport public à leur disposition.

Quand ces malheureux cars existent, ils sont au-dessous de tout : ils ne respectent pas leurs horaires et il faut les attendre vingt minutes ou une demi-heure, quand ce n'est pas une heure ; ils ne correspondent pas avec les horaires des trains ; il ne faut guère songer à avoir une place assise. De plus, leur prix est élevé : un voyageur peut payer 0,90 F pour un trajet de 1.500 mètres !

Mais les banlieusards ne critiquent pas que les cars (qui appartiennent à des compagnies privées). Leurs ennuis ne sont pas terminés une fois à la gare. Il faut alors s'entasser dans des trains trop rares : il n'y a qu'un train tous les quarts d'heure aux heures de pointe... alors que plus tard, il y en a un toutes les sept minutes ! Les explications « techniques » que donne la S.N.C.F. ne font que reconnaître l'insuffisance du réseau lui-même.

A l'heure de l'aérotrain, un habitant de la région de Juvisy peut donc mettre chaque jour deux heures pour aller à son travail, à 20 km de chez lui : avec des moyens de transports modernes, il faudrait un quart d'heure.

DE LA REGION PARISIENNE

A FLINS : des transports que les ouvriers payent

L'usine de Flins de la Régie Renault se trouve isolée en pleine campagne, à 45 kilomètres de Paris. Cette implantation a été choisie par la direction, il y a une quinzaine d'années, afin de permettre un accès plus facile aux transports de tous ordres (camions, trains, barges sur la Seine), mais aussi dans l'espoir de trouver là un prolétariat moins remuant que celui de Billancourt ou du Mans.

En tout cas, aucune grande agglomération ne se trouvant à proximité immédiate, les travailleurs de l'usine habitent dans les endroits les plus divers. Ils sont nombreux dans les cités d'H.L.M. construites à proximité, à Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Maule, Epône, Ecquevilly, soit à une quinzaine de kilomètres alentour. Mais aussi nombreux sont ceux qui, récemment venus de la terre, habitent un des multiples petits villages de la région, ou même des villes comme Dreux, Gisors, Vernon, distantes de 50 ou 70 kilomètres, et font chaque jour le trajet pour venir à l'usine.

Pour que tous ces travailleurs puissent se rendre à l'usine, la Régie, en cheville avec des compagnies privées, organise un service de ramassage par des cars qui sillonnent toute la région. Cela fait d'ailleurs tout à fait l'affaire des compagnies en question, qui se voient assurées d'une clientèle régulière, et de cars bien pleins, pour toute l'année.

Quant aux travailleurs, cela signifie surtout une grande perte de temps — et d'argent — en transports. Pour ceux qui habitent le plus loin, c'est à 4 heures ou même avant qu'ils doivent prendre le car, pour être à l'usine à 6 heures du matin. Sortant de l'usine à 13 h 35, ils ne seront de retour chez eux que vers 16 ou 17 heures, d'autant que certains font encore un trajet en vélomoteur entre leur domicile et l'arrêt du car ! Au total, c'est jusqu'à quatre ou cinq heures de transport par jour qu'ils doivent supporter.

Ceux qui habitent plus près, bien sûr, y passent moins de temps. Mais pour cette raison, on leur réserve en général les cars les plus vieux et les plus inconfortables. Leurs moteurs mal réglés crachent l'oxyde de carbone. Ils attendent parfois un quart d'heure, moteur au ralenti, sur le parking, avant de prendre le départ, ce qui donne l'occasion d'en respirer pour son argent. Souvent dépourvus de chauffage, puants, brinquebalants, traversés de courants d'air (très agréables par — 10° !), pleins à craquer, c'est dans ces conditions que les travailleurs sont véhiculés.

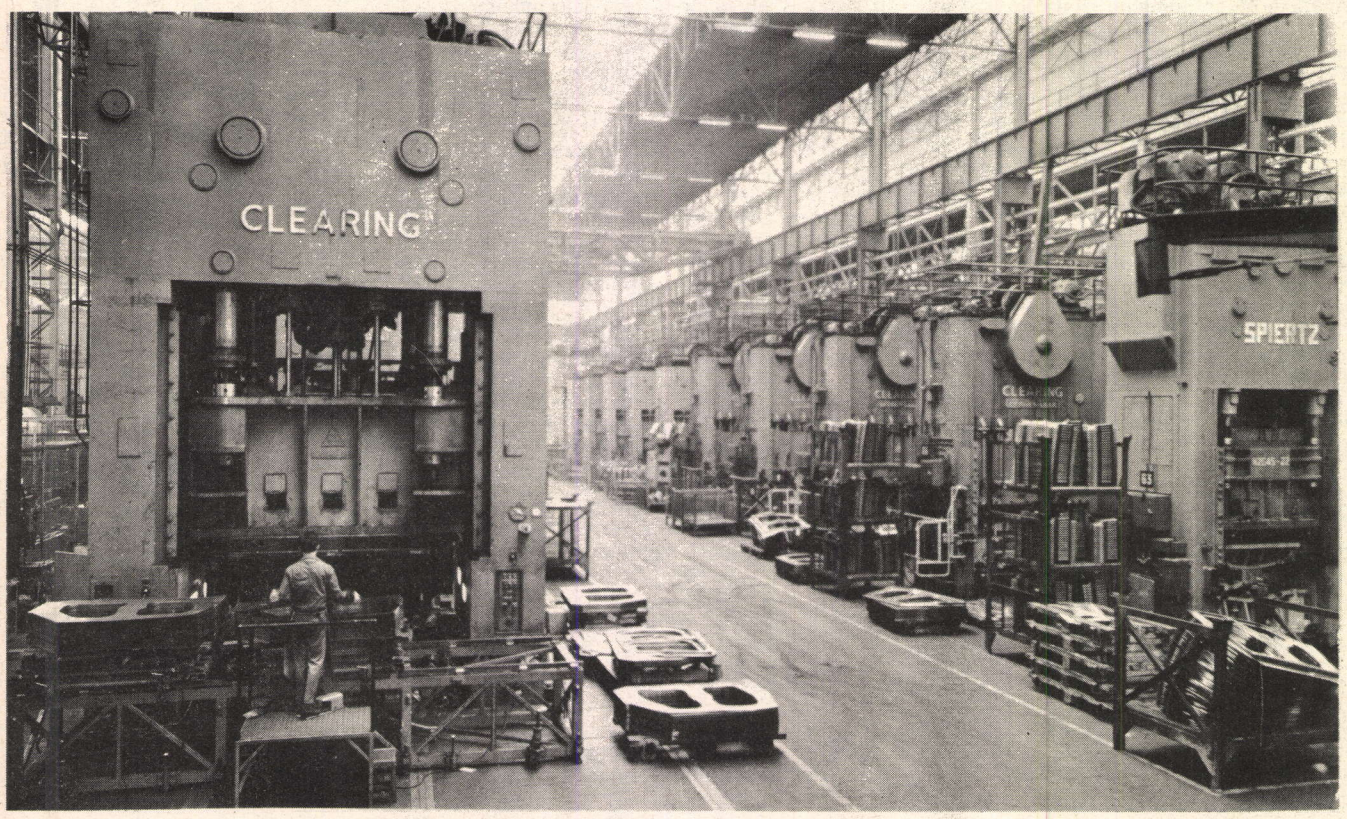
Mais c'est surtout l'hiver que ces conditions de transport deviennent le plus insupportables. Sur les petites routes de campagne, le verglas ralentit encore les cars, quand il ne les bloque pas tout simplement dans une côte. Ou bien certains cars, dans le froid, ne démarrent pas. Alors, régulièrement, ces cars, surtout ceux qui viennent de loin, arrivent en retard à l'usine.

Bien sûr, cela gêne un peu la direction, mais après tout, en forçant les cadences, on arrive toujours à récupérer ! Et puis surtout, ces heures de retard sont dûment décomptées aux ouvriers.

Dernièrement, les syndicats ayant demandé l'indemnisation des heures perdues, la direction a « étudié le problème » et décidé cette indemnisation dans les limites d'un maximum de deux heures ! Ce qui est tout à fait insuffisant.

Ce n'est pas pour leur plaisir que les ouvriers de Flins font des dizaines de kilomètres par jour, mais pour venir fabriquer des voitures qui font la fortune de la Régie. C'est pourquoi les heures perdues doivent être payées intégralement. Non seulement les heures perdues, mais les heures de transport elles-mêmes devraient être décomptées sur l'horaire de travail : alors que la loi des quarante heures est toujours en vigueur, c'est parfois soixante-dix heures qu'un ouvrier reste absent de chez lui, sans pour autant faire « d'heures supplémentaires » !

Correspondant « L.O. ».



Les usines Renault de Flins, construites en pleine campagne, ont fait naître et se développer des cités-champignons. Rien n'a été prévu pour les transports en commun.

DANS LA RÉGION DE MANTES :

des constructions, mais pas de transports

La région de Mantes-la-Jolie est une région où le développement urbain a été particulièrement rapide. Partout alentour se sont construites des cités d'H.L.M., hébergeant les travailleurs de Renault Flins, de Simca et des nombreuses grandes entreprises de la région.

Le développement des transports publics est loin d'avoir subi un développement comparable. Aussi, les entreprises comme Renault ou Simca ont elles, leur propre service de ramassage. Mais il est bien difficile, si l'on n'a pas de véhicule personnel, de sortir de chez soi. Aussi, les autostoppeurs sont-ils nombreux dans la région.

A Mantes même, le grand ensemble du Val Fourré, situé à 2 km du centre, est particulièrement mal desservi. De rares bus assurent une navette, aux heures de classe, et en correspondance avec les trains — pas pour tous ! —. Si l'on a la mauvaise idée de se déplacer endehors de ces heures-là, il reste le stop, ou la voiture, si l'on en a une.

Mais gare aux embouteillages ! Le samedi soir, seul moment où lorsqu'on travaille toute la semaine, on peut aller en courses, les petites rues du centre sont le théâtre d'embouteillages dignes des grands boulevards. A l'unique feu rouge où débouchent toutes les routes partant de Mantes, les queues de voitures s'allongent démesurément.

Le préfet du coin proposera-t-il, à l'instar de son collègue de Paris, d'instaurer le stationnement payant pour... pallier le manque de bus ?

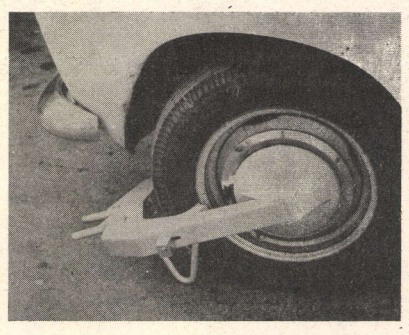
Quand Grimaud fait le bilan

Il est d'usage, à la fin d'une année, de dresser le bilan du travail effectué et d'annoncer les projets pour l'année nouvelle. C'est à cette coutume que le tristement célèbre M. Grimaud, préfet de police, a sacrifié, en tenant une conférence de presse le 14 janvier dernier.

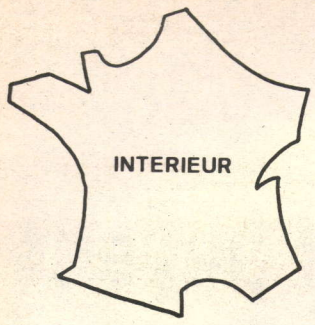
Belle occasion pour ce philosophe de livrer ses réflexions profondes sur les petits et les grands problèmes de la vie quotidienne, « il est peu de choses concernant la vie de Paris qui n'aient pas de répercussion sur la préfecture de police. Aussi il est indispensable qu'elle ait avec la population parisienne des relations confiantes ».

M. Grimaud semble trouver que les parisiens n'ont pas assez confiance dans les flics. Pourtant, ces braves agents font leur travail. N'ont-ils pas dressé en 1969, 4.520.378 contraventions, soit 30 % de plus qu'en 1968, placé 15.457 sabots de Denver et mis 22.085 véhicules en fourrière ? Si avec ça, les parisiens continuent de stationner dans les endroits interdits, il y a là un mystère auquel il ne voit qu'une explication : l'indiscipline. La carence des transports en commun ne l'effleure pas. Quand on est flic, on est flic, et les transports en commun, c'est en dehors de la compétence de M. Grimaud. Pour établir les dites « relations confiantes », son programme tient en deux mots : « j'accentuerai la répression », a-t-il dit...

Nul doute que l'augmentation des coups de matraque et des contraventions rétablira, en 1970, la « solidarité » et les « relations confiantes », entre les flics et le public !



15.457 sabots placée en 1969. De quoi être fier...



LES TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS

SEULE SOLUTION RENTABLE

POUR justifier l'augmentation des tarifs des transports en commun de la région parisienne, le gouvernement s'abrite, comme d'habitude, derrière le déficit de la RATP qu'il s'agirait de combler. On nous dit qu'il faut pratiquer une politique de vérité des prix, qu'il faut faire payer à l'usager le coût réel de ses déplacements. Et ce n'est pas de notre faute, ajoute-t-on, hypocritement, à l'occasion, si les transports en commun reviennent si cher, si, paradoxalement, ils reviennent plus cher que les transports individuels.

Mais toutes ces affirmations, que l'on entend souvent de la bouche des ministres responsables, comme de celle des technocrates qui président à la gestion et à l'organisation de ces transports, sont pour le moins discutables.

Tout d'abord, qu'en est-il réellement du fameux déficit de la RATP. Certes, si l'on consulte les statistiques officielles de la Régie des Transports Parisiens, on constate que pour l'année 1968, par exemple, il existait un déficit de 36,09 millions de Francs, déficit qui a dû être comblé par l'Etat. Mais si on regarde un peu plus attentivement ces statistiques, on constate que durant la même année, la RATP a versé à l'Eat 307,41 millions sous la forme d'impôts et taxes divers. Ce qui fait qu'au bout du compte, l'Etat a empoché 271,32 millions de francs sur le dos de la RATP, c'est-à-dire finalement, sur celui des usagers.

Et encore ne s'agit-il là que des impôts et taxes officiellement avoués, se tenant franchement à leur place dans les colonnes du budget. Mais il en est d'autres, qui pour être plus hypocrites, n'en reviennent pas moins fort cher.

Par exemple, le réseau routier de la RATP est évidemment un très gros consommateur de carburant. Or les prix dont il bénéficie en ce domaine sont loin d'être des prix de faveur. Toujours pour l'année 1968, le litre d'essence lui est revenu à 0,85 F, et le litre de gas-oil à 0,54 F. Ces prix sont évidemment moins chers que ceux payés par l'automobiliste pour sa voiture individuelle, mais ils comprennent encore, pour plus de moitié, des impôts indirects, qui représentent un nombre non négligeable de millions ainsi passés dans les caisses de l'Etat .

Certes, l'Etat intervient par ailleurs pour près de 600 millions, et les collectivités locales pour plus de 150, sous forme de versements d'indemnités compensatrices pour tarifs réduits et cartes hebdomadaires. Mais il s'agit là d'un autre problème, car ces subventions sont bien plus destinées à aider les industriels que les travailleurs.

On voit donc que le déficit de la RATP est très relatif.

« Mais, diront peut-être certains, les automobilistes aussi paient de multiples impôts — ce n'est pas vous qui prétendrez le contraire — et il n'en reste pas moins que, pour peu qu'ils n'aient pas une voiture trop puissante, tous frais compris, leurs déplacements leurs reviennent moins cher que s'ils utilisaient les transports en commun. Cela prouve bien que les transports individuels sont les plus rentables, et que c'est eux qu'il faut favoriser. »

C'est vrai que le prix de revient des transports en commun est anormalement élevé, comparé à celui des transports individuels, du moins à première vue. Mais il faut bien voir d'abord que lorsqu'on parle de rentabilité, il faut aller jusqu'au fond du problème.

Qui, en effet, a jamais essayé de chiffrer, dans le « prix de revient » des transports individuels, ce que représente, humainement et matériellement, les accidents de la circulation (alors que le coefficient de sécurité des transports en commun, et en particulier du métro, est infiniment plus élevé). Qui a jamais essayé de chiffrer, également, le prix de la pollution atmosphérique dont les transports individuels constituent un des principaux facteurs. On ne fait évidemment jamais entrer cela en ligne de compte, mais c'est pourtant indispensable si l'on veut honnêtement poser le problème.

Ensuite, s'il est certain que le prix de revient des transports en commun est actuellement anormalement élevé, ceci, pour une grande part, est dû à un mode absolument aberrant de gestion.

L'impression des billets, leur vente, leur poinçonnage, leur contrôle, et leur ramassage une fois qu'ils ont été utilisés coûtent presque aussi cher à la RATP que le fait d'assurer la circulation des rames de métro et des bus.

Il est évident que si chaque automobiliste devait acquitter à chaque déplacement les frais de celui-ci, et s'il fallait former un personnel chargé de percevoir ainsi, au compte goutte, les frais, cela grèverait lourdement le prix de revient de la voiture individuelle. Mais c'est pourtant ce qui se passe avec les transports en commun.

C'est malgré tout ce que les chantres de la société capitaliste qualifient de logique, parce que la logique de leur société est une logique de fous.

En fait, le seul moyen d'abaisser, et d'abaisser considérablement le prix de revient social des transports en commun, c'est de rendre le métro, les bus, et les trains de banlieues entièrement gratuits, en imposant à toutes les grosses entreprises bénéficiaires de la quantité de main-d'œuvre que les transports mettent à leur disposition, une taxe compensatrice.

Et il faut bien dire que, compte tenu de la mauvaise qualité des services qu'ils rendent actuellement et des conditions innommables des transports, ce serait infiniment plus honnête vis-à-vis- des usagers.

Le scandale des transports en commun :

Meeting local P.S.U. - Lutte Ouvrière

(Yvelines)

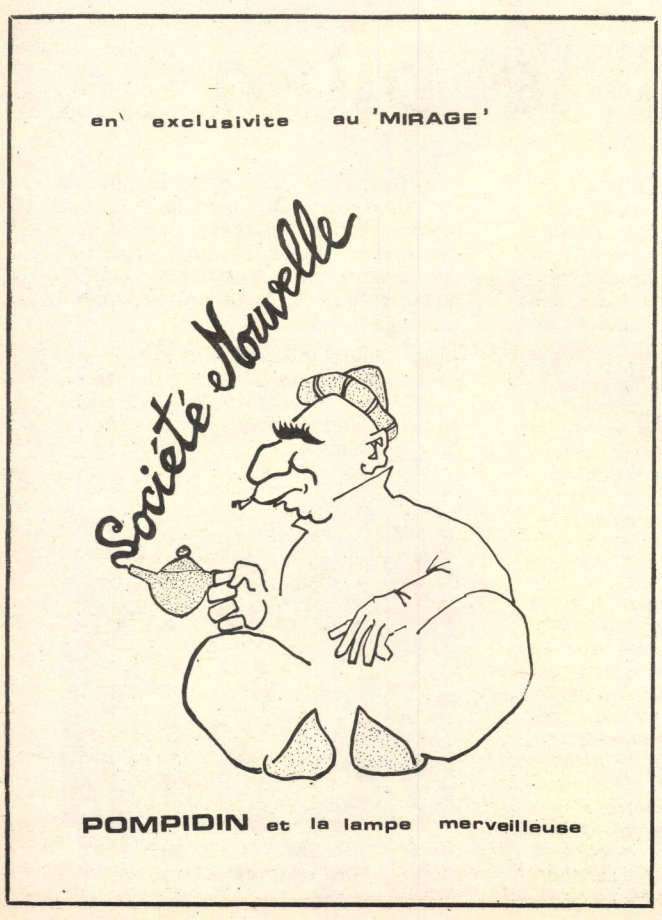
LE vendredi 30 janvier s'est tenu à Villepreux au théâtre de la Haie-Bergerie (Yvelines) un meeting organisé en commun avec la fédération locale du P.S.U. et « Lutte Ouvrière » sur le scandale des transports en commun qui concerne tout particulièrement les habitants des cités dortoirs de Villepreux, les Clayes dans les Yvelines.

Devant une assistance de 160 personnes, après une introduction du camarade du P.S.U., deux orateurs de Lutte Ouvrière prirent la parole. Le premier insista tout particulièrement sur les conditions scandaleuses de transport faites aux habitants de la région. Il souligna la distorsion entre la croissance rapide de la population et la stagnation des transports.

La population du département des Yvelines a augmenté de 24,2 % en 6 ans. A Fontenay-le-Fleury par exemple la population a presque décuplé. A Villepreux elle a multiplié par 7, par 4 à Plaisir, par 3 aux Clayes-sous-Bois... Par contre le réseau des transports en commun restait pratiquement le même. Les gares qui avaient été construites il y a longtemps ne comportaient qu'un seul guichet, les usagers devaient revenir le dimanche pour faire la queue et prendre leurs cartes hebdomadaires. La fréquence des trains est très insuffisante : il y a seulement 7 trains le matin jusqu'à 8 h. 23, au-delà il n'y en a que toutes les heures. Le dernier train en semaine au départ de Paris est à 20 h. 45, quant au dimanche il n'y a en tout et pour tout que 4 trains. Par ailleurs les liaisons entre les villes voisines n'existent pas, et l'on voit le dimanche les travailleurs du foyer de Simca de Plaisir faire 10 km à pied aller-retour pour venir au marché des Clayes. Si la carte hebdomadaire de Villepreux coûtait 6,70 F en 1960, elle coûte à partir du 1er février 14 F. Le tarif a plus que doublé, et rien n'a été donné en échange.

La seconde camarade de Lutte Ouvrière insista sur les problèmes généraux des transports en commun. Elle devait conclure en affirmant que « cela ne nous étonnerait pas que lundi matin les choses se passent autrement que prévu. Que dans bien des endroits les travailleurs refusent les augmentations. Et effectivement ce serait la seule façon de réagir... ».

Les exposés furent suivis par un débat très vivant dans la salle. Des habitants s'élevèrent contre les retards continuels de la ligne de chemin de fer. L'un proposa de faire un meeting à la gare Montparnasse. Un autre à la gare des Clayes lundi matin. Quelqu'un voulait créer un embouteillage sur les routes de la région vers Paris pour protester contre leur état lamentable et protester contre l'insuffisance du réseau. Le conseiller général P.S.U. montra en quoi la notion de rentabilité était inepte en ce qui concerne un service public, et que la population payait suffisamment d'impôts pour avoir droit à des transports corrects. Finalement, après une bonne heure de débat, on se donna rendez-vous lundi matin à la gare au départ des premiers trains...



Les incidents à l'Université :

la campagne anti-gauchiste continue

LES récents incidents qui se sont déroulés dans certains centres universitaires ont donné, une fois encore, à la grande presse l'occasion de mener une violente campagne anti-gauchiste. Sans grande imagination, mais avec conviction, les spécialistes de l'information déformée ont présenté un même scénario : une poignée de gauchistes fait régner la terreur dans l'Université. Ici, à Nanterre, elle empêche, par la force, les étudiants de passer leurs examens. Là, au Censier, elle monopolise le droit d'expression, interdisant la diffusion de tout point de vue différent du sien. Et de dénoncer ce scandale qui n'a que trop duré, et de demander au gouvernement d'intervenir pour « rétablir l'ordre ». Et de crier à l'antisémitisme des « ultra-gauchistes » !

Un si bel ensemble ne peut manquer d'impressionner le lecteur non averti et lui faire apparaître les gauchistes comme les responsables de tous les maux dont souffre l'Université. C'est d'ailleurs le but recherché par les auteurs de la véritable campagne d'intoxication anti-gauchiste.

La situation réelle dans l'Université est toute autre. Ni à Nanterre, ni au Censier, les gauchistes n'ont joué le rôle qu'on leur attribue.

A la Faculté de droit de Nanterre, contrairement aux affirmations de la presse, les bagarres n'ont pas opposé les étudiants qui voulaient passer leur examen aux gauchistes qui entendaient les en empêcher. Les incidents ont mis aux prises les fascistes et les étudiants révolutionnaires. Et si, finalement, le « partiel de droit civil » de 2e Année n'a pas eu lieu, c'est parce que la majorité des étudiants a refusé de le passer. A la Faculté d'Assas, par exemple, où les incidents entre gauchistes et fascistes sont presque quotidiens, tous les partiels se déroulent normalement, sans que l'U.N.E.F. ou tout autre groupement d'extrême-gauche tente de s'y opposer.

Et à la Faculté de lettres de Censier, les gauchistes ne s'en sont pas pris à de pacifiques militants sionistes, désireux d'informer les étudiants sur la situation au Moyen-Orient.

Le Bétar, qui organisait le meeting, est un groupement sioniste d'extrême-droite qui a, à son actif, de nombreuses agressions contre les militants révolutionnaires parce que selon lui le soutien à la cause palestinienne serait purement et simplement de l'antisémitisme. Récemment encore, dans cette même faculté de Censier, le Bétar a brutalement interrompu une réunion sur le Moyen-Orient, blessant plusieurs participants. Et la veille du « meeting » au Censier, le Bétar avait diffusé à Belleville un tract appelant à se rendre au Censier « pour en chasser la racaille gauchiste, communiste et antisémite ». Voilà qui caractérise nos singuliers conférenciers et qui donne un aperçu du type d'exposé qu'ils avaient l'intention de faire dans la Faculté !

Présenter l'interdiction d'une action fasciste comme une atteinte « à la liberté d'expression », assimiler les fascistes de Nanterre aux « étudiants désireux de passer leurs examens », voilà les déformations auxquelles se livrent quotidiennement ceux qui prétendent informer la population : « Ils créent ainsi un climat qui, demain, pourrait permettre la répression, non seulement dans le milieu étudiant, mais au sein de la classe ouvrière et de toute la population. »

Et « l'Humanité » qui fait chorus pourrait y penser, avant que les militants du P.C.F. et des syndicats en soient les premières victimes.

Par dérision, des étudiants saluent de la main levée l'arrivée des gendarmes mobiles. (Photo A.F.P.)

Quand la vérité sort de la bouche de Chaban

Chaban « usant de la vérité » devant les caméras de la télévision (Photo A.F.P.)

POUR ma part, je pense profondément qu'il ne saurait y avoir de confiance dans un gouvernement de la part d'un peuple, s'il n'y a pas usage de la vérité », déclarait l'autre soir, Chaban, à Pierre Desgraupes qui l'interrogeait devant les caméras de la télévision.

Et le bon peuple eut droit, ce soir-là, à quelques vérités, destinées à alimenter sa confiance.

Saviez-vous, par exemple, que si le gouvernement français a vendu des Mirages à la Libye, c'était pour permettre au gouvernement libyen de résister à l'Impérialisme. Vous avez bien entendu ! Voilà la vérité, toute la vérité, peuple de France !

A en croire Chaban, d'ici que la France adhère à la « Tricontinental »...

Quant à la situation intérieure, elle est, en toute vérité, satisfaisante. Coupant court à quelques mensonges qui circulent actuellement, le premier ministre a vigoureusement remis les choses au point. A tous ceux qui prétendent que tout va augmenter. Il répond qu'il ne s'agit que de queue de hausse ; le mot manque d'élégance, mais la vérité a ses exigences !

Donc l'augmentation des tarifs de transports, du beefteack, des voitures, etc. ; broutille, que tout cela. On vous le dit, Français, si il y a encore une mauvaise passe à traverser, vous tenez le bon bout. Quand verrons-nous le bout de cette queue ?

Chaban ne nous le dit pas. Peut-être faudra-t-il attendre que la France passe selon la formule de « l'état pré-industriel, à un état réellement industriel ». « Une affaire qui nous amène aux environs de 1980. C'est un effort de toute une génération.

A partir de ce moment-là, nous serons certains de pouvoir améliorer le pouvoir d'achat de l'ensemble ». En 1980 ?

D'ici là, on trouvera d'autres vérités à l'usage du bon peuple.

Michel BOZON : victime du sport ou des margoulins qui investissent dans les stations de ski ?

L'EPREUVE de descente qui devait avoir lieu dimanche dernier sur la piste de Garmisch (R.F.A.) a finalement dû être annulée, les skieurs refusant de concourir dans des conditions atmosphériques précaires. Cette grève éclaire le mécontentement de ceux qui sont transformés en véritables animaux de foire, et qui, parfois, paient de leur vie les exploits que l'on attend d'eux.

De nos jours, on fait «du sport» comme on va à la guerre. Si l'on n'en revient pas, il reste les honneurs. Du moins si l'on en croit Monsieur Pompidou, qui a décidé « de décerner à Michel Bozon la croix de chevalier de l'Ordre National du Mérite à titre posthume ». Il aurait dû ajouter « mort pour la France ». Ou plutôt mort pour les substantiels profits que rapportent à certains l'exploitation du spectacle des jeux de la neige. On veut du spectaculaire, cela lance une station, cela crée une mode. Et pour donner quelques frissons à la bonne société qui sort de ses hôtels de luxe de haute montagne pour s'agglutiner près des pistes au passage des « casse-cous », on ne ménage pas les risques. Comme le dit avec philosophie **« Le Figaro »** : « les causes du drame procèdent sans doute d'un enchaînement de faits mystérieux, inévitables dans une course de vitesse. A 19 ans et demi, Michel Bozon acceptait tous les risques d'une aventure grisante ».

En effet, à 120 à l'heure sur 2 planches, il en faut des enchaînements de faits mystérieux pour ne pas aller se perdre dans le décor. C'est probablement pourquoi on préfère envoyer de tous jeunes gens qui ne pensent pas trop aux risques qu'on leur fait prendre, ou qui n'y attachent que peu d'importance, pour faire battre un peu plus rapidement le cœur de tous les blasés qui goûtent le sport en les regardant. Le ski de compétition travaille sans filet. Beaucoup sont déjà tombés : 1941, Jean Kriegg à Chamrousse. 1949, Sertorelli. 1955, Paul Prince. 1959, le canadien John Semmelink, l'autrichien Tony Mark. 1964, l'Australien Ross Milne, 1969, Sylvia Sutter... et enfin Michel Bozon. La liste n'est pas close.

Et tant que le sport reste ce qu'il est, une foire aux muscles, tant que les sportifs restent les gladiateurs de l'époque moderne payés pour donner aux spectateurs une émotion fugitive et aux organisateurs de substantiels bénéfices, il y aura d'autres Michel Bozon.

Pour la libération immédiate des soldats emprisonnés

UN meeting organisé par le Comité National pour la Libération des soldats emprisonnés, animé par la Ligue Communiste et le PSU, a rassemblé 2 000 personnes à Rennes, le 29 janvier.

Deux cents à trois cents contre-manifestants ont tenté d'empêcher la tenue du meeting en lançant des pétards et en essayant d'envahir la salle... mais le service d'ordre a expulsé les perturbateurs.

Ce Comité National pour la Libération des Soldats emprisonnés a engagé une campagne pour protester contre les arrestations de jeunes soldats qui, en fait, sont emprisonnés pour « délit d'opinion ».

Les soldats DEVAUX, TROUILLEUX et HERVE du R.I.C.M. de Vannes sont actuellement incarcérés à la prison de Rennes sous l'accusation de : « incitations de militaires à la désobéissance ». Ils doivent passer prochainement devant le Tribunal militaire.

Divet, Banet et Fauthoux, du 2e régiment de Cuirs à Reutlingen, en Allemagne sont en cellule à la forteresse de Landau et doivent comparaître devant le Tribunal Militaire. Ils risquent de 6 mois à 2 ans de prison.

Le 2e classe FAUTHOUX Jean-Louis pour le motif suivant :

« a participé à l'organisation d'une équipe dont les activités visaient à la démoralisation de l'armée et a manqué à son devoir militaire en ne rendant pas compte d'activités contraires à la discipline se déroulant dans le club régimentaire dont il était l'animateur. »

Le 2e classe DIVET Joseph parce que :

« détenteur ou auteur d'écrits de nature à nuire à la discipline, a dirigé l'organisation au sein de son Corps d'une équipe dont les activités visaient à la démoralisation de l'armée ».

Le 2e classe BANET Jean-Michel pour le même motif que DIVET.

En fait, leur seul crime est de s'être élevé contre des injustices et d'avoir dit ce qu'ils pensaient. L'armée ne le tolère pas et ne sait que réprimer.

La campagne de protestations fera éclater au grand jour l'arbitraire qui règne dans les casernes.

L'amnistie des Kurdes d'Irak :
Fin d'une guerre ou simple trêve ?

Guérilleros kurdes. Touchent-ils au but ? (Photo U.P.I.)

Si l'annonce de « l'amnistie générale pour tous les civils et les militaires kurdes » par le gouvernement irakien a fait impression sur les journalistes occidentaux, le peuple kurde et son leader Barzani ne se feront probablement pas d'illusions. Car, les amnisties, les promesses qui leur assurent « l'autonomie », ils les reçoivent à chaque nouveau changement du régime irakien depuis quelque dix années qu'ils luttent contre l'armée irakienne. Déjà, en 1958, lors de la venue de Kassem au pouvoir, ce dernier leur avait promis l'autonomie, ce qui ne l'empêcha pas de mener une répression sanglante contre les Kurdes quelque temps après.

Le parti Baas arrivé au pouvoir en 1963 donnait lui aussi de vagues assurances. Un accord en 1966 « reconnaissait » la nationalité kurde. Néanmoins le gouvernement continuait de mener une politique de répression à l'égard de sa minorité nationale. En réalité, ces différents accords ne font que reconnaître le fait que l'armée irakienne n'a jamais réussi à mater la rébellion kurde. En Irak, il y a quelque 2 millions de Kurdes, c'est-à-dire un peu moins du tiers de la population. Au total, une dizaine de millions de Kurdes vivent dans cette région du monde, dispersés entre la Syrie, l'Irak, le Liban, la Turquie et l'Iran sans avoir dans aucun de ces pays les droits d'une minorité nationale importante. Les Kurdes n'ont jamais réussi à constituer un Etat du Kurdistan malgré leur implantation géographique bien délimitée. Au lendemain de la première guerre mondiale, les pays impérialistes découpèrent le Proche-Orient sans se soucier des peuples qui y vivaient. La Société des Nations incorpora 2 millions de Kurdes à l'Irak. Depuis l'histoire des Kurdes est celle de leurs rébellions. Dès 1930, le gouvernement irakien aidé par la Royal Air Force des Britanniques dû mettre trois ans pour mater la révolte. Pendant la deuxième guerre mondiale l'intelligentsia kurde, formée dans les universités occidentales se joignit aux guerriers des tribus révoltées des montagnes du Kurdistan. Sous le régime Kassem, le gouvernement irakien essaya de s'appuyer sur certains féodaux kurdes favorables au gouvernement central d'Irak, contre Barzani et déclencha dès 1961 une guerre contre les Kurdes... qui dure encore.

«L'armée révolutionnaire kurde» composée des guérilléros de Barzani, des déserteurs kurdes de l'armée irakienne et d'intellectuels, se constitue en 1962. La rébellion n'est toujours pas vaincue, et moins que jamais.

C'est pourquoi, périodiquement, le gouvernement de Bagdad annonce un accord qui reconnaîtrait les droits des Kurdes et mettrait ainsi fin à la guerre.

Les récentes négociations sont présentées cette fois-ci comme étant vraiment « sérieuses » et ayant de bonnes chances d'aboutir. Il semble d'ailleurs qu'un certain nombre des condamnations à mort et des exécutions qui se sont déroulées, en Irak, récemment visaient les chefs de file jusqu'auboutistes notamment des officiers, partisans d'un renforcement de la lutte anti-kurde.

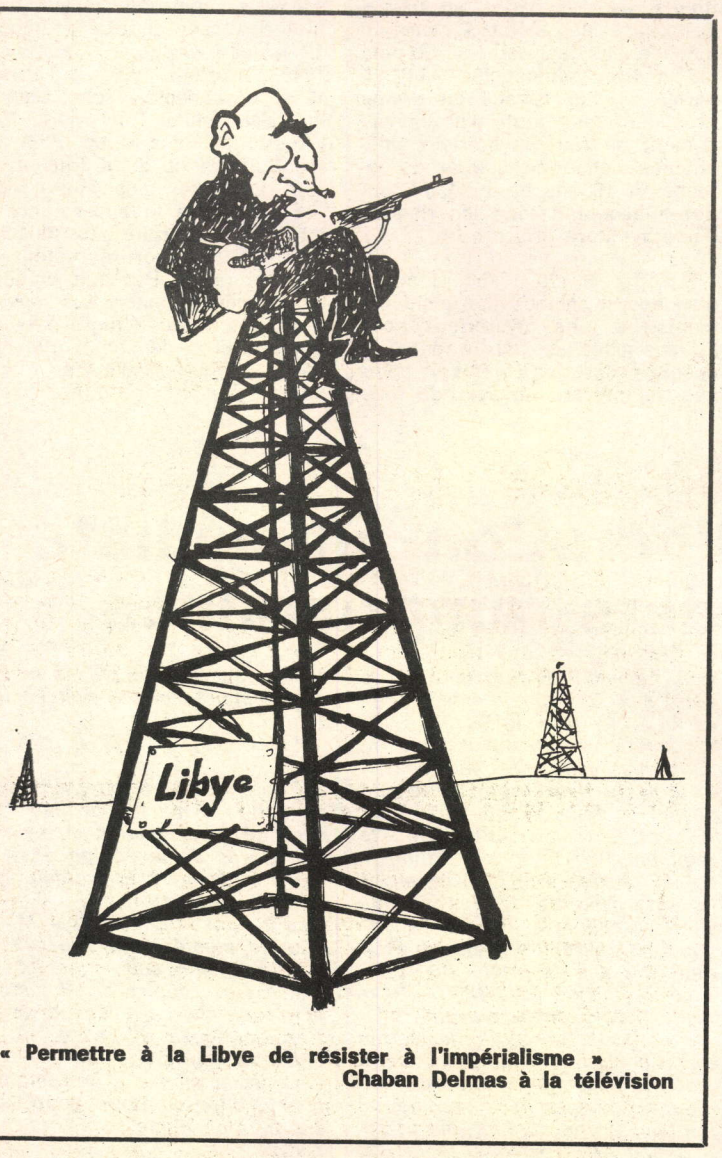
Cependant, à moins de reconnaître l'indépendance du Kurdistan, ce qui semble totalement hors de question dans l'état actuel des choses, l'amnistie actuelle ne peut entraîner la solution du problème kurde.

Pour que la guerre kurdo-irakienne ne reprenne pas un jour ou l'autre, il faudrait que dans le cadre de l'Etat irakien, les droits de la minorité kurde soient réellement reconnus et respectés. Cela supposerait de la part de l'Etat irakien un niveau démocratique considérable.

En fait, même dans les pays industriels, « avancés » on n'a jamais vu des Etats bourgeois régler de façon vraiment satisfaisante le sort des minorités nationales.

A plus forte raison les régimes dictatoriaux qui règnent généralement dans les pays sous-développés sont évidemment incapables d'accorder la démocratie suffisante, aussi bien à leurs minorités nationales qu'à l'ensemble de leur population d'ailleurs.

Et c'est pourquoi on ne peut que douter que la dictature irakienne, ce régime-ci, comme ses éventuels sucesseurs, ne parviennent durablement à régler la question kurde.



« Permettre à la Libye de résister à l'impérialisme »
Chaban Delmas à la télévision

PÉROU :
Hugo Blanco et la junte "révolutionnaire"

LES militaires qui ont pris le pouvoir en octobre 1968 au Pérou, en s'opposant à l'impérialisme américain dans l'affaire des droits de pêche et des eaux territoriales, en proclamant une spectaculaire réforme agraire en mai 69, se sont vus qualifiés de « révolutionnaires » par certains. En pages 12 et 13, nos lecteurs pourront lire ce que l'on peut penser de l'actuel régime péruvien. Il est intéressant de remarquer que malgré les qualificatifs élogieux qu'une certaine extrême-gauche, toujours prompte à crier au socialisme chaque fois qu'un gouvernement s'oppose à un impérialisme, le révolutionnaire HUGO BLANCO qui se réclame de la Quatrième internationale, se trouve toujours en prison. Rappelons qu'il a été condamné par le gouvernement précédent à 25 ans de prison pour avoir organisé et dirigé des syndicats de paysans dans la vallée de la Convencion. On l'accuse aussi d'avoir le 13 novembre 1962 abattu deux gardes civils.

Hugo Blanco ne se fait pas d'illusions sur une libération prochaine, pas plus que sur la nature de l'actuel pouvoir.

« Je sais catégoriquement que je ne bénéficierai pas d'une éventuelle mesure d'amnistie. D'ailleurs cette campagne pour l'amnistie n'est qu'une manœuvre destinée à freiner le mouvement de contestation populaire. Ce gouvernement n'est pas révolutionnaire et il n'est pas nationaliste non plus. C'est un gouvernement bourgeois favorable au développement. Il représente le secteur national « Desarrollista » étroitement lié aux intérêts étrangers. »

Telles ont été ses déclarations rapportées par M. Niedergang dans « Le Monde » du 29-1-70.

Attentats à Djibouti

L'ORDRE relatif qui semblait régner ces derniers temps à Djibouti, la dernière colonie française du continent africain, semble bien précaire : un attentat récent a ramené l'attention sur ce territoire : deux grenades lancées dans un café ont blessé 16 Européens.

Le ministre des territoires et départements d'outre-mer, Henry Rey, affecte bien entendu de s'indigner. Il dénonce cet « attentat odieux » et transmet son « affectueuse sollicitude » aux victimes. Quel dommage que les autorités coloniales françaises n'aient pas eu la même sollicitude pour les victimes de la boucherie du 19 mars 1967 : alors on avait vu les parachutistes massacrer des dizaines de manifestants réclamant l'indépendance ; des milliers de civils qui n'avaient pu fournir de papiers en règle avaient été déportés dans le désert.

Le colonialisme français n'a pas pu se maintenir par la force en Indochine ou en Afrique du Nord. La révolte de peuples entiers l'en a chassé.

A Djibouti, petit territoire de 125 000 habitants, l'armée française peut, en y faisant régner la terreur, maintenir encore son contrôle. Mais relativement. Contre des gens qui se battent avec les moyens désespérés qu'ils peuvent trouver, elle n'aura jamais tout-à-fait la paix.

Réunion du Comité Central du PC Tchécoslovaque

Malgré tous les compromis, les "réalistes" tombent

AVEC la régularité inexorable d'un mécanisme bien huilé, la « normalisation » commencée par Dubcek en ce 27 août 1968 où, devant la radio, il annonça à la population la signature des « accords » de Moscou, s'achève aujourd'hui. Ou presque. Restent encore à éliminer quelques ultimes protagonistes de la normalisation qui ont eu, de près ou de loin, un rôle dans le « printemps de Prague ».

En tout état de cause, la dernière session du Comité Central du PC Tchécoslovaque a consacré la victoire complète des « moscoutaires » du parti. Le rideau tombe sur le troisième acte de la valse des dirigeants.

Dans le premier acte, de loin le plus important, le rôle principal appartenait encore à Dubcek. En signant les « accords de Moscou », celui qui cristallisait alors les espoirs des Tchécoslovaques avait accepté de désarmer son peuple, d'isoler ses éléments les plus combattifs, de les réduire au silence. Par la même occasion, il prit sur lui d'éliminer ceux des dirigeants qui refusèrent la capitulation.

Dubcek avait bien rempli le rôle qu'il avait accepté de jouer à Moscou. On pouvait passer au deuxième acte !

Celui-ci vit la montée des « réalistes ». De ceux qui, comme Husak, bien que dans l'opposition sous l'ère de Novotny, ont pris leurs distances dès avant l'invasion russe par rapport aux « excès » commis en matière de « libéralisation ». Ou de ceux qui, comme Cernik, membres repentis de l'équipe Dubcek, acceptèrent de dénoncer les idées qui étaient attachées au nom de ce dernier, avec la même vigueur qu'ils avaient mise à les professer quelques mois auparavant. Pour ces « réalistes », établir de bonnes relations avec l'occupant valait tous les compromis.

Le 17 avril 1969 a vu la victoire des « réalistes ». Husak accéda au poste de premier secrétaire du parti. Cernik conserva la présidence du conseil. L'acteur principal de l'acte précédent, Dubcek, sortait sans gloire de la scène. Durant les mois précédents, le chef de file des « libéraux » avait accepté de mener la politique des « réalistes ». Il devait céder la place à ces derniers.

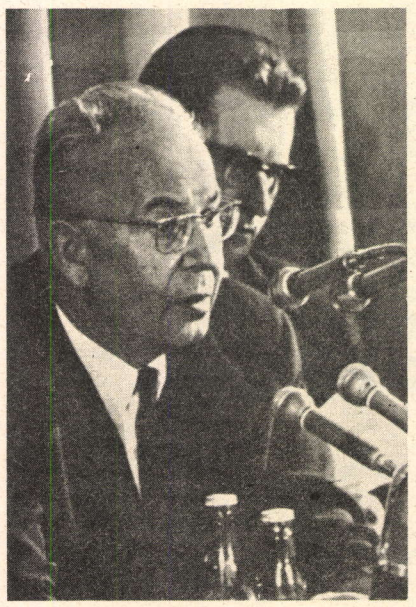
Et voilà que maintenant les « réalistes » eux-mêmes ont fait leur temps. Les compromis, les volte-faces n'ont servi à rien. Cernik avait beau dénoncer avec zèle les erreurs commises par la direction précédente, direction dont il fut lui-même un des membres principaux, il fut accuié à la démission.

La nouvelle direction est composée pour une large part des hommes de l'époque novotnyenne, Strougal, qui succède à Cernik était six ans durant le ministre de l'intérieur de Novotny. Lénart, nouveau premier secrétaire du PC slovaque, en fut, à l'époque, le président du conseil.

Les « réalistes », tout en dénonçant les erreurs commises par l'équipe Dubcek, se réclamaient encore, au moins en paroles, de la politique suivie après janvier 1968, après l'élimination de Novotny. Les Strougal, les Lénart, ou autres Indra n'ont, eux, pas de gants à prendre.

Par une ironie de l'histoire, c'est aujourd'hui Husak, le tombeur de Dubcek et l'instrument principal de la politique russe durant les derniers mois qui fait aujourd'hui figure d'homme du Printemps de Prague dans la nouvelle équipe. Il est en tout cas le seul de tous les dirigeants notables élus lors du 14e Congrès du Parti tenu clandestinement durant les premiers jours de l'occupation russe, congrès qui fut déclaré illégal par la suite, à garder son poste au Présidium.

La prochaine fois sera-ce son tour de tomber ? C'est possible. Mais en tout état de cause quel que soit le vainqueur d'un éventuel affrontement pour le pouvoir entre Husak et Strougal, ou tout autre outsider possible, le peuple tchécoslovaque n'en a rien à espérer.



Dans l'ombre de Husa (Photo U.P.I.)

GRÈCE :

Quand les colonels ont du tact

On aurait tort de croire que, dans la Grèce des colonels, les difficultés que rencontre la junte sont invariablement réglées par les méthodes les plus expéditives. Celles qui sont utilisées contre les communistes, les démocrates et tous ceux qui ne bénissent pas le sabre des généraux.

Ainsi, la presse nous apprend que, longtemps, le gouvernement d'Athènes a été embarrassé par une rivalité particulière, sans pouvoir trancher en faveur de l'un ou de l'autre des deux protagonistes. Il s'agit du conflit qui opposait les deux milliardaires grecs Onassis et Niarchos. Enfin, une solution apparaît, qui va retirer une grosse épine du pied des généraux : Onassis et Niarchos se sont entendus : le premier investira dans les raffineries, l'alumine et le tourisme ; le second se contentera d'une aciérie et d'une usine d'aluminium.

Le dicton populaire : « Tout est bien qui finit bien » trouve une nouvelle confirmation. Il est tellement facile de s'entendre, entre gens du même monde !

Onassis (Photo U.P.I.)

Niarchos (Photo U.P.I.)

De la démocratie en Grèce...

ITALIE :

Comment Fiat applique un accord

A la fin du mois de décembre dernier, une convention collective était signée en Italie concernant toute la métallurgie du secteur privé. L'accord prévoyait notamment, la réduction progressive de l'horaire de travail à 40 heures, avant le 1er décembre 1972 et les 42 heures tout de suite. Il ne restait plus qu'à discuter par entreprise de l'application de cet accord.

Il faut dire que le fameux accord prévoyait des dérogations pour ceux qui n'auraient vraiment pas les moyens.

C'est ce qui se passe à la FIAT, entreprise qui fabrique 1 500 000 véhicules par an, et emploie 120 000 ouvriers.

Mais les « problèmes de la concurrence internationale », « les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre sur le marché local du travail », « les graves implications financières » que comporterait l'application des horaires prévus par le contrat, font que la FIAT ne pourra pas appliquer les 42 heures. Elle propose donc de continuer pour le moment l'horaire de 45 heures de 1969. Quant aux 40 heures, pas possible pour 1972. Peut-être en 1973, si tout va bien.

Décidément les patrons pensent à tout, même au plus pauvre d'entre eux !

VIETNAM :

Les G.I's en ont assez de mourir pour rien

EN quatre mois, cent neuf soldats de la First Cav, la première division américaine de cavalerie, ont été inculpés pour refus de se battre. **« Le Monde »** qui donne cette information poursuit en écrivant que, à Saïgon comme à Da Nang, les services de sécurité font la chasse aux déserteurs.

Les refus de combattre, les déclarations de soldats selon lesquelles plus personne ne veut laisser sa peau dans cette sale guerre témoignent de l'état d'esprit d'une grande partie des troupes américaines. Au fur et à mesure que la guerre se prolonge, rythmée par les discours de Nixon sur la fin des hostilités, le conflit perd toute la signification qu'il aurait pu avoir aux yeux des troupes U.S.

Aucun des jeunes de dix-huit ou dix-neuf ans qui, au rythme d'un millier par jour, continuent à débarquer ne veut mourir pour une « cause » qui, d'avance est perdue.

Et le malaise qui se développe au sein des troupes américaines a de quoi faire réfléchir Nixon et peut contribuer à mettre fin à une guerre que l'impérialisme américain s'obstine à poursuivre.

Les risques du sport... au Vietnam

LE gouvernement de Saïgon, pour démontrer qu'il avait la situation bien en main, a décidé d'organiser une course cycliste : le tour du Viet-Nam (du Sud bien entendu).

Les coureurs sont partis accompagnés de plusieurs hélicoptères de l'armée remplaçant l'habituelle caravane publicitaire des courses cyclistes.

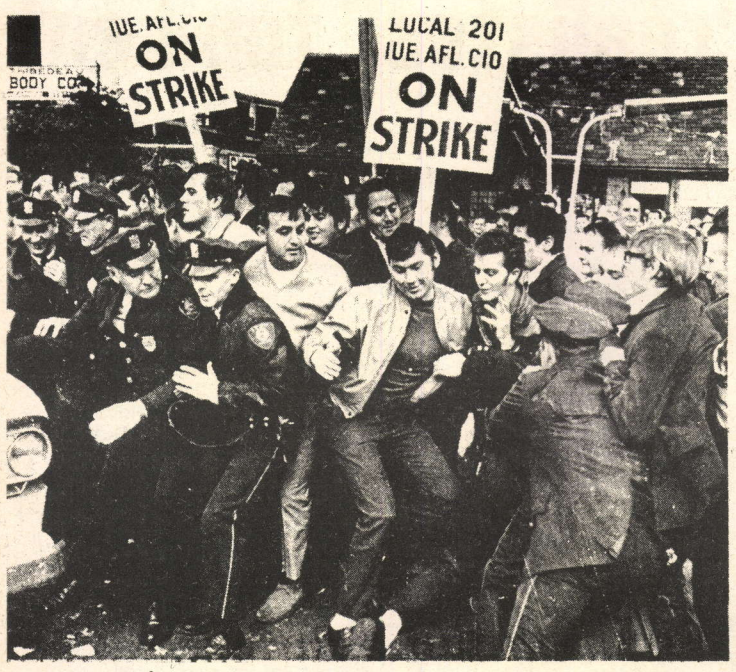
Malgré cette surveillance, les choses n'ont pas été toutes seules : lors de la quatrième étape Bao Loc-Binh Duong, il a fallu faire venir des blindés, des hélicoptères de combat, et des fantassins pour déminer la route. Puis des tirs de mortiers ayant éclaté, les coureurs ont dû se disperser dans la nature pendant une heure en attendant le retour au calme.

La démonstration est claire : le Viet-Cong vient encore... de jouer un « tour » aux fantoches !

DANS LE MONDE

Des travailleurs en lutte de par le monde :

aux U.S.A., à Général Electric...



Comme toujours, la grève se heurte... aux flics

« Si c'est une guerre que vous voulez, vous l'aurez », disait un gréviste de la General Electric de Schenectady (New York), aux flics venus disperser le piquet de grève.

Ce n'est peut-être pas une guerre, mais c'est en tout cas une grève longue et dure qui se déroule actuellement aux Etats-Unis contre l'un des trusts les plus puissants du monde. Depuis trois mois, 147.000 ouvriers de la General Electric sont en grève. A l'heure où nous écrivons aucune solution au conflit ne paraît en vue. Certains grévistes disent : *« S'il faut tenir un an, nous sommes prêts à tenir un an »*.

La grève de la General Electric est significative de la combativité croissante des ouvriers américains. C'est ainsi que le nombre d'heures de grève aux U.S.A. a régulièrement augmenté ces dernières années, passant de 19 millions en 1960 à plus de 42 millions en 1968.

Depuis 1965, les salaires réels n'ont pratiquement pas augmenté et actuellement l'inflation aggravée par la guerre au Vietnam menace sérieusement le niveau de vie du prolétariat américain.

Les travailleurs de la General Electric sont particulièrement touchés. D'abord à cause de la faiblesse des *13 syndicats*, divisés entre eux, qui existent au sein de la corporation. Et d'autre part, parce qu'une grande partie de la main-d'œuvre est féminine et donc surexploitée. C'est ce qui explique que les salaires y sont parmi les plus bas du pays : en moyenne 3,25 $, soit 54 cents de moins que dans l'industrie automobile.

A cela s'ajoute une direction et un régime arbitraire dans les ateliers. Un ouvrier noir de la General Electric de Hotpoint (Chicago) déclarait au journal révolutionnaire « The Militant » :

« Le contremaître peut te dire de laver les w.-c. et tu es obligé de le faire. Tout est arbitraire. Il faut changer ça... » L'une des revendications des grévistes porte d'ailleurs là-dessus.

A PRENDRE OU A LAISSER

Cette année, au renouvellement du contrat, la General Electric, misant comme d'habitude sur la faiblesse et la division des syndicats, a fait une offre dérisoire d'augmentation des salaires : 20 cents de l'heure, pour l'année 70. Pour faire passer de telles miettes, la General Electric comptait sur une tactique éprouvée, qu'on appelle le « Boulwarisme ». Elle fait une offre « à prendre ou à laisser », puis refuse toute négociation à l'échelle nationale. Ensuite petit à petit, elle négocie localement avec des syndicats différents pour diviser les travailleurs.

Mais cette année, cela n'a pas marché. La volonté de lutte à la base a obligé les syndicats à s'unir d'autant plus que c'est leur fonction sociale de négociateurs qui est en cause.

Le 27 octobre dernier, les ouvriers des 280 usines de 33 états se mettaient en grève. Ils réclamaient :

— trois augmentations de 35, 30 et 25 cents, soit 90 cents au total, dans les trente mois à venir (et plus pour certains ouvriers hautement qualifiés) ;

— l'échelle mobile des salaires;

— salaire égal pour les femmes ;

— des avantages sociaux.

CONTRE LES JAUNES ET LES FLICS

La grève avait été prévue par la Direction qui avait stocké abondamment. C'est pourquoi elle risquait dès le départ d'être très longue.

Au début décembre, des heurts ont eu lieu entre piquets de grève et jaunes (surtout des « cols blancs » et des contremaîtres). A Schenectady, des arrestations ont eu lieu et la garde nationale a été appelée en renfort. A Cicero (Illinois), huit ouvriers ont été inculpés. A Lynn, à Burlington et à Connecut, la police est intervenue.

A Baltimore, les employés des chemins de fer ont refusé de franchir les piquets de grève. Les trains n'ont pu passer qu'escortés par des flics et conduits par des jaunes.

La General Electric a essayé de recruter des briseurs de grève dans les universités, où elle a rencontré... les groupes « gauchistes » qui ont chassé ses recruteurs !

Les syndicats ont organisé une campagne de boycott des produits General Electric, dont l'efficacité, selon « Wildcat », un journal ouvrier révolutionnnaire, serait douteuse. Ces camarades voient d'ailleurs là une tentative de « diversion » pour user la combativité des militants.

Toujours est-il qu'après trois mois de grève, l'épreuve de force entre les 147.000 ouvriers et ce trust multi-milliardaire se poursuit. Si les travailleurs de la General Electric étaient victorieux, ce serait un formidable encouragement pour les luttes qui s'annoncent dans la métallurgie, l'automobile, les transports et dans les nombreuses branches qui doivent renouveler leurs contrats cette année.

C'est aussi une des raisons pour lesquelles ce géant de l'électricité ne cèdera pas facilement.

... et dans les mines de fer du grand nord suédois

LA Suède, pays que la grande presse française présente comme un paradis, connaît en ce moment la grève la plus importante depuis 1945.

Cette grève concerne les mineurs du plus gros trust minier suédois : la Société des Mines de Fer de Luossavaara-Kirunavaara. Cette entreprise est nationalisée — et par conséquent contrôlée par le gouvernement social-démocrate.

Avec un chiffre d'affaires de 710 millions de Marks, elle est la première entreprise exportatrice suédoise. Les salaires des mineurs sont parmi les plus élevés du monde — de 1.500 à 2.100 marks par mois.

Et pourtant une grève s'est déclenchée. Elle a commencé au gisement de Svappavaara que la société exploite depuis 1964, et qui est situé dans un lieu désert, à 50 km de la ville la plus proche.

Deux mille personnes résident dans une cité construite par le trust et où elles ont pour toute distraction, un café, et depuis un mois... une église. Les loyers s'élèvent pourtant à 350 marks.

Or, à la mi-novembre, les mineurs se virent gratifiés d'un nouveau système de rémunération, plus compliqué que le précédent. Et, en déchiffrant leur fiche de paye, ils s'aperçurent qu'au lieu de l'augmentation qu'ils attendaient, ils perdaient 30 Pfennings de l'heure par rapport à ce qu'ils touchaient avant et par rapport au salaire de leurs collègues de Kiruna.

C'est pourquoi le 9 novembre, trente-cinq travailleurs décidèrent spontanément de ne pas reprendre le travail après la pause-café ; et les trois cent cinquante ouvriers de Svappavaara suivirent leur exemple.

Deux jours plus tard, les mineurs de Kiruna et de Malmberget débrayèrent à leur tour ainsi que les dockers du port de Lulea sur la Baltique, en tout, presque cinq mille travailleurs.

Ils ne se sont pas mis en grève seulement par solidarité avec ceux de Svappavaara, mais aussi pour protester contre les conditions de travail et la manière dont est dirigée l'entreprise nationalisée.

Ils protestent contre l'attitude méprisante des cadres, et la « ligne de démarcation » que la direction entretient entre ouvriers et employés.

Les mineurs se plaignent que le diagnostic favori des médecins du travail soit « simulateur ». Ils sont mécontents de l'arbitraire de la direction en ce qui concerne la rémunération. Par ailleurs, ils ne veulent plus travailler pendant vingt ans à la même place, soutenir des cadences infernales jusqu'au moment où ils souffrent de douleurs ou de troubles auditifs et où on les relègue à un poste moins payé.

Mais ce qui est remarquable dans cette grève, en plus du niveau des revendications, c'est la manière dont elle se déroule.

Les travailleurs n'ont rien voulu savoir des fonctionnaires du syndicat qui les a trop souvent trahi. Ils ont donc élu un comité de grève. Celui-ci a organisé des collectes et imprimé des cartes de soutien donnant droit à 18 marks par personne et par jour. Il est même prévu que la grève pouvant durer longtemps, ces cartes seront valables seize semaines !

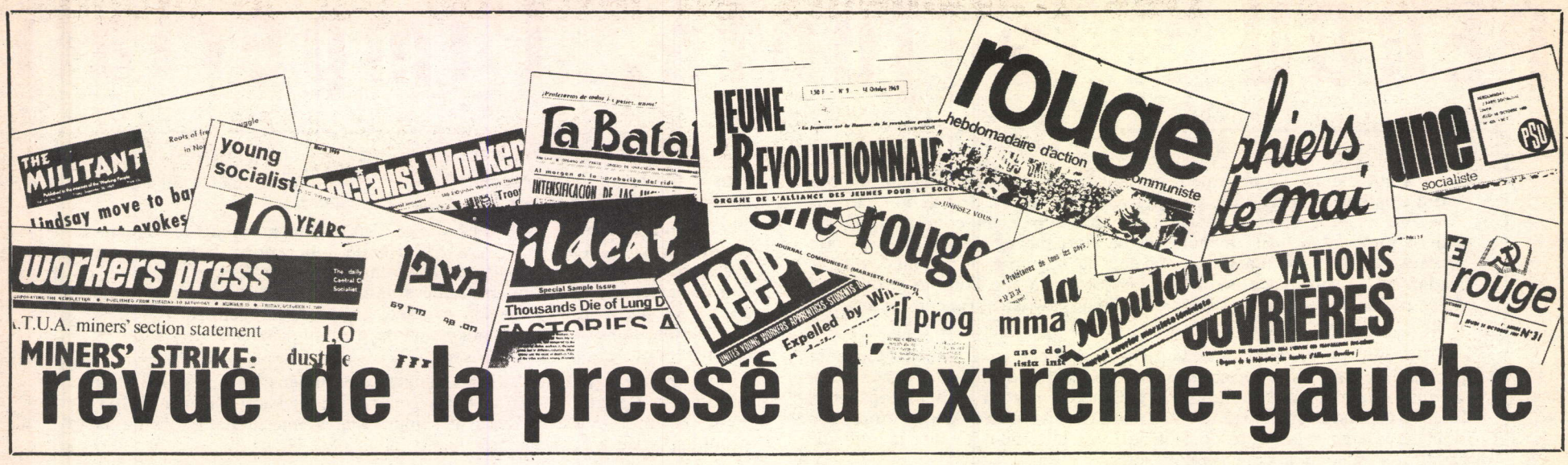
Le syndicat pour sa part n'a rien voulu donner sur sa caisse, en raison du caractère « sauvage » de la grève.

Cette grève fait perdre au trust 100.000 tonnes par jour de minerai, soit 2,5 millions de marks par jour.

C'est pourquoi un secrétaire d'Etat suédois a dû déclarer que pour une fois il faudrait renoncer au principe habituel « Reprendre le travail d'abord, négocier ensuite ».

La détermination des travailleurs suédois montre que dans cet « oasis socialiste » les ouvriers n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes, même si elles apparaissent un peu plus dorées que dans le reste de l'Europe.

Les mineurs sont descendus, mais sans leurs outils



revue de la presse d'extrême-gauche

GRANDE-BRETAGNE

Socialist Worker

For workers control and international socialism — 140 2 October 1969 every Thursday 3d

(Hebdomadaire du groupe « International Socialism » — Tony Cliff). N° du 15 janvier.

Dans un article intitulé : « La menace de l'extrême droite », qui traite essentiellement de l'organisation fasciste « National Front », les camarades de Socialist Worker écrivent notamment :

« Les Socialistes doivent veiller à ce que leurs meetings, leurs manifestations ne se déroulent jamais sans opposition. Il ne faut jamais permettre à ses activités publiques de revêtir une apparence « normale » ou « respectable ». Nous ne devons jamais participer à des débats avec eux...

» Ce qui est le plus alarmant dans ces dernières années, c'est l'attitude prise par certains courants socialistes envers le fascisme. Le Independant Labour Party et le Parti socialiste ont accepté de participer publiquement à des débats avec les fascistes de la National Front, leur donnant ainsi l'apparence « respectable » qu'ils désirent le plus. Le Parti communiste... a eu une meilleure attitude, mais il a fait preuve d'une inconscience semblable (lors des troubles raciaux de Leeds) (...) en faisant confiance à la police... »

Selon « Socialist Worker », le groupe National Front, bien que peu influent encore, est le groupe fasciste le plus important depuis les années trente...

FRANCE

tribune socialiste — PSU

Jeudi 22 janvier 1970

Revenant sur l'accord signé à l'E.G.F. et les résultats du référendum organisé par la C.G.T. à ce sujet, Jean-Marie Vincent montre qu'on ne peut isoler le problème de l'E.G.F. et qu'il faut lutter partout contre cette politique contractuelle. Il affirme notamment :

Il est donc nécessaire de lutter consciemment dans toute l'industrie contre cette politique contractuelle qui cherche à rendre l'intervention syndicale de plus en plus inopérante, tout en cachant l'arbitraire patronal derrière des considérations pseudo-scientifiques. En même temps, la politique de division des travailleurs qui se traduit par la diversité et la hiérarchisation des salaires doit être affrontée lucidement. Il ne s'agit pas seulement de demander la mensualisation des salaires pour les horaires, mais de lutter pied à pied contre la manipulation des qualifications, contre l'arbitraire des primes, etc.

Sans doute le mouvement syndical n'est-il pas prêt dans sa totalité à concevoir la perspective stratégique dans cette optique. Le corporatisme, l'apolitisme y font sentir leur influence. Beaucoup de militants ne sont pas encore persuadés que la bataille pour le contrôle ouvrier — dans les circonstances actuelles une bataille pour mettre en échec les plans à moyen terme du patronat et du gouvernement visant à discipliner la classe ouvrière — est une bataille à mener vigoureusement. Mais il existe déjà suffisamment de travailleurs conscients de l'enjeu pour que le combat de classe l'emporte peu à peu sur la diplomatie.

FRONT UNI

1er janvier au 1er février 1970 (n° 4)

Ce journal, dont nous avons déjà parlé dans nos colonnes, semble être animé par des militants qui suivent une ligne politique très proche de celle définie par l'Humanité Rouge. Mais, comme son nom l'indique, ce mensuel se veut l'organe d'un « front contre les monopoles et l'impérialisme » c'est-à-dire une publication s'adressant à un public plus large que celui constitué par les seuls militants et sympathisants maoïstes.

Dans une rubrique consacrée à la répression, F.U. définit ainsi les « menaces » de fascisation du régime (qui) se font de plus en plus nombreuses et précises » :

● La liberté d'expression *est tous les jours bafouée de plus en plus ouvertement ; après la revue « Tricontinentale », c'est la revue belge « le point » que le gouvernement de Marcellin vient de déclarer interdite de séjour en France. Au lycée Louis-le-Grand, ce sont 22 élèves de lettres supérieures qui passent au conseil de discipline pour délit d'opinion exprimée par voie d'affiches.*

Front Uni n'est pas épargné non plus : un patron mécontent d'une affiche apposée sur les murs de son usine l'assigne au tribunal !

● La liberté de résidence *est foulée au pied : les expulsions d'étrangers se succèdent à une cadence accélérée :*

Un militant grec est refoulé dès son introduction en France. L'ingénieur autrichien Schwaetzer, résident en France depuis dix-sept ans s'est fait, une nouvelle fois, enlever par les flics spéciaux de la D.S.T. et conduire de force à Orly. Il paraîtrait que dans son cas c'est à la demande de l'ambassade américaine qui n'apprécie pas l'aide courageuse qu'il a toujours apportée aux déserteurs américains en France.

Un Algérien, ouvrier d'usine à Roubaix, militant de la « gauche prolétarienne » vient d'être embarqué de force pour ce motif : au cours d'une perquisition des tracts et des journaux de ce mouvement, pourtant parfaitement légal, avaient été saisis chez lui.

● Les menaces de violence fasciste *se multiplient.*

Au cours de la grève de l'E.D.F. un membre d'un piquet de grève a été sauvagement attaqué à coups de rasoir par un commando de C.D.R.

A Censier, les fascistes sionistes jouent du couteau pour interrompre un meeting de soutien au peuple palestinien tandis qu'un mouvement « d'ordre nouveau » inondait le XVe arrondissement de Paris d'affiches provocatrices.

Ce ne sont là que quelques exemples qui nous montrent que l'auteur révolutionnaire allemand Brecht avait bien raison de nous prévenir en parlant du monstre nazi et de la bête capitaliste : « Prenez garde, le ventre de la bête est encore fécond qui a engendré un tel monstre ! »

la cause du peuple

Vendredi 16 janvier 1970

La C.D.P. annonce qu'à partir de ce numéro elle paraît désormais tous les jours (primitivement le journal était mensuel). Ces camarades poursuivent leur série d'articles sur le thème : « Nous sommes les nouveaux partisans » en rapprochant la situation politique actuelle de celle qui existait pendant la guerre. Toute leur tactique est donc de préconiser la « résistance » à l'occupant bourgeois.

Voici notamment des extraits d'un texte adopté par des militants de Massy-Palaiseau qui expriment, à leur manière, la politique de « la cause du peuple », adaptée aux conditions de leur région.

On nous affame pour que nous volions, alors on nous arrête, on nous juge, on nous avilit. Briser notre santé, notre dignité, nous faire comprendre à chaque instant que nous ne pouvons pas être libres, voilà le but avoué des exploiteurs. Ils font tout pour que nous pensions : mourir pour les tyrans est la seule voie naturelle.

MAIS CE SOL EST A NOUS.

Ces murs, nous les avons montés avec nos mains et cimentés avec notre sueur. Massy est notre ville à nous, petites gens, et non aux chacals qui l'occupent.

NOUS SOMMES LE NOMBRE, et l'occupant capitaliste est le dos au mur. Nous n'avons rien à perdre.

. . . . . .

POUR LE PAIN, LE LOGEMENT, LA DIGNITE, unir sur place, autour d'exposés de griefs faits par les masses et dans des actions de riposte les travailleurs français et leurs camarades qui vivent avec deux doigts d'eau glacée sous les lits, ceux qui à Belleville, à la Redoute et à Argenteuil nous ont montré la voie.

IL FAUT ÇA, ET QU'ON NE CESSE DE SE BATTRE POUR ÇA. NOUS, NOUS PASSONS APRES.

Cesser les palabres, cesser de glander, d'agiter, de tirer des plans sur la comète.

ENTAMONS LA GUERILLA, CE QU'IL NOUS FAUT, C'EST ORGANISER TOUT LE MONDE DANS LA GUERILLA.

Prenant appui sur les usines, combattant sur tous les terrains, frappant vite et sec pour user l'ennemi à la longue, nous développerons la résistance, nous lancerons nos offensives sur toute la ville, contre la « vie » des bourgeois !

rouge

hebdomadaire d'action communiste

26 janvier 1970

Charles Michaloux revient dans ce numéro sur les discussions qui se poursuivent entre la Ligue communiste et le P.S.U. et en définit la portée :

« ... le premier objectif est de faire craquer la répression bureaucratique qui sévit dans les organisations qui sont en principe celles de la classe ouvrière.

» Mais la lutte pour la démocratie syndicale ne s'arrête pas aux simples droits (naturels, somme toute) de tout syndiqué à dire ce qu'il pense des luttes en cours, et des démarches tortueuses et opportunistes des directions traditionnelles. Imposer la démocratie ouvrière dans les organisations des travailleurs, cela implique la possibilité pour tout militant — et en particulier pour les syndicalistes adhérents d'une organisation politique — de dire et de débattre des orientations politiques que les directions réformiste et stalinienne donnent aux luttes actuelles. Et si ces perspectives mènent à la faillite et à l'échec, c'est aussi le droit de ce militant d'en proposer d'autres.

» Voilà le but de l'appel lancé par la Ligue communiste et le P.S.U. Il est d'ailleurs probable que nous ne serons pas d'accord sur la stratégie et la tactique à mettre en avant ; des discussions ultérieures sont prévues pour l'examiner en détail. Mais d'ores et déjà, les militants ouvriers de la Ligue et du P.S.U., côte à côte dans leurs syndicats, livreront bataille pour pouvoir se faire entendre de leurs camarades, pour la démocratie ouvrière et syndicale. »

L'HUMANITÉ rouge

N° 44, jeudi 22 janvier 1970

H.R. consacre sa dernière page au problème des hausses sous le titre : « Pour faire dérailler le nouveau train des hausses : action des masses ».

Un long passage de cet article est plus spécialement consacré aux transports en commun. On y lit notamment :

Les travailleurs qui n'ont d'autre ressource que de vendre leur force de travail aux capitalistes sont de plus obligés d'aller la vendre très loin. D'où les transports harassants qui prennent une heure, deux heures par jour à l'ouvrier, d'où le prix des transports qui augmente car pour subsister, les usagers des transports en commun sont obligés d'y avoir recours.

Non ! Cela ne sera pas éternellement comme ça. L'exigence des travailleurs, c'est le lieu de travail à proximité de la maison. Evidemment, il est préférable pour le capitalisme de disséminer les travailleurs dans mille « cités dortoirs » où l'on tente d'enfermer chaque ouvrier dans une boîte en tête à tête avec sa télé à bourrage de crâne.

L'exigence des travailleurs, c'est un système collectiviste de transport.

. . . . . .

A partir du jour de la hausse, refusons de payer le bus et le métro, jusqu'à ce que cette hausse soit abolie !

Travailleurs qui vous connaissez de vue parce que vous attendez ensemble le même bus, le même métro, le même train chaque matin, regroupez-vous pour empêcher la hausse. Montez ensemble dans l'autobus, et expliquez au receveur que vous ne voulez pas payer la hausse !

Expliquez au poinçonneur du métro que ce n'est pas aux travailleurs de payer toujours ! Camarades de la R.A.T.P., de la S.N.C.F. ! Soyez solidaires des travailleurs qui refusent de payer la hausse. Ce n'est pas contre vous qu'ils protestent, mais contre l'Etat des monopoles, l'ennemi de tous les travailleurs, qui refuse de satisfaire vos revendications et qui augmente les tarifs de façon exorbitante !

Contre les hausses, action directe, solidarité totale de tous les travailleurs R.A.T.P., S.N.C.F. et usagers.

Front Uni à la base, et nous ferons dérailler le train des hausses !

PEROU : la junte, l'impérialism

« A notre avis le mouvement militaire au Pérou est différent de ceux « qui existent dans d'autres pays d'Amérique Latine. Son action va dans « le sens du progrès et la décision de nationaliser une compagnie pétro- « lière impérialiste est un acte de patriotisme et de courage. » Cette déclaration de Fidel Castro en faveur de la Junte péruvienne, que le leader cubain prononça en juillet 1969, porta à son comble le désarroi de ceux qui, en Amérique Latine ou ailleurs, avaient pris comme mentor le chef d'état cubain.

En Europe certains intellectuels de gauche, qui avaient toujours protesté contre les emprisonnements et les tortures que l'armée péruvienne infligeait aux militants de gauche, devinrent plus circonspects. Chaque protestation contre la répression devait, pour eux, s'accompagner d'un hommage à la Junte pour la lutte qu'elle menait pour la réforme agraire, l'indépendance nationale, etc.

Au Pérou même les mouvements favorables à la guerilla, dont les leaders les plus importants avaient été assassinés ou jetés en prison, gardaient un silence prudent du fait des divisions qui apparaissaient en leur sein sur le problème du soutien à la Junte.

Et les trotskystes péruviens ne furent pas épargnés non plus par la débandade. Pendant que deux tendances (pabliste et posadiste) apportaient leur soutien critique à la Junte, la troisième et la plus importante, le F.I.R., prit une position plus nuancée car tout en condamnant la Junte, soutenait « les mesures progressistes prises par le régime », ce qui revient à peu près au même. Une position semblable fut d'ailleurs prise par un autre groupe, l'Avant-Garde Révolutionnaire qui « affirme que le gouvernement militaire ne s'est pas complètement écarté » de l'impérialisme yankee et de la grande bourgeoisie.

La débacle de la gauche révolutionnaire péruvienne et de ses partisans provient essentiellement du fait que celle-ci, bien que regroupant sans doute les militants les plus dévoués et les plus honnêtes du Pérou, ne s'est jamais battue sur le terrain du prolétariat.

Lorsqu'on étudie les textes du M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) ou de l'E.L.N. (Armée de Libération Nationale), on s'aperçoit que les revendications fondamentales avancées par ces tendances restent étroitement cantonnées dans le cadre démocratique-bourgeois : — récupération de la souveraineté nationale ; — réforme agraire ; — création d'une économie indépendante de l'impérialisme ; — salaires décents pour les travailleurs, etc.

Et, à leur façon bien sûr, les généraux péruviens les ont reprises et appliquées. Ce qui faisait dire au général de division Ricardo Vassi, dans une interview accordée à des journalistes vénézuéliens lors de sa visite accordée à Caracas :

« Nous avons de très bonnes relations avec les partis de gauche et « même avec l'extrême-gauche. Beaucoup nous appuient, mais nous « savons que nous allons perdre leur appui parce que nous leur avons « pris le programme qu'ils défendaient depuis de nombreuses années. » Et dans cette boutade, il y avait, malheureusement, une grande part de vérité.

L'effondrement de la gauche révolutionnaire au Pérou c'est finalement l'effondrement de toutes les conceptions « tiers-mondistes » qui mettent l'accent sur « l'anti-impérialisme » et non sur la révolution socialiste, sur la paysannerie et non sur le prolétariat.

C'est là la leçon que les révolutionnaires péruviens, qui croupissent dans les geôles de la Junte, doivent tirer de leurs expériences. Ils ont pour eux le courage, la volonté, l'abnégation qui sont les qualités des véritables militants révolutionnaires. Il ne leur manque que de renouer avec la tradition révolutionnaire prolétarienne, effacée par plus de quarante ans de stalinisme.

Il y a un an, la junte militaire péruvienne établissait des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique et concluait un accord commercial avec Moscou. Si la portée de tels actes était, somme toute, assez limitée, ils se plaçaient néanmoins dans le contexte de la « révolution anti-impérialiste et anti-oligarchique » que prétendaient avoir effectuée les généraux péruviens.

Le 3 octobre 1968, le général Velasco Alvarado, chef de la Junte a renversé Belaunde Terry, leader du petit parti de droite « Action Populaire » et président de la République depuis 1963.

A part les habitants des grandes villes, la population s'intéresse d'autant moins aux aléas de la vie parlementaire que plus de 60 % d'entre elle, ne sachant pas lire, n'a pas le droit de vote.

Le coup d'état ne rencontre donc guère d'opposition sauf de la part des étudiants qui tenteront quelques manifestations rapidement dispersées.

Les nationalisations

Mais une semaine après son arrivée au pouvoir, l'armée va rallier à elle de larges couches de la population en faisant pénétrer la troupe sur les champs pétrolifères appartenant à la Brea y Parinas, une filiale de l'importante compagnie américaine Standard Oil of New Jersey.

Le geste de la Junte provoque des explosions d'enthousiasme dans de nombreuses villes. A Trujillo, à Cuzco, à Arequipa, dès que la nouvelle est connue, les gens descendent dans la rue et se congratulent.

D'un seul coup l'étiquette « révolutionnaire » et « anti-impérialiste » dont se parent les généraux devient crédible.

D'autant plus que les militaires ne s'en tiennent pas là. Successivement ils décrètent la nationalisation de toutes les ressources en eau (rivières, lacs, etc.), de toutes les compagnies de télégraphe et de téléphone (dont la Compagnie péruvienne des Téléphones qui appartient à un des plus grands trusts américains l'International Telegraph and Telephone) et des compagnies sucrières du littoral qui, elles aussi, sont directement liées à des capitaux américains.

Le général Velasco Alvarado, chef de la junte militaire (U.P.I.)

Une image de vie quotidienne au Pérou (U.P.I.)

Mais ce que ne dit pas le nouveau gouvernement péruvien, et qu'on apprendra après coup, c'est que toutes ces nationalisations donnent lieu à de substancielles indemnisations pour les capitalistes ainsi touchés.

Par exemple la Compagnie péruvienne des Téléphones reçoit 18 millions de dollars mais se voit dans l'obligation d'investir plus de la moitié de cette somme sur place.

Quant à l'indemnisation qu'a touchée la Brea y Parinas, si on n'en connaît pas encore le montant exact, il est probable qu'elle sera assortie des mêmes clauses.

... et la réforme agraire

Le deuxième volet du programme de la Junte militaire va porter sur la réforme agraire.

C'est une action qui sensibilise particulièrement l'opinion publique dans un pays où 50 % de la population tire ses revenus de l'agriculture.

Jusqu'à présent un peu plus de 1 % du territoire péruvien était mis en valeur, et, dans l'agriculture péruvienne, coexistaient deux secteurs différents, l'un archaïque et constitué de grandes propriétés de type féodal (les latifundias), l'autre industrialisé et basé sur les cultures industrielles de la côte (coton, sucre), etc.

L'un et l'autre de ces secteurs sont dominés par une poignée de grands propriétaires.

Sur l'ensemble du territoire 2.000 propriétaires accaparent 73 % des terres et 40 familles possèdent 40 % des haciendas de la côte.

A l'opposé 83 % des propriétés paysannes ont moins de cinq hectares et les latifundias de plus de 1.000 hectares représentent 70 % des terres cultivables.

Dans ces conditions on comprend que l'annonce d'une réforme agraire ait suscité certains espoirs dans la paysannerie péruvienne.

Mais cette réforme, si elle touche effectivement les grandes propriétés, est basée sur le principe du rachat des terres aux grands propriétaires. Dans ces conditions la grande majorité des paysans, qui n'a pas les moyens d'acheter des terres, n'en bénéficiera aucunement. Par contre une telle réforme favorisera la partie la plus riche de la paysannerie qui, jusqu'à là, était tenue à l'écart par les grands propriétaires.

Cette réforme a aussi des buts économiques précis : obliger les grands propriétaires terriens à se reconvertir et à investir une partie de leur avoir dans l'industrie. C'est d'ailleurs pourquoi l'indemnisation des grands propriétaires latifundistes revêt une forme particulière.

ne et les classes laborieuses

La police barre la route aux grévistes de Cerro de Pasco, marchant sur Lima (U.P.I.)

Une fraction de leurs biens est indemnisée en espèces (essentiellement le bétail), le reste avec des bons remboursables en vingt ans avec un taux d'intérêt de 5 %.

Mais la réforme agraire stipule que les bons versés seront immédiatement remboursés en espèces par la banque d'Etat s'ils servent, à concurrence de 50 % de leur valeur, au financement d'une entreprise industrielle.

Le sens des réformes

En fait toutes les réformes décrétées par la Junte péruvienne, tant dans le domaine agraire que dans le domaine industriel, concourrent au même but : tenter de développer et de consolider l'économie péruvienne d'une part en obligeant l'impérialisme américain à céder une fraction plus importante des bénéfices qu'il tire de l'exploitation du Pérou et d'autre part introduire de grandes réformes capitalistes dans les campagnes en élargissant ainsi le marché intérieur de la bourgeoisie péruvienne.

L'impérialisme et les militaires

Quant à l'impérialisme américain il semble s'être fort bien accommodé des militaires « anti-impérialistes » qui font désormais la loi au Pérou.

A aucun moment les milieux dirigeants américains n'ont envisagé une intervention militaire directe contre la Junte, comme ils l'avaient fait en juin 1954 au Guatemala contre le général Arbenz qui avait effectué des réformes comparables et plus récemment contre Cuba.

Mieux, ils n'ont même pas utilisé les armes économiques qu'ils détiennent pour faire plier le régime. Par exemple l'amendement Hickenlooper qui prévoit la suspension de l'aide économique n'a pas été appliqué pas plus d'ailleurs que la menace de cesser immédiatement les importations de produits péruviens (la majorité des exportations péruviennes est destinée au marché américain).

La seule mesure de retorsion prise jusqu'à présent a été la suspension, le 19 mai 1969, des ventes de matériels militaires par les U.S.A.

Par contre le magnat américain, Nelson Rockefeller, bien que touché dans ses domaines par la réforme agraire, a déclaré que « donner la propriété de la terre aux agriculteurs est une bonne chose » et on a même vu le « Wall Street Journal », le grand journal financier new yorkais, faire l'éloge du « nouveau nationalisme péruvien ».

En fait tout cela prouve que l'impérialisme américain a pris son parti des décisions de la Junte péruvienne. L'exemple de Cuba lui a montré que, en ce domaine, la politique de sanctions économiques n'est pas forcément la meilleure et peut pousser dans le camp russe un Etat qui, à l'origine, ne désirait qu'une plus grande indépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

C'est sans doute ce qu'ont voulu lui rappeler les militaires péruviens en établissant des relations diplomatiques et en concluant un accord commercial avec l'U.R.S.S. au moment où certains milieux d'affaires nord-américains parlaient de représailles économiques.

La répression contre les masses

Vis-à-vis des masses laborieuses la Junte militaire se charge chaque jour de faire tomber les illusions qu'avaient suscité les nationalisations et la réforme agraire. Car non seulement les paysans pauvres et les travailleurs des villes vont rapidement s'apercevoir que les réformes de la Junte ne vont améliorer en rien leur sort mais encore l'armée a systématiquement développé la répression contre les travailleurs et les paysans coupables de protester contre les scandaleuses conditions de vie dans lesquelles on les maintient.

En mars 1969 la troupe ouvre le feu sur des mineurs qui, avec leurs familles, avaient organisé une marche de protestation contre les conditions salariales. Bilan : vingt morts dont douze femmes.

En juin police et armée répriment dans le sang des manifestations paysannes à Huanta et Ayacucho. Bilan officiel : quatorze morts, des dizaines de blessés.

Dans le même temps, la Junte déclare les grèves illégales, interdit toutes activités politiques dans les universités puis les ferme purement et simplement et supprime les élections des municipalités pour les remplacer par des désignations autoritaires. On ne parle même plus d'élections législatives.

En septembre quatre mille grévistes sont à nouveau dispersés par la police et en octobre des militants de la gauche révolutionnaire sont arrêtés et vont rejoindre en prison les centaines de militants qui s'y trouvent déjà.

Comme on le voit, le caractère férocement antiouvrier de la Junte est patent. Mais qu'attendre d'autre de gens qui, sous Belaunde Terry, organisèrent la chasse aux guerilleros et aux paysans coupables de vouloir s'emparer de terres que les grands propriétaires leur avaient volées ?

Tous ses actes passés et présents, prouvent que la Junte reste résolument dans le camp de la bourgeoisie et de l'impérialisme contre les travailleurs et les paysans pauvres.

Les groupes révolutionnaires péruviens

Hugo Blanco avec ses camarades avant leur arrestation.

Il est assez difficile de dresser un catalogue complet des groupes révolutionnaires péruviens, qui, comme leurs homologues français, sont extrêmement nombreux et ne cessent de s'accroître par scissions successives. Pourtant il n'est pas inintéressant de connaître les caractéristiques des principaux d'entre eux.

La plupart sont issus des deux grandes formations traditionnelles du pays, le Parti Communiste Péruvien d'une part et l'A.P.R.A. de l'autre.

Il n'y a pas grand chose à dire sur le P.C., inconditionnellement pro-soviétique. Quant à l'A.P.R.A. (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine) elle passa longtemps pour la seule formation qui, avant-guerre, préconisait une politique indépendante vis-à-vis des U.S.A. Cette attitude et l'étiquette « anti-impérialiste » qu'elle s'accola lui permirent de gagner une influence certaine dans les milieux populaires, un peu à la manière du mouvement péroniste en Argentine. Ce qui explique que l'A.P.R.A. contrôle la principale organisation syndicale du pays (l'autre étant liée au P.C.) et un certain nombre d'organisations paysannes.

A. - *LES GUEVARISTES*

C'est de ces deux formations que, sous l'influence de l'idéologie et de la mystique de la révolution cubaine, se détacheront les principales tendances qui entreprendront la guerilla en 1965.

LE MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (M.I.R.)

C'est notamment le cas de la principale d'entre elles, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.), né en 1959 d'une scission de gauche de l'A.P.R.A. La nouvelle organisation prend le nom d' « A.P.R.A. Rebelle », pour marquer sa filiation, puis, en 1964 l'abandonne au profit de celui de M.I.R. Ses deux dirigeants, Lobaton et De La Puente, qui avaient tenté d'organiser des guerillas en 1965, seront tous les deux abattus par l'armée, la même année. D'autres leaders du M.I.R. (Gadea, Gasco, Calle) purgent actuellement de lourdes peines de prison.

VANGUARDIA REVOLUCIONARIA
(L'Avant-Garde Révolutionnaire)

C'est également une scission de l'A.P.R.A. Ce groupe a surtout pris de l'importance depuis l'échec des guerillas. Il a développé longtemps une idéologie de type castriste tout en prenant ses distances vis-à-vis de Castro depuis l'appui que La Havane apporte à la Junte. Son leader est Ricardo Letts.

ARMEE DE LIBERATION NATIONALE (E.L.N.)

Un groupe très proche des deux premiers, mais issu lui du P.C., est l'Armée de Libération Nationale. Son principal dirigeant et théoricien, Hector Bejar Rivera, est actuellement en prison. En 1965, l'E.L.N. organisa une guerilla dont la plupart des participants furent abattus ou emprisonnés. C'est un groupe qui, grosso modo, défend les mêmes idées que le M.I.R.

B. - *LES TROTSKYSTES*

Un certain nombre de groupes se réclament du trotskysme et des idées de la IV[e] Internationale, ce qui ne les a nullement empêchés d'être très fortement influencés par le guévarisme. Le plus important d'entre eux est le Front de la Gauche Révolutionnaire (F.I.R.).

FRONT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE
(tendance Franck-Mandel)

Le F.I.R. est surtout connu par l'action que son dirigeant, Hugo Blanco, entreprit chez les paysans de la Vallée de la Convencion. A la différence de ceux qui préconisaient la guerilla, Blanco mis l'accent, de 1961 à 1963, sur la nécessité de créer des syndicats de paysans pauvres capables de les défendre contre les gros propriétaires fonciers et l'armée. Il avait d'ailleurs dirigé des grèves paysannes en 1958. Blanco fut arrêté le 31 mai 1963, après un affrontement contre la police venue à l'aide d'un propriétaire foncier. Il purge actuellement une peine de 25 ans de prison.

PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
(tendance posadiste)

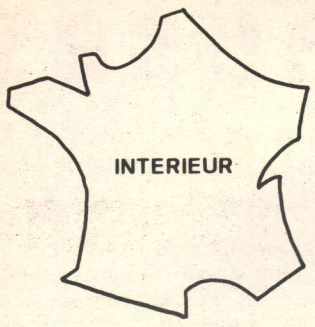
Il a toujours eu une action très limitée vue ses faibles forces. Il appuie actuellement la Junte militaire.

LA LIGUE SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE
(tendance Pablo)

Après une période d'entrisme au sein du M.I.R., cette tendance, groupée autour d'Ismael Frias, en a finalement été exclue. Apporte elle aussi un « soutien critique » à la Junte militaire.

Nous ne parlons ici, faute de documents suffisants, ni du mouvement maoïste (qui est extrêmement divisé et dont il est difficile de connaître l'influence exacte) ni d'autres tendances nées du P.C. (ou des J.C.) et dont certaines ont pratiqué systématiquement « l'expropriation des banques ».

Mais on peut dire, en conclusion, que l'ensemble des groupes révolutionnaires péruviens, qu'ils portent l'étiquette « trotskyste », « guévariste » ou autres, sont très peu implantés dans la classe ouvrière péruvienne. La plupart des groupes, sont formés essentiellement d'intellectuels venus des villes. Les plus militants d'entre eux ont toujours porté l'essentiel de leur travail vers la paysannerie pauvre, soit sous la forme de guerillas, soit sous la forme d'organisations syndicales (même si, en théorie, certains continuent d'affirmer le rôle historique essentiel de la classe ouvrière). De ce fait le P.C.P. et l'A.P.R.A. ont pu conserver l'essentiel de leurs positions au sein du prolétariat industriel.



le scandale des crèches

L'intérieur d'une crèche : Il y a des milliers d'enfants qui ne peuvent pas y être acceptés (Photo L.O.)

Le président du Conseil de Paris a récemment annoncé que dans les crèches municipales de la capitale, il y avait en tout et pour tout... 4.660 places. Même si on ajoute les crèches privées, ça ne fait pas encore beaucoup, puisque ces dernières n'ont que 1.628 places.

Cet honorable président se plaint de ce que 5.472 demandes resteraient insatisfaites. Mais ce chiffre est ridiculement en dessous de la réalité. De nombreuses femmes estiment même inutile de remplir la paperasse nécessaire pour une demande, sachant très bien qu'elle serait refusée, et se débrouillent comme elles peuvent pour faire garder leur enfant quand elles travaillent.

Dans une ville comme Paris, ce n'est pas quelques milliers de places dans les crèches qu'il faudrait, mais des dizaines de milliers.

Pourtant, le 6e Plan prévoit la création d'ici 1975 de seulement 1.275 places nouvelles. On envisage « par la suite » dans un avenir indéterminé 2.500 places nouvelles. Enfin, un domaine où on ne nous berce pas de belles promesses.

Le prix, variable, est en général d'au moins 12 francs par jour, c'est-à-dire, cher ! Et il faut prouver qu'on est un « cas social » pour ne payer que un franc « dans les crèches subventionnées par la mairie » — ce qui en restreint le nombre.

De plus les crèches ne sont pas équipées pour recevoir les enfants souffrants et dès que l'un d'entre eux a un peu de fièvre, les crèches — à juste titre du point de vue médical — refusent de le prendre et la mère se trouve obligée de téléphoner à son patron qu'elle ne peut se rendre à son travail.

La plupart des mères doivent donc continuer à se débrouiller avec des moyens de fortune. Ou bien elles ne se débrouilleront pas du tout et renonceront à travailler.

A quand les paris légaux sur le rugby et le football ?

Les députés aiment le sport. A tel point qu'il existe une « Union des parlementaires pour le sport ». Son distingué président, le député (républicain indépendant) Bernard Destrenau ne peut plus supporter l'indigence des installations sportives en France. Pour être député on n'en est pas moins ingénieux, et notre président a trouvé un moyen de faire financer par l'Etat l'équipement sportif de la Nation, mais sans que ça amputе le budget d'un centime (ça pourrait même en rapporter).

Il s'agit d'établir sous monopole d'Etat des concours de pronostics sur les matches de football et de rugby à XV. Non seulement d'après le calcul de ce fin député, cette opération rapporterait au minimum 20 millions de F par an à l'Etat, mais elle offrirait de multiples avantages d'ordre éducatif et moral. C'est le député qui l'a dit : « Les concours offriraient une diversion à une jeunesse qui s'ennuie et dilapide parfois son argent de poche dans l'alcool et la drogue. » Et après tout « Le goût du jeu, l'acceptation d'une certaine forme de risque, n'est pas, par principe, nuisible à la formation des caractères... » Et ce n'est pas fini : « Un certain nombre de parieurs, ou tout au moins leurs enfants, seraient pris du désir de pratiquer eux-mêmes le sport qui est l'objet de leurs enjeux. » C'est évident non ? D'ailleurs, il suffit de regarder autour de soi, de voir les innombrables parieurs du P.M.U. qui pratiquent l'équitation après la queue au tabac du coin le dimanche matin, pour s'en convaincre.

Jusqu'à présent, le gouvernement français (oh combien préoccupé par la moralité publique) était contre l'institution des concours de pronostics. Mais dit-on dans les milieux bien informés, « pour la première fois une évolution plus favorable se dessinerait dans l'entourage du premier ministre » qui comme chacun sait, soigne sa ligne et sa forme dans ses footings du petit-matin.

La raison d'Etat a ses mystères et ses miracles, et pour que les choses deviennent morales, ne suffit-il pas que l'Etat en prenne le monopole ?

Ce n'est pas la régie des tabacs qui nous contredira...

Un centre P.M.U. à Paris : c'est tous les jours la cohue et l'attente fébrile... L'Etat y trouve son profit. (Photo L.O.)

Le ramassage scolaire: marche... ou crève !

Poursuivant sa politique d'austérité, l'Etat à diminué sa part de dépense dans le ramassage scolaire. Sa participation passe dorénavant de 65 à 50 % de ses dépenses. Qui épongera le déficit ? Les collectivités locales et les familles. A quel prix ?

Le coût du transport des élèves varie selon les régions, selon la distance de la maison à l'école, selon la configuration géographique et les conditions climatiques des régions traversées. On compte, en moyenne, que le coût du transport d'un élève équivalait à 214 F en 1968 dans le Haut-Rhin et à 636 F en Corse. Evidemment ce sont les régions déjà les plus dépourvues en transport qui pâtiront le plus des mesures gouvernementales.

Par ailleurs, plus de 60.000 enfants qui jusqu'à présent bénéficiaient de la subvention, s'en trouvent maintenant écartés. Il s'agit de tous ceux qui, à la campagne, habitent à moins de 3 km de leur école, et des citadins qui habitent à moins de 5 km de leur école.

Ceux-là, à défaut de pratiquer du sport convenablement dans leurs centres d'éducation respectifs pourront toujours s'exercer à la marche quotidienne et obligatoire par temps de pluie comme de neige s'ils n'ont pas de quoi se payer le transport.

L'Etat a décidé de faire payer aux usagers les déficits du secteur public. Ce sont évidemment les régions les moins peuplées qui sont les moins rentables au point de vue des transports. Qu'elles « marchent » (au sens propre du terme) ou crèvent a décidé l'Etat, mais elles ne l'entendent peut-être pas ainsi. Dans le département de la Creuse, l'Union des Maires vient d'adresser au préfet une vive protestation. De leur côté, les parents d'élèves de la commune de St-Léger-le-Guérétois ont décidé de ne plus envoyer leurs enfants en classe pour une durée indéterminée.

une société faite pour les jeunes...

FOYER DES JEUNES TRAVAILLEURS DE CACHAN

l'augmentation des loyers provoque des remous

DEJA, en août 1969, l'ALJT, Association pour le logement des jeunes travailleurs (association à but non lucratif mais, en fait, contrôlée par la SCIC, société de construction, fort liée à la Caisse des Dépôts,et dont on peut difficilement dire que son but n'est pas lucratif), avait jugé nécessaire de porter le montant des loyers de 300 à 330 F ; cette augmentation n'avait rencontré aucune opposition organisée de la part des résidents. Mais, lorsque ceux-ci apprirent que pour le nouvel an la Direction entendait leur offrir en étrennes une nouvelle augmentation de 30 F le mécontentement fut porté à son comble.

En effet 360 F par mois pour une chambre et 25 repas de qualité très médiocre cela fait beaucoup pour les jeunes travailleurs résidents parmi lesquels ceux qui ne gagnent que 700 à 800 F par mois ne sont pas rares.

La grève des loyers est décidée

Un certain nombre de résidents du Foyer de Cachan se réunirent donc pour tenter d'empêcher l'augmentation prévue.

Des tracts furent distribués réfutant l'argumentation de l'ALJT qui tentait de justifier l'augmentation.

Pour que l'augmentation ne puisse se réaliser, un seul mode d'action était possible : la grève des loyers. Les modalités proposées étant les suivantes :

— A l'ALJT les résidents ne versaient pas un sou.

— 230 F (soit le prix de la chambre seule) étaient versés à la caisse des dépôts et consignations par l'intermédiaire d'un comité de grève qui serait élu par les résidents.

— Par ailleurs chacun se débrouillait pour manger à l'extérieur du foyer.

— Une assemblée fut convoquée pour le 23 pour décider de la grève. Les 70 présents décidèrent la grève à l'unanimité.

70 sur 248 cela peut sembler peu, mais il faut tenir compte du fait qu'il est rare de trouver tous les résidents présents à la fois dans le foyer à cause de leurs horaires différents (certains sont en équipe, etc.). D'autre part la réunion avait lieu en pleine période de fêtes et beaucoup étaient absents du foyer pour quelques jours.

La « trève des confiseurs » allait jouer contre les grévistes : le foyer se vidait (un grand nombre de résidents faisaient le pont). Rares étaient ceux qui osaient « être dans les premiers » à verser leur 230 F au comité de grève.

Au début janvier, la situation se stabilise : le comité de grève avait perçu à peine une trentaine de loyers, mais le directeur n'était pas plus favorisé (malgré les bruits qu'il faisait courir).

Les manœuvres d'intimidation du directeur

Devant cette vaste hésitation, le comité de grève décida de convoquer une nouvelle réunion le 6 janvier pour rompre l'équilibre en faveur de la grève. C'est alors que la direction dévoila sa « poigne ». Le 5 au soir en rentrant au foyer les résidents pouvaient voir apposée sur la loge du gardien une affiche qui interdisait la réunion. Le comité de grève décida de passer outre - mais les hésitants, intimidés, restèrent dans leur chambre - et à 20 h 30, au self, se trouvèrent seulement quelques résidents (une petite trentaine). Mais parmi eux, on pouvait observer 3 hôtes de marque : Lechesne, directeur du foyer de Cachan, son confrère De Selva et... un huissier. Sommés de s'expliquer par les résidents, ils expliquèrent, par la bouche de l'huissier, que la réunion était contraire aux intérêts de l'association, qu'elle ne pouvait avoir lieu et que si les résidents voulaient la tenir malgré tout, l'huissier « ferait un constat ». Une vive discussion s'ensuivit au cours de laquelle certains ne cachèrent pas au directeur leur façon de penser ; l'huissier prit des notes d'un air menaçant.

Enfin, la direction refusant de poursuivre la discussion, les résidents déclarèrent ne pas tenir la réunion et attendirent le départ des 3 individus. Ceux-ci partis, la réunion eut lieu mais ce fut pour constater que la grève, pour cette fois avait échoué.

Malgré l'échec de la grève, l'expérience n'aura pas été négative

Malgré l'échec de la grève, on ne peut pas dire que l'action ait été négative :

- Conscients dès le départ des conditions défavorables dues à la période pendant laquelle a eu lieu l'action, qui ont, en outre, empêché que des contacts suffisants soient pris avec les autres foyers, ceux qui l'avaient organisée ne sont nullement découragés, bien mieux, ils ont acquis une certaine expérience qui leur sera bien utile à la prochaine augmentation (les mauvaises langues parlent d'un loyer de 400 F au mois de Juin).

- La direction qui, habituellement, voudrait bien se faire passer aux yeux des résidents pour une « seconde maman » a dû dévoiler les méthodes qu'elle est capable d'appliquer (intimidations diverses, conversations téléphoniques interceptées, utilisation de l'huissier) dès que ceux-ci refusent de se laisser tondre au gré de L'ALJT... ou de la SCIC.

Actuellement un certain nombre de résidents s'attellent à la construction d'une association de défense de leurs intérêts... La prochaine fois, avec ou sans huissier(s), la direction risque d'avoir bien du mal à imposer sa hausse.

Correspondant L.O.

Un lecteur nous communique :

Grève scolaire à PAIMPOL *(Côtes-du-Nord)*

DEPUIS la rentrée, l'école primaire de garçon de Paimpol (250 élèves) est installée dans des baraques insalubres et qui menacent de tomber en ruines : elles datent de la Libération et ont été achetées par la commune de Paimpol à la Ville de Lorient il y aura bientôt 20 ans ; de plus elles sont implantées dans une zone humide et innondée par l'eau de mer qui remonte par les égoûts lors des grandes marées.

Avant la dernière rentrée, ces 250 élèves étaient installés dans le même groupe scolaire que le C.E.G. Mais ce C.E.G. étant intégré dans un C.E.S. existant par ailleurs, toutes les classes du C.E.G. ont été nécessaires pour les élèves du C.E.S. La municipalité a alors décidé que les garçons de l'école primaire seraient hébergés dans les « baraques du champ de foire » qu'ont déjà fréquentées de nombreux Paimpolais. La municipalité avait accepté la solution car elle la croyait très provisoire : en effet, elle avait obtenu le financement d'une école primaire nouvelle dont les plans sont déjà établis, et le terrain en voie d'acquisition — suivant les prescriptions du préfet lui-même... Mais quelques semaines après la rentrée, on apprit que les crédits ne pourraient être débloqués avant plusieurs années. Austérité ! Il ne restait donc plus aux 250 élèves qu'a attendre la construction d'un deuxième C.E.S... dans quelques années pour réintégrer leurs anciennes classes.

Les parents ont refusé cette solution et n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école pendant une semaine, du lundi 12 au samedi 17 janvier ; grève suivie à 98 %. Une entrevue des responsables du Conseil des parents d'élèves (Fédération Cornec) à l'Inspection académique et à la Préfecture ne leur a pas apporté satisfaction : 6 « classes mobiles » (pour 11 classes)) ont été proposées pour régler le problème.

N'est-il pas scandaleux qu'en 1970 l'Etat n'ait que des baraques à offrir en guise de classe aux petits Paimpolais ?

dans les hôpitaux

HOTEL-DIEU (Paris)

quand l'hôpital propage la maladie

DANS une salle de la maternité de l'Hôtel-Dieu, à Paris, au cours de la deuxième semaine de janvier, une malade a été traitée pour un cancer des organes génitaux.

La plaie de cette malade s'infecta de pyocyanique, l'un des agents pathogènes les plus redoutables. Ceci est déjà fort grave. Mais il y a pire.

En effet, contre un tel microbe, d'une grande facilité de propagation, les conditions d'aseptie devraient être extrêmement rigoureuses si l'on veut éviter la contagion de cette infection.

Mais, dans cette salle, par manque de matériel, on n'en a rien fait.

C'est ainsi que, par manque de boîte de pansement, les infirmières ont eu recours au contenu de deux « boîtes d'accouchement », prises dans la salle voisine.

Aucune stérilisation, même la plus « correcte » qui soit ne peut écarter le danger de contamination, en particulier pour les nouveau-nés.

Et ce qui devait arriver s'est produit : deux bébés sont contaminés par le pyocyanique à la suite de l'utilisation de ce matériel.

Voilà ce qu'on appelle soigner dans les hôpitaux parisiens.

Correspondant L.O

HOPITAL d'ISSY-LES-MOULINEAUX

pas d'argent, pas de soins

SOUFFRANT de maux de tête après être tombée la veille sur le verglas, une employée d'une entreprise voisine prit récemment un bon de sortie pour se rendre à l'hôpital d'Issy-les-Moulineaux. Après trois heures d'attente, le médecin qui l'examina l'envoya au service radiographique avec les papiers nécessaires. Mais arrivée là, on lui demanda d'abord d'acquitter la somme de 47,90 F, ce qu'elle ne put faire, n'ayant pas sur elle l'argent nécessaire. Il ne lui restait plus qu'à s'en retourner, ayant perdu pour rien une journée de salaire et ne pouvant se permettre d'en perdre une seconde.

Autrement dit, avant de glisser sur le verglas, n'oubliez surtout pas de vous munir d'argent : les affaires sont les affaires !

Correspondant L.O.

CARBONE-LORRAINE (Gennevilliers)

pourquoi on envisage la suppression du pointage

D'APRES certains bruits qui courent dans l'usine depuis la fin décembre, il serait question de supprimer les horloges pointeuses. La maîtrise aurait pour consigne de renforcer la surveillance et de signaler tous les retards afin de permettre à la direction de comparer les résultats avec les cartons de pointage. Et si le nombre de retards signalés par les chefs correspondait à celui donné par les cartons de pointage, les horloges pointeuses seraient supprimées. Les chefs auraient pour mission de les remplacer.

On voit déjà par là que rien ne sera changé pour les travailleurs. Et de toute façon, les portes fermant à l'heure pile, ceux qui arrivent en retard sont obligés de se faire délivrer un « bon de retard » soit à la loge du gardien jusqu'à 8 h (le travail commence à 7 h), soit au service du personnel après 8 h. Le retardataire doit présenter ce bon qui porte son nom, son numéro, son service et l'heure à laquelle il est entré dans l'usine, à son chef de service.

Les retards seront donc toujours sanctionnés, deux minutes signifieront un quart d'heure de moins sur la paie.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette mesure n'a rien d'avantageux. Elle n'est qu'une manœuvre de plus de la direction pour se donner une teinte sociale et faire croire à son libéralisme. Le tout à moindre frais, bien sûr !

Correspondant « L.O. ».

U.A.P. - ASSURANCES (PARIS)

la direction supprime le pointage mais renforce le contrôle

DEPUIS le 1er janvier, la fusion est effective entre les trois compagnies d'assurance : l'Union, l'Urbaine et la Séquanaise qui forment le groupe U.A.P., et dans le but d'uniformiser les conditions de travail dans les trois entreprises, le pointage a été supprimé à l'Urbaine-Seine comme à l'Urbaine-Incendie.

Mais cette « suppression » du pointage ne s'est pas traduite par une liberté plus grande pour le personnel, bien au contraire. Elle a conduit à un renforcement plus grand du contrôle tant pour les cadres que pour les employés.

Maintenant, le contrôle des retards s'effectue au niveau de chaque service par un cadre responsable, chaque retard étant consigné dans un registre précisant l'heure d'arrivée et le motif du retard.

Auparavant, le pointage se faisait dans les halls d'entrée, le matin à 8 h 30, le soir à 17 h 25. Maintenant, à 8 h 30 et à 17 h 25, il faut être non plus en bas mais dans les bureaux. Pour ceux qui travaillent au rez-de-chaussée, cela ne change pas grand-chose, mais pour ceux qui travaillent aux étages, cela implique d'arriver deux ou trois minutes plus tôt. Et pour ceux qui habitent en banlieue, cela veut parfois dire prendre le train ou le car précédent qui est parfois une demi-heure avant.

Dans certains services, ce contrôle humain donne une petite marge de manœuvre aux employés, le cadre ne passant que vers 8 h 35. Mais, dans d'autres services, les cadres prennent leurs rôles d'horloges très au sérieux et, montre en main, signalent ceux qui osent être une minute en retard. Et comme signaler ou non un retard est laissé à l'appréciation du cadre responsable, cela fait dire à certains qu'au moins le pointage mécanique était objectif.

Quant aux cadres en général, ils n'étaient pas eux, soumis au pointage. Mais à partir du 1er janvier, eux aussi subissent le contrôle et doivent être à leur poste dès 8 h 30. La direction entend ainsi leur montrer qu'ils ne sont que des employés comme les autres et qu'elle peut quand elle le veut leur supprimer les avantages dont ils jouissaient.

En définitive, la suppression du pointage après quinze jours d'expérience n'est généralement pas considérée comme une amélioration. Et même, dans les services où le cadre responsable est particulièrement pointilleux, les employés pensent que leurs conditions de travail se sont aggravées.

Correspondant Lutte ouvrière.

INTERTECHNIQUE (PLAISIR)

les syndicats attirés par les miettes de la participation

COMME dans de nombreuses autres entreprises, la participation est à l'ordre du jour à INTERTECHNIQUE, et comme partout ailleurs, la baudruche gonflée ne contient pas grand-chose. Voyons ce qu'il en est.

Le bilan d'I.T. pour 1968 ne permettant pas de donner de l'argent pour l'intéressement, compte tenu des critères retenus par le gouvernement (et pourtant les affaires sont assez florissantes), le Conseil d'administration a voté une somme spéciale pour l'intéressement qui, grosso-modo, représente entre 200 F et 300 F en moyenne par travailleur, pour une année. On voit déjà que la portion est très congrue. Mais ce n'est pas tout puisqu'il faut attendre cinq ans pour toucher cette maigre somme aux termes mêmes de la loi.

C'est là qu'intervient la participation, au sens où l'entend le gouvernement, c'est-à-dire la participation des syndicats à la gestion de ce petit pécule pendant ces cinq ans d'internement. Et il faut dire que de ce point de vue l'opération gouvernementale marche bien à Inter-Technique.

Les « indépendants » de la C.F.T. voulaient un plan d'épargne d'entreprise où l'argent bloqué de l'intéressement pourrait permettre d'acheter des actions de différentes S.I.C.A.V.

La C.F.T.C. voulait une distribution d'actions de l'entreprise aux travailleurs.

La C.F.D.T. voulait que l'argent soit placé à Interexpansion, le fond commun de placement dont elle est actionnaire.

La C.G.T. était pour un compte courant bloqué pendant cinq ans et produisant un intérêt.

Quant au patron — Maillet —, il prônait le fond commun de placement du Crédit Lyonnais, où il avait probablement quelque intérêt...

Pendant la campagne acharnée qui s'est alors déroulée, C.G.T. et C.F.D.T. voulaient faire un référendum pour que le personnel décide des modalités de la participation ; la C.F.D.T. a même été jusqu'à réclamer des assemblées du personnel.

Finalement, à la mi-décembre, le patron s'est prononcé pour Interexpansion, C.F.T. et C.F.T.C. se sont ralliés et la C.F.D.T. a accepté de signer tout de suite. Quant à la C.G.T., elle a accepté de faire partie du conseil de surveillance qui doit contrôler la gestion d'Interexpansion et... on n'a plus reparlé de consultation du personnel.

Ce qui est significatif dans cette petite comédie, c'est que tous les syndicats sans exception se plaçaient sur le terrain choisi par l'Etat et le patron : attendre cinq ans (même s'ils expliquaient, qu'ils préféreraient avoir l'argent tout de suite), et chercher la meilleure façon de gérer et le meilleur rapport de ce petit capital. C'est ainsi que la C.G.T. réclamait un placement au taux d'escompte + 3 %, parce que cela rapportait plus qu'Interexpansion !

Mais quel besoin ont les travailleurs de ces sordides tractations, quel besoin ont-ils de voir leurs organisations se transformer en gestionnaires d'un capital dérisoire et aliéné. Si les patrons veulent compenser un tout petit peu l'insuffisance des salaires par un procédé ou par un autre, qu'ils le fassent. Mais qu'ils ne demandent pas aux travailleurs de cautionner la comédie de la participation.

Correspondant L.O.

les profits avant la sécurité

VIERZON

à l'usine à gaz, une installation vétuste, bilan de l'explosion : un ouvrier blessé grièvement

DERNIEREMENT, une violente explosion se produisit dans un atelier de l'usine à gaz de Vierzon. Une fuite était à l'origine de cet accident. Celle-ci avait été suspectée quelques jours auparavant, sans que, pour autant, des recherches sérieuses soient engagées. Cette négligence ne pardonna pas. Le mercredi 7 janvier, trois quarts d'heure après la prise du travail dans l'atelier où trois trois hommes étaient employés à souder à l'art, l'explosion se produisit.

Une dalle de béton de 10 cm d'épaisseur sauta en l'air, la porte métallique fut projetée à une quinzaine de mètres. Deux ouvriers réussirent à sortir sans trop de mal et en furent quitte pour quelques contusions. Mais un de leur camarade resta coincé sous les décombres, ce qui lui valut un enfoncement de la boîte crânienne, une fracture de la mâchoire et une cheville broyée.

Il s'en fallut de quelques minutes pour que huit ouvriers, qui venaient de quitter l'atelier, se soient également trouvés là au moment de l'explosion.

En plus de la pollution de l'air dans l'usine, les ouvriers sont maintenant à la merci d'explosion !

D'ailleurs, bien souvent, ces fuites de gaz sont dues à l'ancienneté des canalisations. Quelques semaines auparavant, dans cette même région, une conduite explosa dans une rue, ne faisant par miracle aucune victime.

Des accidents semblables risquent fort de s'accumuler si l'E.G.F. n'est pas plus décidée à surveiller l'état de son matériel. Mais, n'est-ce pas, la sécurité de ses ouvriers et des particuliers, ce n'est pas « rentable » !

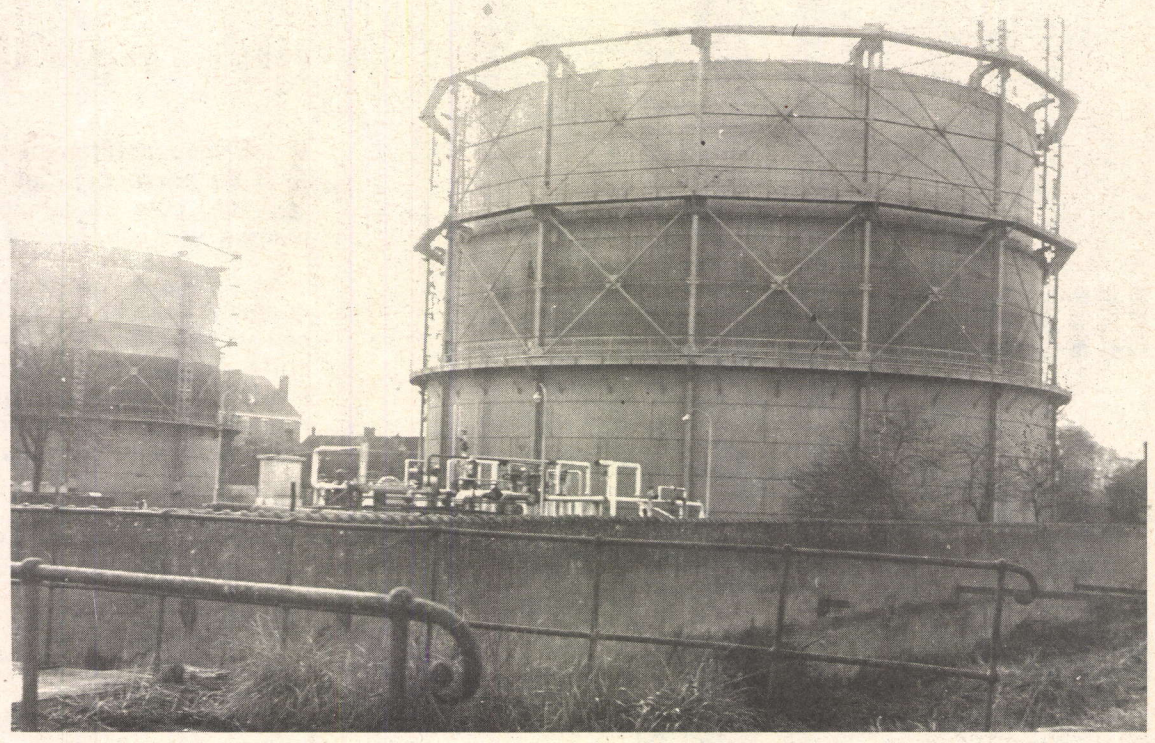


Photo L.O.

RENAULT (Billancourt)

l'explication des accidents : les cadences et la pagaille

Photo L.O.

Il paraît qu'au département 70, cela ne va pas très bien, c'est-à-dire que la production est quelque peu inférieure aux normes établies en haut lieu.

Pour rattraper ce manque à gagner, la direction fait donner de sa maîtrise. Et tous ces « dingues » de faire produire coûte que coûte, produire n'importe quoi sur n'importe quelle machine et s'il n'y a aucune sécurité « que l'ouvrier fasse attention ». Et le plus souvent cette phrase « que l'ouvrier fasse attention » est la seule sécurité prévue par la direction dans ses frais de production.

Ainsi, depuis quelque temps déjà, certains d'entre nous ponçaient des pièces avec de la toile émerie, sur un tour. La partie de la pièce à « faire briller » étant très rapprochée des mors, nos doigts se balladaient parfois dans les mors d'un mandrin qui tourne à plus de 1.00 tours/minute. On risquait de se faire happer le bras à tout moment. Le risque d'un accident existait, et ce qui était prévisible arriva lundi dernier. Un de nos camarade régleur, ponçait sur un tour des pièces dentellées. La machine tournait, paraît-il à 1.400 tours/minute. Les manches de son pull furent happées par la pièce et en quelques secondes, il fut torse nu, son pull et son maillot de corps arrachés et enroulés autour de la pièce, son estomac plaqué sur la tourelle du tour. En essayant de prendre le levier d'arrêt avec sa main gauche, celle-ci se retrouva dans le mors et charcutée. Heureusement que quelqu'un était auprès de lui au moment de l'accident et arrêta la machine.

Cet accident, la direction en est entièrement responsable. Et quand l'accident se produit faute de sécurité dû à la carence, à l'imprévoyance et au mépris de la direction en ce qui concerne notre santé et notre peau, on voit messieurs les professionnels de l'hypocrisie dire : « on ne comprend pas ». En attendant, nous sommes esquintés parce que nous sommes habitués aux risques, parce que nos exploiteurs et leurs valets nous ont habitués à risquer notre peau, car eux seuls trouvent leur compte à cet état de chose.

BATIMENT (Clermont-Ferrand)

la liste des victimes de Chambon s'allonge

Il y a quelques jours, un accident mortel s'est produit aux carrières Chambon. Le peu de frein qui lui restait ayant laché, un camion s'est mis à reculer. Le chauffeur pour l'arrêter, a tenté de monter dans la cabine ; il a glissé sur le verglas ; le camion chargé lui est passé sur le corps avant de s'écraser en prenant feu contre les rochers.

Les camions de l'entreprise sont des tas de ferraille ambulants (de peur de ne pas pouvoir les remettre en route, on ne les arrête pas entre midi et deux heures), parfois sans pare-choc ni pare-brise ; aucune norme de sécurité n'est respectée quant à la charge ou aux dimensions ; de plus, les freins y sont pratiquement inexistants : à la carrière, des tas de cailloux sont prévus pour les remplacer.

Tout cela, Chambon le sait. Ce sont les résultats de ses économies, des économies criminelles que notre camarade a payées de sa vie.

Une fois de plus, l'enquête conclura à une défaillance mécanique.

Une fois de plus, Chambon ne sera pas inquiété et comme par le passé il nous fera conduire sans frein jusqu'au prochain accident. A moins que nous refusions dès maintenant de travailler avec un matériel qui n'offre pas toute la sécurité voulue.

Seule notre action peut nous éviter de venir allonger la liste des victimes de Chambon.

(Extrait du bulletin «Lutte ouvrière», Bâtiment, Clermont-Ferrand.)

POLYMÉCANIQUE (Pantin)

encore un accident

UN ouvrier d'une entreprise extérieure est tombé d'une échelle et s'est gravement blessé la semaine dernière à Pantin. C'est en travaillant dans le nouveau bâtiment que la Poly et Carter font construire que cela est arrivé. On ne sait pas ce qui a causé sa chute. Mais ce qui lui est arrivé ne risque pas d'arriver à un actionnaire ou à un président-directeur général. Et c'est pourtant à construire leurs richesses que cet ouvrier s'est accidenté. Le comble c'est une fois de plus quand il a fallu amener le blessé à l'hôpital, le brancard ne rentrait pas dans l'ambulance !

Voilà qui n'est pas nouveau et qui se reproduit pratiquement à chaque accident. On ne peut parler là d'imprévoyance involontaire de la Direction, vu qu'à de nombreuses reprises ce lui fut signalé. Il s'agit bien là de crimes causés par sa pingrerie.

Ce n'est ni notre énergie, ni notre santé que la Direction économise, mais la richesse que nous créons, le fruit de notre exploitation.

(Extrait du bulletin «*Lutte ouvrière*» de la Polymécanique - Pantin.)

ASSISTANCE PUBLIQUE

la vie humaine est bon marché

RECEMMENT une infirmière de l'hôpital d'Ivry s'est tuée en tombant dans une cage d'ascenseur.

Elle a ouvert la porte palière, dont le système de blocage ne fonctionnait pas, alors que la cabine n'était pas là.

Or, ce système de sécurité des ascenseurs est non seulement fort courant, mais obligatoire. Mais à l'Assistance Publique, comme dans tous les services publics, on fait des économies sur tout, y compris sur la surveillance et la réparation du matériel.

Un mort, cela coûte peu à ceux qui établissent le budget annuel !

Correspondant L.O.

la grève de la faim

une arme inefficace

APRES les grèves tournantes, les grèves par secteurs, les grèves catégorielles, les grèves bouchon, les grèves du zèle, on assiste à un nouveau mode de lutte : expérimentée à Saclay. Elle a été reprise plus récemment par des militants C.F.D.T. des Nouvelles Galeries de Nice et Lille. Ils demandaient l'ouverture de négociations avec la direction de l'entreprise. Ils en ont finalement obtenu la promesse.

Il n'était évidemment pas exclu que sur ce point précis ils obtiennent satisfaction. Discuter interminablement autour d'un tapis vert, le patronat, qu'il soit des Nouvelles Galeries ou d'ailleurs peut toujours l'accepter. Qu'est-ce que cela aura prouvé ? Obtenir satisfaction sur des problèmes plus sérieux, sur des revendications substantielles, ce ne sont pas les quatre ou cinq ouvriers qui s'arrêteront de manger, disséminés par-ci, par-là, qui pourront y parvenir.

Les grèves de la faim, comme tous les gestes spectaculaires du même ordre, visent tous le même objectif : sensibiliser l'opinion, créer un scandale pour éveiller les consciences sur un problème donné.

Dans certains cas, évidemment, elles peuvent être tout à fait justifiées. Combien de prisonniers politiques à travers le monde n'ont-ils pas été contraints d'y recourir. C'était la dernière arme qui leur restait pour obtenir qu'on les prenne en considération. C'était la seule façon qu'ils aient eu de se faire entendre de l'extérieur, de faire connaître leur situation et obtenir des améliorations.

Mais dans le cadre d'une action revendicative ou d'une action contestataire contre le patronat, le gouvernement, le capital ou l'oppression en général, c'est une arme qui ne peut en aucun cas se substituer à un mouvement de masse. Eveiller l'opinion, n'est possible que si celle-ci est déjà sensibilisée au problème qu'on veut lui faire découvrir. Si par exemple le geste de Jan Palach en Tchécoslovaquie a soulevé tant d'échos, c'est qu'il s'adressait à une opinion déjà exacerbée contre l'oppression exercée par les Russes. Mais son efficacité pour infléchir la politique soviétique s'est révélée nulle, évidemment.

Les grèves de la faim en France peuvent faire reculer une direction inquiète du scandale sur une question de forme comme d'accepter ou non la discussion avec les syndicats. Sur les problèmes de fonds intéressant la condition des travailleurs, il faudra d'abord l'affamer plutôt que de s'affamer soi-même pour la faire céder.

Face à l'impuissance des grandes formations ouvrières, à leur incapacité de mener à la victoire une lutte de masse comme l'a été celle de mai 1968, certains militants déçus ont perdu confiance dans les mouvements d'ensemble de la classe ouvrière. Ils recherchent dans la lutte individuelle, dans le geste spectaculaire, la panacée, l'arme miracle qui fera reculer le capital.

Le problème est encore plus critique dans une entreprise comme les Nouvelles Galeries où la dispersion du personnel, le manque de traditions d'organisation et de luttes, rendent un mouvement de grève peut-être plus difficile que dans d'autres entreprises. Militer dans cette perspective, travailler à organiser les travailleurs, à les rendre conscients des nécessités et des possibilités de la lutte est pourtant la seule voie.

Il ne sert à rien d'employer des moyens — même spectaculaires — qui ne correspondent absolument pas aux objectifs qu'on se fixe. Refuser la seule arme capable de vaincre le capital, c'est-à-dire l'organisation efficace de la classe ouvrière, revient à refuser de considérer les problèmes avec réalisme et à aller inévitablement à la défaite. La voie de la libération ouvrière est ailleurs.

S.N.I.A.S. (NORD-AVIATION) - BOURGES

des promesses qui ne valent pas cher

LE mécontentement est grand parmi l'ensemble du personnel. Les augmentations accordées en ce mois de janvier ne sont pas du tout à la hauteur des espérances.

Le principe de ces augmentations, entrant théoriquement dans le cadre du rattrapage des salaires sur ceux de la région parisienne, avait été acquis à la suite de la grève de novembre. Et les dirigeants syndicaux avaient bien promis de veiller à leur juste répartition. Mais une fois le personnel démobilisé, adieu belles promesses...

Sur environ 2 800 personnes que compte l'usine, moins de 600 ont eu droit à une augmentation. Et les critères retenus sont loin de correspondre, dans la plupart des cas, à une volonté de relever les salaires les plus bas. Bien au contraire. Les premiers bénéficiaires de ces augmentations sont les non-grévistes. Ce sont eux également qui détiennent la palme quant aux promotions : qui chef d'équipe, qui contremaître, qui chef d'atelier...

On comprend que la Direction ait préféré, pour éviter une explosion de colère, distribuer les avis d'augmentation service après service.

On comprend aussi que de nombreux travailleurs se sentent grugés. Ils n'avaient pas fait une semaine et demie de grève pour les cadres et leurs protégés. Et ce sont pourtant eux qui en bénéficient !

Quant aux dirigeants syndicaux, on leur pardonne difficilement leur attitude. Ils en avaient pourtant promis des choses, quand il s'agissait de faire reprendre le travail ! Aujourd'hui, ils ne savent que répondre « amen ».

Ils auront réussi à écœurer de nombreux travailleurs et à leur faire perdre confiance dans la grève... Jusqu'au jour où ceux-ci refuseront de se laisser mener par le bout du nez.

Correspondant L.O.

S.E.V. - MARCHAL (Issy-les-Moulineaux)

" nous ne sommes pas des esclaves " disent les travailleurs africains

MARDI 13 janvier, les ouvriers de la S.E.V. Marchal (Issy-les-Moulineaux) ont eu l'honneur de recevoir la visite du directeur, qui n'a guère l'habitude de cette descente aux enfers.

La S.E.V.-Marchal, usine spécialisée dans l'équipement électrique des véhicules, a le triste privilège de tenir la lanterne rouge des entreprises de la région parisienne aussi bien pour le bas niveau des salaires que pour l'archaïsme de l'organisation du travail et les conditions de travail infernales.

Des OS, surtout des femmes, Yougoslaves, Portugaises et Espagnoles notamment, fabriquant des pièces pour un salaire horaire minable qui varie à la tête du client, sous la surveillance d'une maîtrise raciste, voilà un des traits caractéristiques de cette entreprise qui tire ses profits de la surexploitation éhontée des travailleurs immigrés. C'est ainsi que les travailleurs africains sont systématiquement engagés comme manœuvres et sont condamnés à le rester jusqu'à ce qu'ils quittent la « maison ». Aucun espoir de « promotion », aucune chance d'échapper à un taux horaire voisin de 3,50 F, même si leurs capacités professionnelles dépassent largement celles de manœuvre. D'ailleurs, c'est bien simple, la quasi-totalité des manœuvres sont Africains à la S.E.V. et la maîtrise fait systématiquement obstruction à toute demande pour passer OS.

Dernièrement, mardi 13 janvier, à l'atelier 156, une fois de plus ces travailleurs ont pu se faire une idée de la considération dont ils jouissent auprès de la Direction. Il faut rappeler que leur travail consiste à accourir dès qu'un OS leur fait signe (et la maîtrise veille à ce qu'il n'y ait pas de temps morts) : ils doivent transporter des caisses de pièces lorsqu'elles sont pleines d'un bout à l'autre de l'atelier sur des chariots... ou à bout de bras (ce qui représente souvent quelques 40 kg à soulever de la sorte). Voici pour tous les jours...

Mais ce jour-là, juste avant la revue du grand patron, le chef de l'atelier 156 alla demander un service bien particulier à son collègue d'à côté, le chef du Traitement thermique, un raciste notoire : il le pria de le « débarrasser le temps qu'il fallait de ses Noirs ». *Le chef du Traitement thermique s'empressa d'accepter et lui rendit la « cargaison » dès que le grand chef fut parti.*

Les travailleurs africains, comme on s'en doute, n'apprécièrent pas cette attention. Qu'ils aient paru à leurs chefs encombrants, faisant honte à l'entreprise du fait de leurs conditions de travail dignes du XIX[e] siècle, ou simplement qu'ils aient été jugés peu décoratifs et indignes du regard du grand-ponte, ces camarades ont eu le clair sentiment d'avoir affaire à des négriers. Ils ne se sont pas gênés pour aller le leur dire : « Quand le patron passe tu n'as plus besoin de nous... Mais maintenant tu veux qu'on vienne travailler pour toi. Mais nous ne sommes pas des esclaves... »

Voilà un petit aperçu des rapports « humains » entre la chiourme et les ouvriers à la S.E.V. Marchal.

Quand on met un peu d'ordre dans l'usine, quand on range tout ce qui traîne dans les bureaux et dans les ateliers, on ne fait aucune différence entre les papiers, les cartons, les caisses... et les manœuvres Noirs momentanément « indésirables ».

(Correspondant L.O.)

Un bel ordonnancement qui n'exclut pas... une belle pagaille.

RENAULT (Billancourt)

la pagaille ne déplait pas à tout le monde

LA Régie Renault est une grande entreprise moderne dont le P.D.G., M. Dreyfus est très fier. Il vient de le rappeler à la télévision à propos des 25 ans de la R.N.U.R.

Pourtant, vue de l'intérieur, c'est la pagaille qui règne en maître. Compte tenu des cadences, tout manque à l'usine : les hommes, la place, le matériel.

Le matériel se dégrade et l'on n'arrive pas à le réparer. Les ouvriers travaillent avec le vieux matériel, et les accidents se multiplient.

Dans cette ambiance, quelques chefs de magasin de l'entretien avaient réussi à faire sortir 300 tonnes de bronze et de cuivre rouge. Il y en avait pour 18 000 000 d'anciens francs.

L'un d'eux aurait été mis à la retraite anticipée, l'autre serait en prison et les suspects sont nombreux.

En voilà qui n'ont pas attendu l'actionnariat pour se partager le capital. On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Et ceci, alors qu'à la production, le travailleur est surveillé, minuté, contrôlé. S'il oublie de rendre un outil au magasin en temps voulu, aussitôt, maîtrise, gardiennage s'acharnent sur le lampiste. On a vu des cas de licenciements pour quelques boulons soi-disant dérobés. Mais à l'échelon supérieur, certains chefaillons se permettaient d'emmener du matériel par camion.

Si la pagaille représente pour les ouvriers de la fatigue et des risques d'accidents supplémentaires, il y en a au moins quelques-uns à qui elle rapporte.

Correspondant L.O.

S. N. C. F. (Paris - Nord)

soyez bon avec les animaux

LA direction SNCF de Paris-Nord qui est pleine de prévoyance ne manque pas une occasion de se distinguer.

Les usagers de la Gare du Nord ont pu, ces derniers temps, s'en rendre compte. Mais vis-à-vis des cheminots c'est bien mieux encore.

Un de nos camarades cheminots qui travaille au central téléphonique SNCF de Paris-Nord et qui est atteint d'arthrose a demandé une autorisation pour monter en 1re classe à seule fin d'être un peu moins bousculé et de pouvoir s'asseoir.

Ce camarade qui éprouve d'énormes difficultés à marcher, habite Epinay, quand on sait combien les trains sont surchargés, c'est agréable... La direction lui a refusé l'autorisation en question, bien entendu, mais elle lui a accordé en revanche... O quelle générosité ! La possibilité de monter dans le fourgon ! avec les colis, les vélos et les petits animaux.

Et rassurez-vous, la SNCF ne lui a pas demandé de porter une muselière comme les chiens et de s'enfermer dans une cage.

Correspondant L.O.

DANS LES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

la C. G.T. contre le droit de tendance

ce n'est pas l'avis de tous ses adhérents

DEPUIS la rentrée de 1969, dans les C.E.T., la C.G.T., par l'intermédiaire du SNETP, a mis à l'ordre du jour la création d'un syndicat unique du personnel des C.E.T., syndicat qui s'affilierait à la F.E.N.

Mais pour les dirigeants de la C.G.T., il n'est pas question de faire adhérer simplement le SNETP-C.G.T. au SNETAA (F.E.N.). Et ce pour deux raisons :

La première s'explique : c'est que les statuts de la F.E.N. excluent des postes dirigeants les nouveaux adhérents (un stage de 2 ans est prévu). La seconde est moins démocratique : à la F.E.N., dans tous les syndicats qui lui sont affiliés, et en particulier au SNETAA, le droit de tendance est reconnu par les statuts. Or, de ce droit de tendance la C.G.T. ne veut pas. Elle le condamne de manière absolue.

Mais, dans les sections, bien entendu, la discussion s'est ouverte dès la rentrée sur la création de ce nouveau syndicat, avec ou sans regroupement ouvert des tendances.

Au C.E.T. du passage Turquetil un certain nombre de militants de la C.G.T. étaient en désaccord avec cette condamnation du droit de tendance. Un texte de discussion à publier dans *Le Travailleur de l'enseignement technique* (organe du S.N.E.T.P. - C.G.T.) avait été proposé par ces militants. Mais minoritaires, ils n'ont pas eu l'autorisation de l'envoyer. Pour discuter quand même de leur position avec d'autres sections, la seule solution qui restait était de s'adresser aux militants par-dessus la tête des bureaucrates.

C'est pourquoi une lettre ouverte aux militants du S.N.E.T.P - C.G.T. a été écrite et diffusée par une de ces camarades.

A la suite de cette publication, un certain nombre de syndiqués à la C.G.T. ou ailleurs, et des non-syndiqués, se sont regroupés pour discuter des *« liaisons horizontales entre sections et militants à la base »*, lutter *« contre toute forme de bureaucratie syndicale ou politique »*. Leur plate-forme se terminait par une invitation à *« venir discuter, modifier, compléter cette plate-forme et envisager les perspectives de lutte et d'action »*.

Il fut même décidé de sortir un bulletin de discussion à condition qu'un certain nombre de signatures soient réunies, notamment de membres de la C.G.T.

Le Travailleur n'a pas plus ouvert ses colonnes aux contestataires, et se contente de publier dans sa « tribune libre » les lettres des adhérents d'accord avec la suppression du droit de tendance.

Mais néanmoins, il serait faux de dire que la C.G.T. n'a pas pris ce regroupement en considération puisque le Secrétariat régional du S.N.E.T.P. a publié une note à porter à la connaissance des syndiqués dans laquelle il amalgame, selon la vieille technique, le Premier ministre, Olivier Guichard, et les signataires de la plate-forme qui *« portent leurs coups contre la C.G.T. »* et visent à *« diviser les syndiqués »*.

Et le classique « financé par qui ? » vient conclure cette « réponse ».

Pour le moment, les choses en sont là. La C.G.T. a fait circuler ce papier, mais a refusé de faire connaître les positions des opposants à ses conceptions.

Pour le moment aussi la plate-forme d'accord n'a pas encore été signée par le minimum prévu au départ (25 cégétistes et 20 autres syndiqués ou non).

Défendre le droit de tendance dans tous les syndicats est pourtant une nécessité absolue pour tous ceux pour qui la démocratie ouvrière n'est pas un vain mot.

Correspondant L.O.

PEUGEOT (Sochaux)

à propos des taux horaires des électriciens

un excellent exemple d'information utile

LES ouvriers électriciens de l'usine Peugeot à Sochaux ont publié dernièrement dans des tracts syndicaux leurs taux horaires. Certains ouvriers qui étaient réticents, au départ, pour donner le taux parce qu'ils croyaient avoir le maximum, se sont aperçus, après coup, qu'il y avait des taux encore supérieurs aux leurs, dans la même classification.

D'une manière générale, cette initiative a été très bien accueillie par les électriciens, et tous ont pu constater l'arbitraire avec lequel la direction manipule les taux pour diviser les travailleurs. Il n'est pas rare, par exemple, que deux professionnels, entrés en même temps dans une classification, se retrouvent plus tard avec des taux très différents. La fourchette varie de 4,78 F à 5,34 F pour un OS 2, de 5,20 F à 5,78 F pour un P 1, de 5,62 F à 6,31 F pour un P 2, de 6,14 F à 6,92 F pour un P 3.

La direction a dû se sentir quelque peu gênée par cette publication. Elle a dû, depuis, remonter le taux de certains ouvriers qui avaient été « oubliés ».

Les militants ouvriers qui sont à l'origine de cette publication. ont voulu dévoiler l'hypocrisie de la direction en matière de taux horaires, principalement par rapport à l'ancienneté. Car le taux n'a rien à voir avec l'ancienneté. *La direction paie en effet ce genre de chose bien à part, par des gratifications (sous forme de prime, par exemple) aux anciens pour essayer de les garder à la société et les dédommager des services que ceux-ci lui rendent en formant de nouveaux embauchés, ou en connaissant certaines « ficelles » du métier.*

Voilà donc une bonne initiative pour resserrer les écarts entre les taux d'une même classification, en se fixant finalement comme but l'unification des taux.

Correspondant L.O.

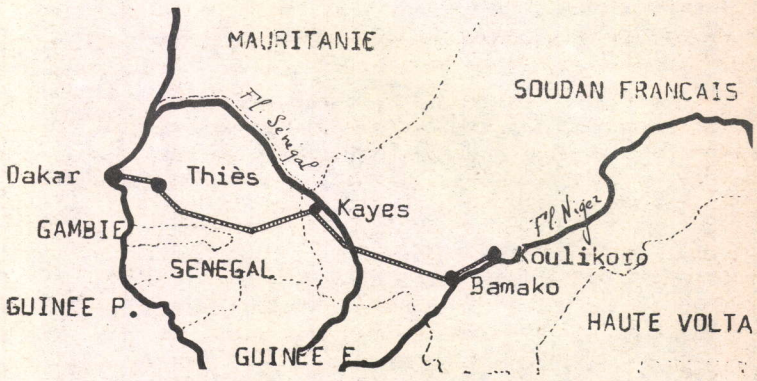
FEUILLETON

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

(BANTY MAM YALL)

ROMAN DE

SEMBENE OUSMANE



La ligne du Dakar - Niger dans l'A.O.F. de 1947

CHAPITRE X

Thiès - Penda

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

Nous revoici à Thiès, plusieurs semaines après les fusillades qui marquèrent le début de la grève.

■

LES femmes de Thiès avaient peu à peu vendu tous les objets de valeur qu'elles possédaient. Elles commençaient à s'inquiéter car les mouchoirs de tête ne trouvaient plus d'acheteurs, ni les pagnes intimes — ces bandes de cotonnades commandées autrefois aux tisserands les plus réputés et qui, maculées du sang d'une virginité, avaient fait l'orgueil des familles. Les marchands refusaient même les gris-gris les plus rares, ceux qui protègent du mauvais œil, ceux qui écartent les Djinns et les autres mauvais esprits. Mais les femmes en étaient arrivées à un tel degré d'apathie qu'elles ne sentaient même plus les blessures ainsi infligées à leur fierté. L'objet méprisé à la main, elles rentraient chez elles en faisant un détour par les terrains vagues avec l'espoir de quelques détritus, espoir qu'elles savaient vain d'ailleurs car les enfants aux membres desséchés étaient déjà passés par là.

Plusieurs épouses de grévistes avaient pris l'habitude de se retrouver chez Dieynaba, la marchande. Dieynaba n'avait plus rien, ni malo, ni bassi, et elle passait des journées entières à sucer le tuyau de sa pipe éteinte faute de tabac. Elle écoutait les plaintes des femmes, les injures à l'adresse des « propriétaires des machines ». On venait près d'elle pour être encouragé. Elle poussait à la résistance.

Ce jour-là, comme Mariame Sonko, épouse de Balla le soudeur, revenait du marché avec une petite provision de racines de manioc vieilles d'au moins deux saisons, elle vit Dieynaba entourée de femmes et d'une ribambelle de mioches qui venait de trancher la tête d'un vautour pris au piège. Dieynaba leva le bras en tenant l'oiseau par les pattes ; le sang qui dégoulinait le long du coup blanc tacha ses pieds de rouge.

— Voilà ce que nous avons à manger aujourd'hui, un *tâne* (1). Personne de vous n'a jamais goûté un tâne ? Il ne vit que de charognes et de résidus, mais nous ferons comme lui, nous le mangerons et nous n'en crèverons pas !

A l'heure du repas, le vautour, bien qu'assaisonné de beurre de karité et accompagné de manioc, sembla très fade ; à chaque bouchée, il fallait ajouter du sel. Lorsqu'elle avalait un morceau, Mariame hésitait un instant, attendant dans son ventre la douleur d'une mort foudroyante, mais rien ne se produisit. Maïmouna, l'aveugle, ne toucha pas à la viande fétide, son dernier bébé avait la colique et elle avait peur pour son lait.

Après les repas du soir, quand repas il y avait, les femmes se réunissaient autour des anciennes. On palabrait à longueur de soirée. Parfois un silence s'établissait, pesant, entrecoupé de soupirs. Alors, pour éviter cet envoûtement de la faim, cet anéantissement dans une appréhension que la vie en commun semblait rendre plus lourde, une femme se mettait à chanter un couplet, deux couplets, puis une autre reprenait le chant : chacune ajoutait une strophe de son cru et dans la nuit montait un chant, un chant que les femmes dédiaient aux hommes.

Lorsque Penda revint à la concession après une absence de quelques jours — elle avait suivi un homme et vécu un temps avec lui — tout le monde était couché. Il faisait nuit et la terre qui se reposait, elle aussi, était fraîche à ses pieds. Penda était coutumière de ce genre de fugues et personne n'essayait plus de la retenir. Dès sa plus tendre enfance, elle avait donné des preuves d'une indépendance qui n'avait cessé de croître avec l'âge. Jeune fille, elle semblait haïr les hommes et avait repoussé tous ceux qui étaient venus la demander en mariage. A la mort de sa mère, elle avait été adoptée par Dieynaba, la seconde femme de son père, qui lui avait donné l'une des cahutes de la concession. C'est là qu'elle vivait depuis plusieurs années, ou, du moins, c'est là qu'elle revenait après ses escapades.

Comme elle entrait ce soir-là dans sa cabane, elle entendit une voix qui demandait sur un ton apeuré :

— Qui est là ?

— *Mana,* c'est moi, moi la propriétaire de cette paillote ! — La voix de Penda était dure, elle avait l'habitude de rudoyer les gens. — Allume, ajouta-t-elle, que je puisse te voir, et tu m'expliqueras ce que tu fais chez moi...

— C'est Dieynaba qui m'a dit d'habiter ta cabane pendant ton absence, dit Maïmouna l'aveugle, en serrant contre elle son bébé.

On ne la voyait pas, mais les grincements du lit trahissaient ses moindres mouvements.

— Allume, je te dis ! Je ne vois rien dans ce trou, je ne suis pas aveugle, moi !

— Mais, moi, je suis aveugle...

— Pas d'histoire, je sais que tu es avec un homme !

— En dehors d'Adama, ma propre fille, et de moi, il n'y a que Dieu dans cette cabane.

Penda avança à tâtons, se cogna aux murs, et jura :

— Allume, *Vaï,* ce que tu es têtue !

— Je te dis que je suis aveugle et je n'ai pas d'allumettes.

Enfin Penda atteignit le lit, elle tâtonna, attrapa la cheville de Maïmouna, sa main remonta le long de la jambe, palpa le corps de la fillette qui gémissait, erra sur le visage de l'aveugle.

— Couche-toi, dit Maïmouna, tu vois bien que je suis seule et demain ne sera pas long à venir. Je vais me mettre au fond et la petite entre nous... à moins que tu ne veuilles que je couche par terre ?

— Couche où tu veux !

Ce furent les derniers mots de Penda.

Après avoir en vain cherché ses allumettes dans ses cachettes habituelles, elle finit par gagner le lit et demeura allongée sur le dos, les yeux ouverts, tandis que le bébé geignait doucement.

Dès le petit jour, Maïmouna se glissa hors du lit et, avec d'infinies précautions, sortit de la cabane, le bébé endormi dans ses bras. Non loin, on entendait un bruit de poulie qui grinçait, les femmes étaient déjà au puits. L'aveugle se dirigea vers Dieynaba qui broyait entre ses doigts boudinés des feuilles d'arbustes dont, faute de tabac, elle bourrait sa pipe, et lui raconta le retour nocturne de Penda.

— Elle n'est pas commode, ta belle-fille ! dit-elle en terminant son récit.

A ce moment survint Mariame Sonko qui était allée chercher des braises chez une voisine. Avec la pénurie d'allumettes il n'était pas bon de laisser s'éteindre les feux. Cinq minutes plus tard, toutes les femmes qui étaient revenues de la corvée d'eau, ne parlaient que du retour de Penda.

Le soleil était déjà haut lorsque celle-ci sortit enfin de sa cahute. Elle était vêtue d'une sorte de justaucorps qui moulait son torse robuste et d'un pagne noué sur le côté gauche.

— Avez-vous passé la nuit en paix, gens de la maison ? demanda-t-elle.

— Paix seulement, répondit Dieynaba, nous te rendons ton salut, Penda.

De sa démarche nonchalante, Penda se dirigea vers la maison de Mariame Sonko et prit un canari plein d'eau posé près de la porte. Elle lava soigneusement son visage et sa courte chevelure. Tout en frottant ses deux mains, elle s'adressa à Maïmouna :

— C'est toi, l'aveugle, qui couche chez moi ?

A la façon dont elle prononça cette phrase, on ne pouvait savoir s'il s'agissait d'une simple constatation ou si elle voulait faire comprendre à Dieynaba qu'elle désapprouvait la liberté prise par celle-ci.

— Oui, c'est moi, dit l'aveugle dont les yeux morts semblaient chercher le regard de la marchande. Est-il déplaisant de coucher avec une aveugle ou es-tu de ceux qui croient que voir un infirme au réveil porte malheur ?

Penda avait fini de se laver et s'essuya avec son pagne. Pendant un instant, elle regarda l'aveugle sans rien dire, puis s'adressant à Dieynaba, qui, les lèvres pincées, tirait sur sa pipe :

— Il me semble, mère, que tu aurais pu me prévenir, m'écrire...

— Et où t'aurais-je adressé la lettre ? D'ailleurs, je ne sais pas écrire...

Penda haussa les épaules et traversa la cour. On voyait encore dans ses cheveux des gouttelettes qui miroitaient au soleil. Arrivée devant sa porte, elle se retourna vers l'aveugle :

— Tu habiteras chez moi, mais rappelle-toi que je n'aime pas les mendiants ni les gens sales... Tu te nommes Maïmouna, je ne t'appellerai plus l'aveugle.

— Aveugle, ce n'est pas mon nom, en effet, mais je te remercie pour ta bonté.

---

(1) Vautour.

FEUILLETON

Penda n'avait pas attendu la réponse, elle était entrée chez elle et avait refermé la porte.

Les parois de la cabane étaient tendues d'un tissu à fond ocre rouge sur lequel se détachaient des palmiers verts. A même le tissu, étaient épinglées des gravures de mode et des photos ; les unes représentaient des acteurs de cinéma ou des chanteurs : Clark Gable, Tino Rossi, Fernandel, d'autres des femmes blanches en tenue légère qui prenaient des poses suggestives. Près du lit de bois il y avait une malle qui reposait sur des boîtes de conserve et sur la malle les objets de toilette. Penda posa sur le lit une valise de fibre aux coins pelés et en rangea le contenu dans la malle, puis, devant un miroir qui pendait à la paroi, elle se peigna soigneusement les cheveux et vérifia ses sourcils pour voir s'ils avaient besoin d'être épilés. Satisfaite, la chambre en ordre, elle se recoucha et ne tarda pas à s'endormir.

Les longs jours de grève s'écoulaient lentement, Penda et Maïmouna avaient fini par s'habituer à la cohabitation malgré que leur conversation fût réduite au minimum. Un soir cependant, Penda demanda :

— Qui est le père de tes jumeaux ?

L'aveugle ne répondit pas. Elle ne savait plus très bien elle-même si elle désirait se souvenir de cet homme. Son infirmité la privait de sa condition de femme. Quel homme aurait voulu dormir avec une aveugle ? Toute sa vie s'était reportée sur la fillette qui lui restait et dont ses mains, à défaut des yeux, connaissaient si bien le petit corps amaigri.

Penda, qui feuilletait un vieux catalogue de mode couvert de taches de graisse, dit encore :

— Je le saurai ! — Puis elle ajouta : — Tous les hommes sont des chiens !

Soulagée de pouvoir changer de sujet, Maïmouna répondit :

— Je ne crois pas qu'ils soient tous des chiens.

— Si tu pouvais voir leur figure après qu'ils se soient soulagés, tu te rendrais mieux compte.

— Je ne les vois pas en effet, mais, en les entendant, je devine de quel genre d'homme il s'agit.

— Hé, alors, explique-moi comment tu t'es laissée berner.

A nouveau, Maïmouna demeura silencieuse et, serrant contre elle la fillette, elle demanda :

— Elle est jolie, ma petite Adama ?

Penda regarda l'enfant souffreteuse, les yeux d'où suppurait un liquide jaunâtre.

— C'est la plus belle des fillettes, dit-elle, puis jetant à travers la pièce le vieux catalogue, elle sortit dans la cour.

Ce fut à quelques jours de cette conversation que Lahbib demanda à Penda de s'occuper de la distribution des rations aux femmes.

— Pourquoi, demanda-t-elle, ne pas donner les rations aux hommes et qu'ils se débrouillent ?

— Nous avons commencé ainsi, il s'en est suivi des disputes et nous avons craint que les femmes, en faisant pression sur leurs maris, ne les incitent à reprendre le travail. C'est pourquoi nous avons décidé de donner les rations directement aux femmes.

— C'est bien calculé, mais les disputes entre les épouses, ne les craignez-vous pas ?

— Elles sont inévitables, mais moins graves. Ce n'est pas la grève qui en est la cause.

— C'est encore vrai, dit Penda. Je suis à votre disposition.

Désormais, deux fois par semaine, Penda officiait flanquée des deux autres femmes, une plus âgée qu'elle, l'autre toute jeune et très rieuse. La distribution se faisait en plein air. Les trois femmes étaient alignées derrière une table, une pinte d'un kilo à la main, elles prenaient le riz dans des sacs placés derrière elles et le versaient dans des récipients qu'on leur présentait. Avant d'arriver à elles, la queue passait devant Lahbib qui pointait les noms aidé de Semba N'Doulougou et du fort Boubacar, car les disputes étaient nombreuses et il ne fallait pas moins de trois hommes pour maintenir l'ordre.

Tout en servant, Penda observait la file des ménagères. La lumière du jour était cruelle pour leur misère, on voyait mieux les camisoles usées, rapiécées, les mouchoirs de tête troués et effrangés. Les femmes se groupaient par quartiers ou par familles. On échangeait des nouvelles, on se lamentait, on se consolait, on se querellait et l'on espérait la venue du jour où l'on pourrait enfin calmer la faim des enfants.

A quelques pas de la table, elle aperçut Awa, la première épouse de Séne Maséne ; c'était une femme à la mâchoire carrée que tout le monde redoutait pour sa malveillance.

Penda qui n'avait personne devant elle alors que ses deux aides étaient occupées, appela :

— Approche-toi, Awa.

La femme se planta devant Lahbib, l'œil brillant, les narines ouvertes comme une chatte prête au combat. Elle répéta le nom de son mari : « Séne Maséne, cont' mait'minisier. »

— Passe, dit Lahbib en faisant une croix sur sa liste sans relever la tête.

— Tu crois que j'ai l'habitude de me faire servir par une *piting* (2) !

Lahbib se redressa :

— Je te vois venir, c'est la troisième fois en quinze jours que tu provoques une bagarre. Penda, sers-la !

Penda remplit sa pinte à ras bord, prête à la vider dans la calebasse d'Awa. Mais celle-ci s'arrêta, les poings sur les hanches, et se tournant vers la petite foule qui suivait, dit dans son français approximatif :

— Ze ne veux pas que la piting me sert !

— Ecoute, Awa, fais-toi servir et que ce soit fini, dit Boubacar.

Penda s'approcha :

— Awa, je ne parle pas le français, mais c'est moi qui te servirai, personne d'autre ! Lahbib, dis aux autres de continuer, elle passera par moi !

— Je ne parle pas avec les couche-toi-là !

Avant que les hommes aient pu intervenir, Awa hurlait comme une truie qu'on égorge. D'un bond Penda s'était jetée sur elle et, la tenant au cou, lui crachait en pleine figure. Lahbib et Boubacar eurent toutes les peines du monde à les séparer.

— Je ne veux pas de votre riz et mon mari reprendra le travail ! dit Awa en rajustant sa camisole.

Samba N'Doulougou tira Boubacar par la manche :

— Tant mieux, lui dit-il à l'oreille, ça fera un salaud de moins !

L'incident fut vite oublié, on avait trop faim, les commentaires pouvaient attendre.

Par la suite, Lahbib se félicita souvent d'avoir embauché Penda. Elle tenait tête aux femmes et se faisait respecter des hommes. Un jour qu'au syndicat où elle venait assez souvent et se rendait utile, un ouvrier lui avait maladroitement touché les fesses, elle le gifla publiquement ce qui ne s'était jamais vu dans le pays.

Le soir, elle retrouvait Maïmouna dans sa cabane. Se souvenant de sa promesse, elle lui dit un jour :

— Je cherche toujours le père de tes jumeaux.

— A quoi cela t'avancerait-il de le retrouver ?

— A moi personnellement à rien, mais je le giflerai.

— Tu n'aimes pas beaucoup les hommes et pourtant tu te bagarres pour leur grève...

Avant de s'endormir, Penda se posait parfois la même question : « Pourquoi me suis-je jetée dans cette affaire. Je n'ai rien à en retirer... »

Mais elle s'endormait avant d'avoir trouvé la réponse.

A SUIVRE.

(2) Putain.

Copyright Presses de la Cité

LES LIVRES

"Israël sans sionisme"

les contradictions d'un "nationaliste hébreu"

URI AVNERY est une personnalité très connue en Israël. Il est en effet le directeur de l'hebdomadaire *Haolam Haze* (notre Monde), un des rares journaux anti-conformistes du pays qui a toujours lutté pour l'égalité des droits des Arabes et des Juifs, la paix au Moyen-Orient et la séparation de la synagogue et de l'Etat.

De plus, Avnery est l'un des seuls membres du parlement israélien qui soit anti-sioniste (les autres étant les députés du parti communiste Rakah). Dans un pays où le sionisme (c'est-à-dire l'idéologie qui préconise le retour de tous les Juifs du monde entier en Israël) domine toutes les institutions depuis l'armée jusqu'aux syndicats en passant par les kibboutzim et les organisations d'étudiants, le fait est à signaler.

Dans son livre, Avnery montre que le mouvement sioniste ne fut que l'une des dernières vagues de l'expansion impérialiste au Moyen-Orient et que la préoccupation constante des dirigeants sionistes fut toujours de s'adresser aux puissances coloniales (Turquie, Allemagne impériale puis Angleterre) pour créer leur « Etat juif » et jamais au peuple arabe qui habitait la Palestine. D'où le conflit actuel.

En partant de là, la thèse que développe Avnery est la suivante : la population juive qui s'est installée en Palestine s'est finalement transformée en une nation hébraïque qui a des préoccupations, des problèmes et des aspirations spécifiques qui ne coïncident en aucun cas avec ceux des Juifs qui vivent dans les autres pays.

Du fait même de la naissance d'une nation hébraïque en Palestine, du fait aussi que l'immigration juive a pratiquement cessé en Israël, l'idéologie sioniste devient caduque. Elle tend donc de plus en plus à lier Israël aux communautés juives de l'extérieur, et, à la plus puissante d'entre elles, c'est-à-dire celle des U.S.A. L'alignement d'Israël sur les U.S.A. qui en résulte est donc contraire aux intérêts de la population juive de Palestine. Le gouvernement israélien doit rompre avec sa politique passée et s'adresser fraternellement à ses voisins arabes. Il doit aider à la constitution d'un Etat arabe palestinien et d'une fédération judéo-arabe, il doit donner tous les droits civiques aux Arabes d'Israël, il doit, pour s'intégrer au Moyen-Orient, devenir un Etat laïque et démocratique.

La politique de la main tendue au peuple arabe qui est celle préconisée par Avnery aurait sans doute un écho favorable chez ces derniers si, à chaque moment crucial du conflit israélo-arabe, il ne s'était retrouvé au côté des dirigeants sionistes contre le peuple palestinien. C'est ainsi qu'il a successivement voté les crédits de guerre au gouvernement israélien en juin 1967 puis, quelque temps plus tard, le rattachement à Israël de la partie est (jordanienne) de Jérusalem.

Il est dommage que nulle part dans son ouvrage, Avnery ne s'explique sur ces positions.

Mais l'attitude nationaliste qu'il a prise à plusieurs reprises se comprend fort bien à la lecture de son livre.

Avnery résume sa pensée de la façon suivante :

« Je suis un nationaliste hébreu qui désire traiter avec des nationalistes arabes. »

Concrètement, la position d'Avnery se résume ainsi, en pastichant une formule célèbre : « Juifs et Arabes, fédérez-vous en temps de paix et égorgez-vous en temps de guerre. »

En fait, malgré ses protestations, Avnery ne sort jamais du cercle vicieux de la gauche sioniste « je suis pour la paix, mais je fais la guerre car les autres m'y obligent », parce que, comme les sionistes, il refuse de voir qu'au-delà de la « nation hébraïque » existent des classes sociales antagonistes, des exploiteurs et des exploités. L'intérêt des Juifs de Palestine c'est de s'intégrer au Moyen-Orient et de se fédérer au peuple arabe palestinien. Mais l'intérêt de la bourgeoisie israélienne c'est de rester liée à l'impérialisme américain qui la finance et la soutient.

Ignorer cet antagonisme, c'est finalement, comme l'a fait Avnery, s'aligner dans les faits sur la bourgeoisie israélienne et sur la politique sioniste en proclamant bien fort que cette voie est bouchée.

ISRAEL SANS SIONISME
Editions du Seuil, 18 *F.*

Soldats israéliens. Pour l'instant ils sont vainqueurs, ils exultent. Mais combattent-ils vraiment pour leurs propres intérêts ? (Photo U.P.I.)

Télévision

Un véritable "face à face"

A la suite du drame d'Aubervilliers, l'O.R.T.F. organisait un débat sur les problèmes de l'immigration. Bref coup de projecteur sur la face cachée de notre société.

Face à face : d'un côté, le patronat et ses complices de la haute administration et de la télé, de l'autre, les travailleurs. D'entrée, la cassure fut nette.

Côté ouvrier, les récits de la réalité vécue : le logement, la nourriture, les salaires et la vie chère, les contacts humains et puis aussi les problèmes professionnels, syndicaux...

Côté gouvernemental et patronal : des statistiques et des chiffres à qui l'on fait tout dire et aussi de grands mots : terre de liberté, lieu d'asile, patrie des traditions humanitaires et autres fariboles. Un entrepreneur des travaux publics qui emploie 80 % de main-d'œuvre étrangère nous expliqua pourquoi ses ouvriers étrangers sont indignes d'avoir les mêmes droits syndicaux que leurs camarades français : « La majorité d'entre eux ne pense qu'à amasser de l'argent pour l'envoyer dans leur pays ; leur cœur n'est pas français » (sic). Les voilà bien les spéculateurs internationaux ! Enfin dénoncés !

On interroge les six ouvriers étrangers présents. L'Italien est arrivé en Lorraine en 1946. Les mineurs polonais, main-d'œuvre de l'entre-deux-guerres, repartaient vers leur pays natal ; le patronat avait un besoin urgent de travailleurs ; la guerre impérialiste avait tout rasé, il fallait reconstruire ; des sergents recruteurs parcouraient l'Italie et faisaient passer les émigrants par des filières qui évitaient les lenteurs administratives (à la frontière, une gendarmerie « compréhensive » établissait des laissez-passer).

L'enterrement des morts d'Aubervilliers. Auraient-ils dû « remercier leur patrie d'adoption de l'accueil quelle leur a réservé » ? (Photo L.O.)

Le Portugais a construit une barraque en planches dans un terrain vague pour y loger sa famille, il y est encore ; il y a quatre ans, il avait fait une demande pour une H.L.M.... redemande... Pas de réponse.

L'Algérien nous parle du colonialisme : « Je fus un étranger dans mon propre pays », de ses séquelles et du néo-colonialisme ; il nous laissa deviner sa dignité humiliée par les méfaits du racisme inavoué d'une partie de la population — même ouvrière —, conditionnée par une propagande sournoise.

En France depuis peu, le Yougoslave, l'air dubitatif, semblait penser : « Est ou Ouest, Ouest ou Est, pour les travailleurs, c'est du pareil au même. »

Le ton est amer : exécutants des basses besognes, on les traite soit en esclaves, soit en parasites.

Devant cette unanimité, l'autre parti commença à manifester impatience et courroux. Ça commençait à sentir la poudre. Ce fut le Mauritanien qui fit tout sauter. Ce « sombre » individu ne s'avisa-t-il pas de vouloir évoquer les morts d'Aubervilliers, de parler des taudis, de ces foyers sans feu où l'on meurt de froid ou d'asphyxie. Ce fut un beau tollé : « Vous sortez du sujet, c'est de la polémique ! L'émission est terminée ! » Et l'on entendait, fusant de sous le générique : « scandaleux, honteux ! Inadmissible ! » Sans qu'on sut s'il s'agissait des foyers ou du fait d'en parler.

Mais on n'avait pas tout vu. L'émission était terminée, mais on eut droit à un petit supplément.

Assise à l'écart de nos six travailleurs, se trouvait une septième émigrée, mais pas du monde du travail celle-là : une russe « blanche », de l'espèce de ceux qui n'ont rien compris ni rien oublié ; outrée par tant de propos subversifs et d'ingratitude, elle avait déjà marqué une impatience teintée de quelque arrogance. Le présentateur voulut lui laiser le dernier mot. Elle réapparut donc sur l'écran et s'écria : « Je serai donc la seule étrangère à remercier ma patrie d'adoption de l'accueil qu'elle m'a, jadis, réservé. »

Croyons-la sur parole. La classe régnante sait reconnaître les siens.

LUTTE OUVRIERE

— Le doigt sur la gazette —

Pour le père **Bruckberger** *(prêtre-cinéaste) il n'existe pas d'art véritable sans censure*

Pendant plusieurs mois, le R.-P. Raymond-Louis Bruckberger, la soixantaine passée, a promené sa [illegible] silhouette de dominicain dans [illegible] principales villes de France. [illegible] une tournée, c'était [illegible] il s'agissait. Elle [illegible] de prises de vue en témoignent. J'ai voulu faire de ce film, poursuit-il, en réaction contre certaines œuvres de fiction du type « Jour le plus long » dans lesquelles on s'est efforcé de reconstituer tant bien que mal la réalité. Vous savez, les gens de cinéma possèdent [illegible] éprouvent une espèce de nostalgie en découvrant ces images. Je suis sûr que, confusément au fond d'eux-mêmes ils regrettent de ne pas avoir vécu cette époque, de ne pas avoir connu la grande [illegible] exaltante qui fu[illegible] organisé quelque temps auparavant une tournée des Folies Bergères à travers l'Europe, et il semblait très intimidé de participer au film. [illegible]leine » en Israël, n[illegible] acteurs français. [illegible] m'embarqu[illegible]

Extrait du Télégramme de Brest

Mais le père Bruckberger n'a jamais été censuré !

Un bel exemple de démocratie !

(Extraits d'un récent numéro de MAIF-INFORMATIONS, bulletin de la « Mutuelle d'Assurances des Instituteurs de France »).

MAIF-INFORMATIONS de juin dernier lançait une enquête auprès des sociétaires sur l'opportunité d'un paiement fractionné des cotisations. **5 chiffres résument les résultats** de cette enquête :

20 005 sociétaires ont répondu à la question posée,

17 597 étant favorables au principe du paiement fractionné parmi lesquels :

8 777 optent pour la date des 1er janvier, 1er mai,

8 820 retenant celle des 1er avril, 1er octobre, par contre :

2 408 manifestent (et souvent fort vivement) **leur opposition** au principe même du fractionnement. Les arguments évoqués pour le maintien du statu quo, se retrouvent dans de nombreuses lettres.

. . . . . .

Au vu de ces résultats, le **Conseil d'Administration estime qu'il n'y a pas à modifier la situation existante. C'est donc le statut quo qui est maintenu.** La cotisation reste exigible dans sa totalité au 1er janvier.

Comme quoi les dirigeants de la MAIF ne manquent pas d'assurance !

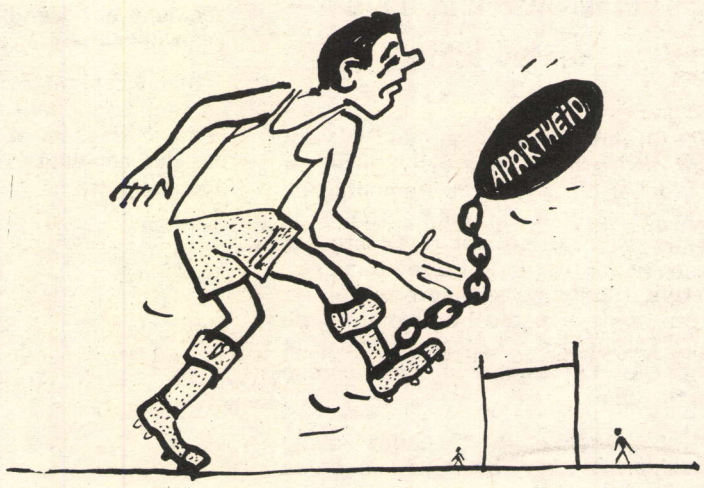
Si c'est pas honteux !

A propos du nouveau modèle de feuille d'impôt :

La déclaration porte aussi le facsimilé d'un autographe du ministre, M. Giscard d'Estaing, qui cherche à s'attribuer le mérite personnel des efforts faits par les fonctionnaires du ministère des Finances pour simplifier, autant que possible, la peine que le contribuable doit prendre pour remplir sa feuille. En somme, il faut non seulement payer, mais subir la propagande officielle.

(*L'Humanité*, 20-1-70.)

D'ici à ce que L'Humanité **proteste parce que Marcellin essaye de s'attribuer les mérites de ses sous-fifres, il n'y a pas loin !**



La tournée européenne des Springbock

Quand les flics violent la loi... du sport

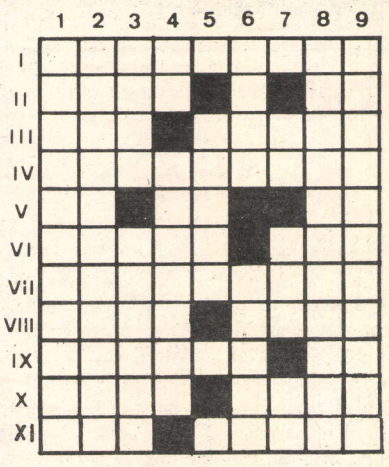
ON sait bien que la police n'est pas faite d'enfants de chœur et qu'il lui arrive de temps en temps de violer la loi, mais bafouer celle du sport, c'est vraiment du vice !

Le dimanche 18 décembre eut lieu, à Bordeaux, un match de hand-ball de division nationale : Girondins contre AS Préfecture de Police qui restera dans la mémoire des spectateurs; la fin de la partie venait à peine d'être sifflée sur la victoire in-extrémis (16-15) des Girondins, que les rugbymen de la même préfecture de police de Paris, eux-mêmes battus de peu le même jour à La Teste (et venus supporter leurs collègues avec le secret espoir de voir ceux-ci sauver l'honneur déjà bien atteint de nos forces de l'ordre), envahirent le terrain, se ruèrent sur les Girondins qui, piétinés, roués de coups de poings, pieds, têtes, pendant un quart d'heure, ne durent leur salut qu'au renfort de leurs camarades. L'un d'entre eux, car les flics utilisent même des coups bas, fut blessé au bas-ventre. Prise dans la tourmente, une spectatrice ne fut pas épargnée.

Police-secours, ô ironie, fut dépêchée sur les lieux où l'on releva deux blessés parmi les Girondins, le plus grièvement atteint ayant reçu un coup de pied derrière la tête et étant resté inconscient une vingtaine de minutes. Il faut croire que pour nos « gardiens de la paix », le passage à tabac est un réflexe conditionné ! Le manager de l'AS Préfecture de Police déclara : « jamais je n'ai vu une pareille scène ! ».

Il doit être nouveau dans le métier !

MOTS CROISÉS...

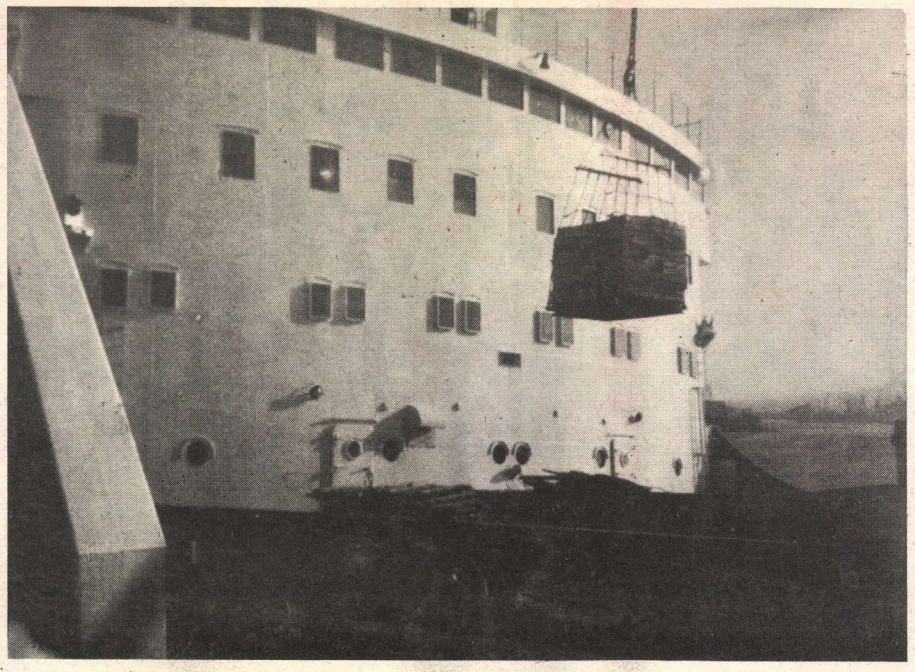


Horizontalement. — I. A trouvé une bonne place. — II. On y échange des confidences. A cessé d'être. — III. Pour eux, le droit à la paresse, cela veut dire quelque chose. L'humanité italienne. — IV. Insultants. — V. Pronom personnel. Aux extrémités de la ville de Tours. OPA presque réussie. — VI. Avare extrémiste. Elle est souvent malade de trop manger. — VII. Rendre merveilleux en imagination. — VIII. Celui des « Affaires » prime dans cette société. Pour les galériens, cela ne signifiait pas la « flemme ». — IX. Philosophe hollandais. Fin d'infinitif. — X. Poisson. Celle de Zola est la plus célèbre. — XI. Le premier des 95. La fin de tous les tourments.

Verticalement. — 1. Pour la monnaie, Giscard le fera, s'il peut, sur notre dos. — 2. Ferai de petites coupures. — 3. Il est impossible pour un smigard de l'avoir. Ville du Nord. — 4. Règle. Déchet de la soie. — 5. Ville de Corrèze. — 6. Décora. Prénom féminin. — 7. « Dans le vent ». Essaya, tenta. Celui-là a un mois. — 8. Grande lessive. — 9. Enerveras à l'extrême.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	L	E	B	I	S	C	I	T	E
II	L	O	C	A	T	A	I	R	E	S
III	A	C	T	I	O	N	■	R	■	P
IV	N	A	■	S	U	I	C	I	D	E
V	E	L	U	S	■	T	A	T	A	R
VI	T	I	R	E	R	A	■	E	N	A
VII	A	S	S	E	O	I	R	■	S	I
VIII	I	O	S	■	T	R	O	U	E	E
IX	R	N	■	L	I	E	N	S	■	N
X	E	S	S	O	■	■	D	E	N	T



La « palanquée » est protégée par des filets de sécurité sur deux côtés seulement. (Photo L.O.)

MARSEILLE

les accidents du travail sur le port

AU cours de l'année 1969, il y a eu un peu moins de tués par accident du travail que d'habitude : il y a eu cinq morts.

Ecrasé par une balle de 400 kilos

Le premier se trouvait sur le pont d'un navire lorsqu'il a été heurté par le crochet d'une grue qui remontait du fond d'une cale. En même temps la flèche de la grue pivotait. Le crochet a attrapé un pan de la veste du docker. En une fraction de seconde, ce dernier a été soulevé à plusieurs mètres de haut. La veste s'est alors déchirée, et le docker est tombé et s'est écrasé sur le quai.

Quelques jours plus tard, une équipe travaillait à terre, de nuit. Les grues déchargeaient des balles de peau. Soudain une balle s'est détachée, entraînant les autres. Chacune pèse 400 kilos. Quelqu'un a crié : « Attention en bas » pour l'équipe qui était juste en dessous. Le docker René Rigaud a sûrement levé la tête pour voir. Mais il n'a pu qu'être ébloui par l'éclat des projecteurs. Il a été tué sur le coup par la balle qui l'a écrasé.

Le car-ferry était pressé

Le 2 avril, le car-ferry « Esterel » de la Transat devait partir à 18 h 30 alors que le chargement n'était pas terminé à 18 h. Il fallait donc faire vite. On n'a jamais très bien su ce qui s'était produit exactement. Toujours est-il qu'un clark transportait péniblement vers le navire plusieurs tonnes de bois. Il semble que ce soit au moment de défaire les câbles qui maintenaient le chargement que celui-ci s'est écroulé. Un docker est mort écrasé. Deux autres ont été gravement blessés. L' « Estérel » a pu tout de même partir à 18 h 30.

Souvent les filets sont trop chargés. Et il ne s'agit pas toujours de cageots vides comme ici. (Photo L.O.)

Le docker Joseph Moreno avait la réputation de travailler beaucoup. Il recherchait les travaux pénibles « qui paient bien ». Il est mort le 11 avril terrassé par une crise cardiaque.

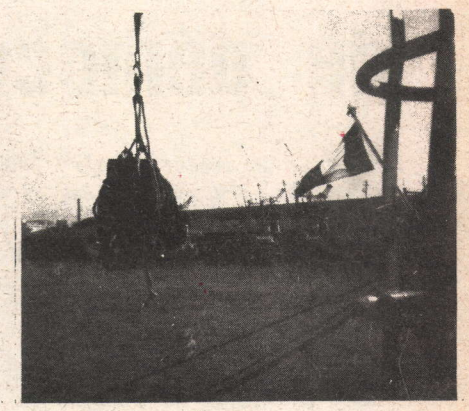
Enfin, en décembre, Hubert Darmyn décédait à l'hôpital des suites d'un accident qui s'était produit en juillet (voir ci-contre).

Si on connaît ceux qui sont morts, on ignore souvent ceux qui sont gravement blessés, et on ne parle même pas des accidents « bénins » : il y en a beaucoup trop.

D'innombrables blessés

Il y a ceux qui font des chutes de plusieurs mètres soit à fond de cale, soit sur le quai. Il y a ceux qui ont la main ou le bras arrachés en attachant des cables à une « palanquée » : il arrive que la grue tende les câbles avant que le docker ait eu le temps de retirer ses mains. Il y a surtout ceux qui reçoivent un chargement qui se détache.

Les filets de protection ne sont pas toujours correctement tendus le long des palanquées, et de toutes façons, ils ne protègent que deux côtés sur quatre. Les palettes ou les filets sont parfois trop chargés : la marchandise déborde.



Il suffit parfois de peu de choses pour que la charge verse. (Photo L.O.)

la mort d'un docker

UNE nuit d'hiver, le docker Hubert Darmyn, qui travaillait dans une cale, a été pris d'un malaise. On a fait venir les marins-pompiers pour le transporter à l'hôpital. Là, on s'est aperçu qu'il était paralysé du côté gauche. Et les radios montraient que Darmyn avait reçu un choc violent sur la tête. Après quelques jours de coma, il est mort. Il avait cinquante ans, il laisse une femme et un enfant.

Six mois auparavant, Darmyn avait été, en effet, grièvement blessé. Alors qu'on amenait une lourde caisse à fond de cale, par suite d'une fausse manœuvre, la caisse avait basculé. Le grutier, qui ne peut voir ce qui se passe au fond de la cale, et qui est guidé par l'homme de « panneau », avait relevé le crochet de grue trop tôt. Malheureusement, la caisse n'avait pas été complètement libérée : un câble la maintenait encore au crochet.

La caisse a donc basculé, et Darmyn a eu la tête coincée entre la paroi du navire et cette caisse qui pesait près d'une demi-tonne. Il a eu la mâchoire fracturée et tout l'avant du visage abîmé.

Il a fallu qu'il reste arrêté durant cinq mois. Ensuite, le médecin de contrôle de la Sécurité sociale a prétendu qu'il était guéri et qu'il pouvait reprendre le travail. Mais le médecin de Darmyn n'était pas d'accord et il a redonné quelques jours de plus au docker. Passé ces quelques jours, le docteur de la Sécurité sociale est revenu à la charge. Alors Darmyn a cédé et a repris le travail.

Peu de temps après, il mourait des suites de son accident...

Les cadences à tenir

Et lorsqu'on travaille au fond d'une cale, on est souvent à l'étroit, on se gêne les uns les autres. En principe, lorsque la grue lève le chargement, les dockers doivent s'écarter et ne pas travailler tant qu'il se trouve au-dessus de leurs têtes. Mais ça n'est pas toujours commode, et puis il y a les cadences à tenir, et en fin de journée, lorsqu'on est fatigué on fait moins attention. Et même en faisant attention on n'est pas toujours protégé : quand une balle de caoutchouc dur de 120 kilos tombe, on peut voir où elle va atterrir, mais on ne sait pas où elle va rebondir...

Un des ports les plus rapides du monde

Aussi, rares sont les dockers qui arrivent à la retraite sans jamais avoir été accidentés sérieusement ne serait-ce qu'une fois dans leur vie.

A titre d'exemple, rien qu'au cours de la première semaine de janvier 1970, il y a eu, à notre connaissance, trois accidents graves sur le port. Deux dockers ont été blessés, et un employé des Messageries Maritimes s'est fracturé le crâne en faisant une chute sur le quai.

Il est vrai, comme le déclarait il y a quelques années un conseiller municipal, que « Marseille a la réputation d'être un des ports les plus rapides du monde ».

Et ceci explique cela.

Responsable de la publication : M. Rodinson.

Composition : GRAPHIQUES-GAMBON - Tirage : ROTO-TECHNIC